

LABORATOIRE DE L'IRSEM 2012



**LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION
DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010**

**LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES.
ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES
ANNÉES 1950 À 2010.**

*GEORGES-HENRI BRICET DES VALLONS, FLORENT DE SAINT
VICTOR, NICOLAS MAZZUCCHI*

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document
n'engagent que leurs auteurs.
Elles ne constituent en aucune manière
une position officielle du ministère de la défense.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

www.defense.gouv.fr/irsem

L'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM) a été créé en 2009 par le ministère de la défense pour lancer de nouvelles pistes de réflexion stratégique et promouvoir la recherche sur les questions de défense. Ses 35 chercheurs permanents, assistés par une équipe de soutien de 12 personnes, réunissent les approches académiques et militaires dans une perspective multidisciplinaire. En étroite collaboration avec les principales autorités du ministère (État-Major des Armées, Secrétariat Général pour l'Administration, Direction Générale de l'Armement, Délégation aux Affaires Stratégiques, Enseignement Militaire Supérieur), et en lien avec le tissu français de la recherche universitaire et des *think tanks*, l'IRSEM vient compléter les expertises opérationnelles et d'aide à la décision, par une réflexion stratégique conceptuelle qui participe d'un effort plus large pour développer l'excellence de la recherche, de la formation et de la documentation sur le site de l'École Militaire.

L'ensemble des **manifestations scientifiques** organisées par l'IRSEM est annoncé sur son site : www.defense.gouv.fr/irsem

Autres productions de l'IRSEM :

- **5 collections** sont consultables en ligne: Les Cahiers, Les Études, *The Paris Papers*, Les Fiches de l'Irsem, et notre Lettre d'information électronique.
- **1 revue** académique (Les Champs de Mars) est éditée à la Documentation Française.

Un **programme Jeunes Chercheurs** vise à encourager l'émergence d'une relève stratégique, grâce à un séminaire mensuel, à des bourses doctorales et postdoctorales, et à un soutien financier et logistique.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Sommaire

| | |
|--|-----|
| Glossaire | 6 |
| Introduction | 11 |
| | |
| ■ PARTIE I - FORMATIONS PAR DES ARMÉES D'ÉTAT : CORÉE, INDOCHINE, VIETNAM, AFGHANISTAN | |
| Chapitre 1 : Les guerres de Corée (1948-1953) et du Vietnam (1955-1975) 22 | |
| Chapitre 2 : L'Indochine, le cas du Groupement de commandos mixtes aéroportés (1951-1954) | 63 |
| Chapitre 3 : L'armée de l'air afghane (2007-2012)..... | 73 |
| Chapitre 4 : Unités de circonstance ou unités permanentes ?..... | 96 |
| | |
| ■ PARTIE II - FORMATIONS EXTERNALISÉES À DES SOCIÉTÉS MILITAIRES PRIVÉES : CROATIE, BOSNIE, LIBÉRIA, IRAK | |
| Chapitre 5 : Le secteur militaire privé au coeur de la politique d'assistance militaire des États-Unis | 119 |
| Chapitre 6 : Cas d'études : MPRI, Dyncorp, PAE, Vinnell, Erinys..... | 139 |
| Conclusion..... | 199 |

**LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION
DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010**

Bibliographie 218

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Table des illustrations

| | |
|--|-----|
| 1. Équipe divisionnaire du KMAG en 1951..... | 32 |
| 2. Armée sud-coréenne | 56 |
| 3. Organisation des maquis du GCMA..... | 69 |
| 4. L'armée de la République du Vietnam..... | 58 |
| 5. Sociétés de mercenariat émanant du <i>Special Air Service</i> (1960-1980)..... | 128 |
| 6. Ordre de bataille des forces armées de Bosnie-Herzégovine après l'unification de 2005..... | 166 |
| 7. Plan de la nouvelle architecture de sécurité du Libéria défini par la RAND | 177 |
| 8. Scénarios capacitaires des forces de sécurité libériennes exposés par la RAND | 178 |

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Glossaire

- AAB** (Advise & Assist Brigade) : Brigade de conseil et d'assistance
- AAF** (Afghan Air Force): Force aérienne afghane
- ACOTA**: Africa Contingency Operations Training Assistance
- ACRI**: Africa Crisis Response Initiative
- AEW** (Air Expeditionary Wing): Escadron expéditionnaire air
- AFL** (Armed Forces of Liberia): Forces armées du Libéria
- AFRICOM** (United States Africa Command) : Commandement régional Afrique
- AIP** (Aviation Incentive Pay) : Prime incitative air
- AIU** (Air Interdiction Unit) : Unité d'interdiction aérienne (ministère de l'intérieur afghan)
- AMISOM** (African Union Mission in Somalia) : Mission de l'union africaine en Somalie
- ANA** (Afghan National Army) : Armée nationale afghane
- ANAAC** (Afghan National Army Air Corps) : Corps aérien de l'armée nationale afghane
- ANP** (Afghan National Police) : Police nationale afghane
- ANV** : Armée nationale vietnamienne
- APS** African Partnership Station
- ARVN** : Armée de la République du Vietnam
- ASFF** (Afghan Security Forces Funds) : Fonds pour les forces de sécurité afghanes
- AUSA** (Association of the United States Army) : Association de l'armée de terre des États-Unis
- BATUK** (British Army Training Unit Kenya) : Unité d'entraînement de l'armée de terre britannique au Kenya
- BCT** (Brigade Combat Team) : Brigade de combat
- BOI** : Bureau opérations et instruction
- CAFTT** (Coalition Air Force Transition Team) : Équipe de transition de la coalition pour l'armée de l'air
- CAPTF** (Combined Air Power Transition Force) : Force conjointe de transition de la puissance aérienne
- CAT** (Combat Assistance Team) : Équipe d'assistance de combat

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

CDEF Centre de doctrine d'emploi des forces
CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEFEO : Corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient
CENTCOM (United States Central Command) : Commandement régional
Centre
CFIM : Centre de formation initiale des militaires du rang
CIA (Central intelligence Agency) : Agence centrale de renseignement
CICDE : Centre interarmées de concept, de doctrine et d'expérimentations
CM (Capability Milestone) : Critères de capacités pour l'ANA et l'ANP
CNAS: Center for a New American Security
COIN (Counter-insurgency): Contre-insurrection
CORDS Civil Operations and Revolutionary Development Support
CSTC-A: Combined Security Transition Command – Afghanistan
DCSD : Direction de la coopération de sécurité et de défense
DDR : Désarmement, démobilisation réintégration
DEA : Drugs Enforcement Administration
DFID (Department for International Development) : Département du
développement international
DIO : Détachement d'instruction opérationnelle
DLAS : Détachement de liaison d'appui et de soutien
DoD (Department of Defense) : Département de la défense
DoJ (Department of Justice) : Département de la justice
DoS (Department of State) : Département d'État
DSCA (Defense Security Cooperation Agency) : Agence de coopération
pour la Défense et la Sécurité
DRAAF (Democratic Republic of Afghanistan Air Force) : Force aérienne de
la république démocratique d'Afghanistan
EFR : Effet final recherché
EFS : Éléments français du Sénégal
EMA : État-major des armées
EMSOME : École de spécialisation de l'Outre-mer et de l'étranger
ENVR : Écoles nationales à vocation régionale
ETT (Embeded Training Team) : Equipe insérée d'entraînement
ESSD : Entreprises de services de sécurité et de défense
FCO: Foreign and Commonwealth Office
FDD: Focus Development District

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

FID: Foreign Internal Defense

FMS: Foreign Military Sales

FP: Forces populaires

FR : Forces régionales

GCM : Groupement de commandos de montagne

GCMA : Groupement de commandos mixtes aéroportés

GCP : Groupement de commandos parachutiste

GMI : Groupement mixte d'intervention

GTIA : Groupement tactique interarmes

IMATC (International Mine Action Training Centre) : Centre international d'entraînement à la lutte contre les mines

IMATT (International Military Assistance Training Team) : Équipe militaire internationale d'assistance et d'entraînement

ISAF (International Security Assistance Force) : Force internationale d'assistance et de sécurité

KATC (Korean Army Training Center) : Centre d'entraînement de l'armée coréenne

KMAG (Korea Military Advisory Group) : Groupe militaire de conseil pour la Corée

KELTC (Kabul Education Training Language Center) : Centre de Kaboul d'enseignement et d'entraînement aux langues

MAAG-I (Military Assistance and Advisory Group Indochina) : Groupe militaire d'assistance et de conseil pour l'Indochine

MAAG-V (Military Assistance and Advisory Group-Vietnam) : Groupe militaire d'assistance et de conseil pour le Vietnam

MACV (Military Assistance Command Vietnam) : Commandement de la formation militaire pour le Vietnam

MAT (Mobile Assistance Team) : Équipe d'assistance mobile

MATA (Military Assistance Training Advisory) : Cours militaire d'assistance et de formation

MCP : Mise en condition avant projection

MEDEVAC (Medical Evacuation) : Évacuation médicale

MITT (Military Transition team) : Équipe militaire de transition

MOD (Ministry of Defense) : ministère de la défense (UK)

MPPF : Marine Puntland Police Force

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

MSSG (Military Stabilisation Support Group) : Groupe militaire d'appui à la stabilisation

MTT (Mobile Training Team) : Équipe d'entraînement mobile

NATC-A (NATO Air Training Command – Afghanistan) : Commandement de l'Otan de l'entraînement de la composante air en Afghanistan

NTM-A (NATO Training Mission – Afghanistan) : Mission d'entraînement de l'Otan en Afghanistan

ODC (Office Defense Chief) : Chef de la coopération de sécurité

OMLT (Operational Mentor and Liaison Team) : Équipe de liaison et de mentorat opérationnel

OPF : Oil Protection Force

PMAG (Provisional Military Advisory Group) : Groupe militaire provisoire de formation

PRT (Provincial Reconstruction Team) : Équipe provinciale de reconstruction

PSTC (Peace Support Training Centre) : Centre d'entraînement d'appui à la Paix

QRF (Quick reaction Force) : Force de réaction rapide

RAB (Regionally Aligned Brigade) : Brigade alignée régionalement

RDC : République démocratique du Congo

RECAMP : Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix

ROKA (Republic of Korea Army) : Forces armées de la République de Corée du Sud

RUF (Revolutionary United Front) : Front révolutionnaire uni (Sierra Leone)

RSLAF (Republic of Sierra Leone Armed Forces) : Forces armées de la République de Sierre Leone

RSS : Réforme du secteur de la sécurité

SAS : Special Air Service

SDECE : Service de documentation extérieure et de contre-espionnage

SFA : Security Force Assistance

SFAB (Security Force Assistance Brigade) : Brigade spécialisée dans le SFA

SGDSN : Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale

SIGAR (Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction) : Inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan

SIS : Special Intelligence Service

SOS (Special Operations Squadron) : Escadron des opérations spéciales

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

SSR (Security Sector Reform) : Réforme du secteur de la sécurité

STTT (Short Term Training Team) : Équipe d'entraînement de court terme

T&E : Train-and-Equip

TPDF (Tanzanian People Defence Force) : Force de défense du peuple tanzanien

UA : Union Africaine

UNAMSIL (United Nations Mission in Sierra Leone) : Mission des Nations Unies en Sierra Leone

UPDF (Uganda People's Defense Force) : Force de défense du peuple ougandais

USACE: US Army Corps of Engineers

USAF (US Air Force) : armée de l'air des États-Unis

USAFSCENT (United States Air Force Central) : Commandement Centre de la composante air

INTRODUCTION

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Aux côtés de *kandaks* de l'Armée nationale afghane (ANA), de soldats ougandais s'apprêtant à opérer en Somalie, de stagiaires de l'école de formation au maintien de la paix de Bamako, de gendarmes ivoiriens sécurisant les élections ou de marins de la TPDF (*Tanzanian People Defence Force*) luttant contre la piraterie, des militaires français forment et conseillent au quotidien des membres de forces armées étrangères.

Agissant en phase de prévention, de stabilisation ou de normalisation, et plus rarement en phase d'intervention, ces missions s'inscrivent dans une longue tradition militaire française. N'incarnant pas seulement un passé révolu, elles représentent une voie d'avenir pour le futur des forces armées françaises (gendarmerie, armée de terre, armée de l'air et marine), bien que des ajustements se révèlent nécessaires.

En effet, et alors que la puissance militaire ne se conçoit qu'au service d'une véritable grande stratégie, la formation et l'encadrement de forces armées étrangères peuvent en être partie prenante. Ce pilier est en mesure d'actionner des leviers de puissance permettant d'acquérir des avantages transverses dans les champs diplomatiques, évidemment, mais aussi économiques ou culturels.

Or, nos actuels modèles de forces semblent être partiellement remis en cause techniquement, doctrinalement ou économiquement. Il semble alors nécessaire d'en repenser l'utilité, la forme et l'usage. Dans ce cadre, l'assistance à des armées étrangères par différents acteurs (publics et privés) pourrait se révéler l'ossature d'une stratégie de puissance. Alors que d'importants choix se profilent, obligés ou contraints par un contexte particulier (poursuite de la révision générale des politiques publiques, mise à jour - ou réécriture - du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, changement du paradigme géopolitique – poids toujours plus prédominant de l'Asie, transition de la sécurité en cours en Afghanistan, etc. -, crise

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

économique persistante, etc.)¹, une réflexion sur ce sujet pourrait se révéler précieuse.

Une longue tradition historique « à la française »

Les compétences et les usages de formation, d'encadrement et d'entraînement par les forces armées françaises s'inscrivent dans une longue tradition historique. Pour ne débiter l'historique seulement à l'après Seconde Guerre mondiale, les forces françaises sont passées par différents cycles, qui, pour bien prendre en compte les subtilités du séquençage, se juxtaposent (parfois se conjuguent) plus que se succèdent.

Après avoir été demandeur de ces formations, les forces armées françaises repassent au rang de fournisseur. En effet, principalement issues des unités formées et équipées par les Britanniques ou les Américains au cours de la Seconde Guerre mondiale, les forces françaises mettront ensuite en pratique ces modes d'action au service de leur stratégie de conservation de leur empire colonial. C'est le cas en Indochine ou en Algérie.

Au cours de cette période allant jusqu'aux années 1960, les militaires français encadrent des troupes indigènes où généralement la troupe est fournie par des contingents autochtones et où l'encadrement est composé d'officiers ou de sous-officiers d'origine française. C'est le cas du jaunissement des unités en Indochine ou des commandos de chasse des dernières années de la guerre d'Algérie.

¹ Le SGDSN (Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale) a publié le 12 mars 2012 un document préparatoire à l'actualisation du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale (LBDSN) reprenant les constances et évolutions du contexte stratégique depuis 2008 (disponible sur <http://www.sgdsn.gouv.fr>, consultation le 12 mars 2012.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Après ces épisodes vient le temps de la coopération où des insérés français occupent des postes à responsabilité au sein d'armées nationales. Des officiers des troupes de marine opèrent dans les unités chamelières djiboutiennes, des éléments des forces spéciales encadrent les bataillons de la garde présidentielle de différents États africains, portant l'uniforme des armées locales.

Devenu incompatible avec la non-ingérence de la France dans les pays souverains, un mode de coopération prenant plus en compte la souveraineté de l'état hôte se développe. Des conseillers et des formateurs issus des trois armées et de la gendarmerie dispensent leurs connaissances en ayant à cœur de mettre en avant les éléments des forces armées étrangères concernées. En ne faisant pas à la place, c'est une logique de partenariat qui est mise en avant.

Enfin intervient le temps de la parenthèse afghane qui, aujourd'hui, se referme. Du *mentoring* au partenariat en passant par le conseil et l'accompagnement, toute la palette des attitudes entre formés et formateurs a été observée durant ces années qui ont structuré l'outil de défense, et sans doute impacté son fonctionnement futur. Si l'Afghanistan a été un révélateur principalement pour l'armée de terre, ce n'est pas la seule entité concernée.

À contexte changeant, changement des modes de pensée et d'action ?

Des événements récents et l'aboutissement de processus historiques conduisent aujourd'hui à modifier et contraindre les capacités d'action des puissances occidentales. Tout d'abord, le double enlèvement en Afghanistan et en Irak poussent à une certaine prudence face à un quelconque interventionnisme (cf. les débats précédant l'intervention en Libye). De plus, une opinion publique méfiante et des budgets contraints

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

entraînent une incapacité à agir en dehors d'opérations limitées dans le temps et l'espace, par les moyens comme par les objectifs.

Pourtant, la conflictualité sous ses différents visages (piraterie, terrorisme, trafics, indépendantismes, etc.) demeure. Bien que parfois éloignée de nos intérêts stratégiques premiers, elle se rapproche aussi de nos frontières et des lieux d'où nous tirons notre puissance. Points de passages commerciaux, marges géographiques ou lieux de production d'énergies sont ainsi directement menacés.

Malgré des moyens humains et technologiques de renseignement toujours plus importants, des surprises stratégiques voient toujours le jour et perturbent l'équilibre des puissances. Les capacités d'anticipation (et non de prédiction qui relève du charlatanisme plus que de la prospective), bien que jamais suffisantes, permettent néanmoins de prévenir ces risques. Ce temps d'avance reste le préalable nécessaire pour peser de manière appropriée sur l'environnement, voire de le modeler dans le sens de nos intérêts.

Or aujourd'hui, les outils de régulation mis en place peinent à trouver les moyens et les méthodes pour agir à temps et avec volonté. Et cela quelque soit le mandat (otanien, européen, onusien, multilatéral, etc.). De plus, la judiciarisation de la société, le poids des médias et les relais d'opinion encadrent de manière particulière l'action extérieure. Enfin, les moyens économiques alloués à ce volet (coopération culturelle, promotion de la francophonie, coopération économique) subissent eux aussi les aléas des restrictions budgétaires.

Entre les reproches d'ingérence ou de négligence suite à l'apparition ou au traitement de ces surprises stratégiques, il devient fort complexe de se libérer des marges de manœuvre pour pouvoir faire, ou au

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

moins faire faire. En étant conscient des forces et des faiblesses actuelles, il s'agit donc de mettre en œuvre une stratégie renouvelée, où tous les acteurs concernés trouvent leur place, qui puisse à terme apporter des avantages dans différents domaines et secteurs, signe de sa réelle efficacité.

Faire le pari de l'approche indirecte et différente

Aujourd'hui et encore plus sûrement demain du fait des tendances décrites, ce n'est plus l'action directe seule, parfois coercitive, qui permet d'atteindre les objectifs fixés mais bien la capacité d'influencer le cours des événements. Cette dernière capacité est pour le coup intrinsèquement un mode d'action indirecte, coïncidant avec une approche éminemment plus préventive que curative.

Sir Basil Henry Liddel Hart via « l'approche indirecte » ou le général André Beaufre ont théorisé sur ce mode d'action différent. Pour ce dernier dans son *Introduction à la stratégie*, la stratégie indirecte vise à « renverser le rapport des forces opposées avant l'épreuve de la bataille par une manœuvre et non par le combat. Au lieu d'un affrontement direct, on fait appel à un jeu plus subtil destiné à compenser l'infériorité où l'on se trouve »².

Aujourd'hui et bien qu'ayant un marquage péjoratif, l'expression de « *War by proxy* » (ou guerre par procuration) telle que développée par Zbigniew Brzezinski, conseiller du président américain Jimmy Carter répond aussi en partie à cette attente et à ce contexte. La formation et l'accompagnement de forces armées étrangères hissés au rang d'axe stratégique prédominant pourraient être une des voies pour regagner en capacités.

² Général BEAUFRE, André, *Introduction à la stratégie*, Hachette Littérature, 1998, p.146.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

En effet, le descriptif de la situation préalablement dressé ne doit pas faire oublier les qualités existantes ou laisser penser à la persistance de l'inefficacité de nos outils diplomatiques. Élevé comme raison de tous les maux, le manque de stratégie peut être rattrapé, non sans réorientations. La France peut retrouver la puissance d'une puissance qui lui permet de faire, faire faire et empêcher de faire.

Cet objectif est d'autant plus atteignable qu'il s'agit de mettre en avant un domaine déjà connu des acteurs français. De la formation au maintien de l'ordre au monitorat d'unités engagées en contre-rébellion en passant par la préparation à des missions de maintien de paix, l'organisation de scolarité d'état-major ou la formation de groupes d'intervention, tout le spectre possible (et quel que soit l'intensité des opérations) est déjà couvert.

Il s'agirait donc de démultiplier ces efforts pour en faire une plus-value principale, un facteur différenciant. Les forces armées en seraient un des moteurs, couplées, parfois même remplacées, par des acteurs autres qu'il semble aujourd'hui impossible d'ignorer. En effet, l'apport de sociétés militaires ou de sécurité privées « à la française » serait un véritable atout dans le déploiement géostratégique et économique de la France.

Redonner de l'utilité aux forces

Le premier avantage a trait à notre positionnement diplomatique. Cette assistance permet de continuer d'assurer notre défense et notre sécurité, via d'autres moyens : la mise en avant de forces souveraines. La sécurité du territoire et des citoyens, la sécurité des couloirs d'approvisionnement et l'accès aux matières premières seraient garantis grâce à l'action préventive basée sur la connaissance des risques ou leur traitement. Un environnement local maîtrisé par d'autres grâce à des

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

compétences apprises deviendrait ainsi le cocon d'épanouissement de la puissance.

Le second intérêt est économique et politique par la limitation des coûts de projection et d'opérations en assurant une forme de sous-traitance locale à l'interventionnisme que nous ne sommes plus capable d'assurer (en partie financièrement mais aussi politiquement). De plus, le fait de respecter la souveraineté des acteurs locaux correspond parfaitement aux attendus actuels de non-ingérence dans les affaires intérieures et à la recherche d'une plus grande autonomie de ces mêmes acteurs.

La troisième utilité serait de se positionner comme une alternative crédible vis à vis des autres puissances elles-mêmes en phase de préservation ou d'accroissement de puissance. La France peut capitaliser sur son expérience réelle et reconnue, et se doit de ne pas gâcher le crédit accordé par certains partenaires à sa voix singulière. De plus, cette diplomatie militaire au contact des élites, militaires mais aussi politiques, permet de préparer en amont son influence future à bien des points de vue.

Enfin, les échanges entre les forces étrangères et françaises conduisent à développer une culture opérationnelle partagée par la promotion d'un modèle de défense. Les industriels français (pas uniquement ceux de l'armement) pourront bénéficier de ces connaissances et de ce capital sympathie des habitudes. Cela faciliterait l'obtention de contrats dans un environnement marqué par la multiplication des concurrents et l'exacerbation des tensions économiques.

Une multitude d'expériences passées et actuelles

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Afin donc de comprendre le mouvement historique qui conduit à la situation actuelle, de découvrir les expériences passées et les situations analogues rencontrées par d'autres, cette étude sera menée selon une approche comparative, dans le temps et dans l'espace. Des expériences indochinoises, coréennes et vietnamiennes aux modèles soviétiques ou américains pour le développement d'une armée de l'air afghane, en passant par l'expérience américaine et anglo-saxonne en matière de formation par des sociétés militaires privées, les situations et les problématiques sont au moins aussi différentes entre elles que riches de grandes constantes et d'enseignements.

Les cas étudiés permettent de couvrir l'ensemble des problématiques, que cela soit la formation d'une armée *ex-nihilo*, la mise à niveau de forces armées existantes ou l'accompagnement en opérations d'unités. De même, l'ensemble des savoir-faire potentiellement transmis est abordé : commandement, tactiques, techniques et procédures d'unités conventionnelles spécialisées ou d'unités plus proches de la police. L'importance actuelle des acteurs privés dans ces activités de formation n'est pas ignorée, leur rôle ne pouvant plus aujourd'hui être seulement abordé à la marge. Enfin, les questions du statut des formateurs, de la formation des formateurs et des méthodes de transmission de connaissances sont étudiées.

Les études de cas couvrent différents continents et différents pays, comme demandés (Afrique et Asie, en particulier l'Afghanistan et l'Indochine puis le Vietnam). La comparaison sur 25 années entre les pratiques françaises et américaines en Asie (Vietnam, Indochine et Corée) permet de discerner des similitudes dans les approches, les objectifs ou les pratiques, ainsi que de profondes divergences entre deux cultures stratégiques nationales. Les auteurs ont aussi souhaité traiter, du fait des enseignements qu'ils pouvaient apporter, d'autres cas : les Balkans, en particulier les forces armées croates et bosniaques, mais aussi l'Irak,

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

laboratoire récent pour la montée en puissance de forces armées via des acteurs privés.

Loin de vouloir essentialiser les enseignements qu'il est possible de tirer de ces cas historiques ou plus contemporains, ces études se révèlent néanmoins utiles pour comprendre la généalogie des pratiques de coopération et de formation ainsi que les clés des succès et des échecs, qu'il serait néanmoins dangereux d'universaliser comme des « principes fondamentaux ». Si ces expériences ont, en partie, une valeur d'exemplarité, elles le sont surtout via un intense travail de « méditations », qui selon le maréchal Foch lors d'une conférence à l'École Navale en 1920, est la clé des « géniales improvisations sur le champ de bataille ».

Partie I

Formations par des armées d'État : Corés, Indochine, Vietnam, Afghanistan

■ CHAPITRE I : LA GUERRE DE CORÉE (1948-1953) ET DU VIETNAM (1955- 1975)

1. But de la formation

Le cas coréen présente plusieurs originalités. En effet, si la formation de l'armée coréenne ne s'est pas faite véritablement *ex nihilo*, les forces de défense préexistantes ne peuvent être qualifiées de véritables forces armées. De même l'affectation au sein de l'organisme de formation (KMAG) n'a pas particulièrement été recherchée et a même plutôt été vue comme une corvée, ce qui explique les nombreux problèmes de personnel rencontrés par cet organisme tout au long de la guerre et la difficulté de mener à bien cette mission de formation, la première de cette étude d'un point de vue chronologique.

À la suite de la défaite du Japon à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la Corée retrouve une indépendance perdue depuis la fin du XIX^e siècle et la mise sous tutelle du Royaume de Corée par le Japon à la suite de la guerre sino-japonaise de 1894-1895. Depuis cette date, la Corée a été intégrée dans la sphère japonaise pour devenir partie intégrante de l'empire nippon en 1910. Ainsi, depuis la fin du XIX^e siècle, la Corée ne dispose plus d'armée indépendante et dépend totalement des forces armées japonaises pour sa défense.

La nouvelle indépendance de la Corée, coupée en deux *de facto* entre un Nord prosoviétique et un Sud pro-américain, pose rapidement la question de ses capacités de défense. Le besoin d'une force de défense nationale a bien été identifié dès 1945 au départ de l'armée japonaise mais les problèmes de partition de la Corée empêchent de mettre en place un vrai programme de formation globale.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Pendant les travaux de la commission des Nations-Unies sur le cas coréen³, la nécessité de créer une véritable armée s'impose. La Corée du Sud ne dispose ainsi au moment de son indépendance que d'une « gendarmerie » destinée à la lutte contre les criminels et à la surveillance des frontières. La première institution de formation de l'armée coréenne par les États-Unis, le PMAG (*Provisionnal Military Army Group*) est mis sur pied en 1948 pour former une force mixte de police et de défense locale. Le PMAG part de zéro et le premier besoin exprimé par le nouveau président Rhee⁴ et les États-Unis porte sur une force de 25 000 policiers et 45 000 militaires, soit l'équivalent de 3 divisions et l'embryon d'une force aérienne.

Le président Syngman Rhee, reconnu par les États-Unis depuis 1943 et soutenu par eux, reste l'homme-clé du dispositif d'établissement d'une vraie armée sud-coréenne, tant force de proposition que de friction selon les événements. Il apparaît donc important pour les États-Unis dès 1947-1948 de doter la Corée du Sud d'une véritable armée adaptée à la défense pleine et entière d'un pays tourné vers la terre mais entouré par la mer sur plus de 75% de ses frontières. Le PMAG puis le KMAG (*Korean Military Advisory Group*) qui lui succède en 1950, sont les instruments choisis par la Corée du Sud et les États-Unis pour donner un cadre de formation théorique et pratique aux nouvelles forces armées coréennes.

Les besoins de formation de l'armée sud-coréenne vont croissant à partir du début de la guerre de Corée et le remplacement du PMAG par le KMAG. La transformation de la « gendarmerie » coréenne en vraie force combattante, à cause du conflit, induit la transformation du PMAG en un

³ Entre 1946 et 1947 une commission américano-soviétique des Nations-Unies tente de trouver un accord pour éviter une partition définitive de la Corée. L'URSS se retire de cette commission en 1947 avant qu'un accord n'ait pu être trouvé.

⁴ Officiellement élu en 1948 mais dirigeant le pays en exil depuis 1919.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

véritable organisme de formation militaire dédié qui lui-même ne cessera d'évoluer au cours du conflit⁵.

Les besoins de formation de l'armée sud-coréenne ont évolué tout au long de la guerre de Corée, suivant tant l'engagement des États-Unis que l'escalade du conflit. Le noyautage de la gendarmerie pré-guerre par des éléments communistes infiltrés⁶ a mené à un véritable effondrement des forces sud-coréennes dans les premiers mois de l'offensive nordiste de 1950. Au moment de la création du KMAG, il ne reste plus que 22 000 hommes opérationnels sur les 100 000 initialement alignés dans l'armée sud-coréenne au début de 1950⁷. Le premier but est ainsi de remobiliser et de reformer cette armée qui est placée sous commandement opérationnel américain (8^e armée US) à partir de juillet 1950.

L'évolution du conflit et l'entrée en guerre de la Chine obligent à accélérer la formation des militaires sud-coréens. En moins de trois ans, l'armée sud-coréenne passe ainsi d'une force démoralisée de 22 000 hommes à une armée professionnelle et efficace de 600 000 soldats, soit l'équivalent de 20 divisions. Cette évolution s'est faite par étape et a nécessité une évolution parallèle des objectifs et moyens du KMAG, passé de 500 à 2900 hommes au cours du conflit. Entre la mi-1950 et la fin 1952, la plus grande partie de l'effort de guerre reposant sur les troupes américaines, les forces coréennes ne sont vues que comme des auxiliaires destinés à fournir un appui. Toutefois, à partir de la fin 1952 et le plan de

⁵ Voir *infra*.

⁶ Comme en témoigne la mutinerie de Cheju-do en 1948 lors de laquelle plusieurs centaines de soldats du 11^e régiment de gendarmerie se retournèrent contre les forces gouvernementales du Sud en prenant fait et cause pour le Nord.

⁷ Major TABB, John, *The Korean Military Advisory Group (KMAG): a model for success ?*, School of Advanced Military Studies, United States Army Command and General Staff College, Fort Leavenworth, Kansas, 2009.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

retrait progressif des troupes américaines, l'état-major de la 8^e armée décide de concentrer plus de moyens sur les forces coréennes qui sont destinées à remplacer les troupes américaines.

Ainsi l'armée sud-coréenne qui comportait 10 divisions à la fin de 1952 doit être étendue à 20 divisions courant 1953. La formation a ainsi pour but de créer de toutes pièces une véritable armée, subordonnée puis autonome, disposant de toutes les composantes nécessaires à partir de l'échelon de la division. Les affrontements de la guerre de Corée présentant de grandes similitudes avec ceux de la Seconde Guerre mondiale, y compris dans l'idée de continuité du front, les buts de formation diffèrent finalement peu de ceux des armées des pays libérés entre 1943 et 1945.

La guerre du Vietnam présente une problématique relativement proche de la Corée - à savoir la formation d'une armée complète, moyens logistiques et état-major compris – même si les conditions de l'entrée en formation des Vietnamiens divergent radicalement. En effet, contrairement à la Corée du Sud, le Sud-Vietnam dispose d'une armée formée avant l'arrivée des États-Unis dans la péninsule indochinoise.

Le Vietnam constitue ainsi « le plus grand et le plus long problème de conseil militaire de l'histoire américaine »⁸. La formation des troupes vietnamiennes par les militaires américains a commencé dès 1950 sous l'autorité du CEFEQ⁹ pour suppléer les troupes françaises. À partir de 1955, un organisme dédié est créé : le MAAG-V (*Military Advisory Assistance Group-Vietnam*) qui constitue dès cet instant le cœur de la formation de l'Armée nationale vietnamienne. Le but de la formation de l'ARVN (Armée de la République du Vietnam) reprend celui de l'armée sud-coréenne, à

⁸ Robert Ramsey, *op. cit.*, p.27.

⁹ Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

savoir créer une force militaire autonome disposant de la totalité des capacités d'une armée souveraine jusqu'à l'échelon du corps d'armée.

Une des principales différences entre les expériences sud-coréenne et vietnamienne, tant au niveau de la formation elle-même que des buts de guerre provient du statut de l'armée entraînée. En effet, l'ARVN se trouve, dès ses débuts, totalement autonome et n'est pas officiellement subordonnée aux forces américaines, même après l'intervention des États-Unis dans le conflit vietnamien. Il en résulte une différence profonde dans les buts de formation puisque l'autonomisation de l'armée sud-coréenne, même si elle était désirée dès sa création, ne s'est imposée que progressivement alors que celle de l'ARVN est consubstantielle à sa propre existence.

La différence dans les formes de conflit, le Vietnam présentant un profil bien plus asymétrique que la Corée, n'a cependant pas entraîné de changement majeur dans les buts de formation. L'effort des États-Unis, poussés par la doctrine du *containment*, y a par contre été bien plus important. L'ANV (Armée nationale vietnamienne) qui comptait au moment du retrait français environ 150 000 hommes, change de dimension une fois devenue l'ARVN à la création de la République du Sud-Vietnam.

La création d'une force autonome apte à lutter contre l'insurrection intérieure puis contre l'agression extérieure du Nord-Vietnam constitue le but ultime des États-Unis qui se sont progressivement laissés entraîner dans un conflit au sein duquel ils n'avaient pas *a priori* prévu d'intervenir. L'ARVN est ainsi prévue comme le programme de formation le plus complet puisqu'en 1960 elle doit comprendre 7 divisions d'infanterie, une brigade parachutiste, un groupe de *Marines*, 4 bataillons blindés indépendants, une marine côtière ainsi qu'une force aérienne de 5 escadrons. La transmission de différents savoirs relativement techniques

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

tant au niveau des capacités de combat que du commandement et de l'organisation révèle l'ambition du programme de formation de l'ARVN. Loin de la force supplétive qu'était l'ANV de l'Indochine française, l'ARVN se présente comme une armée complète et autonome dont la formation s'étala sur près de 20 ans.

2. Mise en œuvre

Le déploiement de la formation américaine de la nouvelle armée coréenne est passé par la mise en place de structures dédiées offrant un cadre administratif et centralisé apte à réduire les frictions inhérentes à ce type de mission. Alors que la nécessité de formation d'une force de défense coréenne avait été identifiée dès le retrait japonais en 1945, ce n'est qu'en 1948 qu'est créé le PMAG pour la formation de la « gendarmerie » coréenne.

La véritable structure de formation d'une armée, le KMAG est organisé en juillet 1949 et prend ses fonctions sur le terrain au début de 1950. L'idée principale menant à la création du KMAG est de fournir une assistance de formation opérationnelle du niveau de la division jusqu'à celui du bataillon. Cette formation s'inspire directement de celle mise en place par les États-Unis à partir de 1943-44 en Europe pour la refondation des armées des pays libérés. L'un des créateurs du KMAG, le général James Van Fleet a été le principal conseiller président à la recréation de l'armée grecque en 1945. À partir de 1946 il a ainsi commandé un groupe de 250 conseillers militaires en pleine guerre civile grecque.

Contrairement aux précédentes structures formées sur des missions *ad hoc*, le KMAG présente une véritable organisation opérationnelle qui s'adapte tout au long de la guerre tant aux buts qu'à la structure de l'armée coréenne elle-même. Toutefois les débuts de la

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

formation sont plus que chaotiques. Le KMAG intervient principalement au niveau de la division, du régiment et du bataillon avec selon les cas des équipes complètes ou des officiers isolés.

En effet à cause du noyautage des forces de sécurité coréennes par des éléments infiltrés du Nord ainsi que par la moindre préparation vis-à-vis de l'armée nord-coréenne, les forces de la République de Corée se trouvent balayées. Au mois de juin 1950 il ne reste ainsi plus que 22 000 hommes en état de combattre sur les 100 000 initiaux et les conseillers américains se trouvent plus souvent à commander directement les hommes qu'ils sont censés conseiller. La tâche de formation ne débute ainsi véritablement que fin 1950 à partir de la stabilisation du front.

Les instructeurs du KMAG, relevant toujours du commandement de la 8^e armée US¹⁰ se retrouvent directement embrigadés avec les troupes qu'ils sont censés conseiller. Il est par ailleurs explicitement prévu que les formateurs américains ne soient pas là pour commander les unités coréennes mais soient des conseillers-formateurs des officiers des unités de l'armée coréenne. Les officiers-conseillers américains se trouvent en réalité en juillet 1950 devant une tâche s'apparentant à la reconstruction complète ou quasi-complète de l'armée sud-coréenne.

À l'origine, le KMAG devait compter un groupe de formation pour chaque division, régiment et bataillon mais il ne disposa jamais d'assez de personnel pour pourvoir tous les postes ouverts¹¹. À la fin de juin 1950 une équipe de formation divisionnaire comprenait en théorie un lieutenant-colonel ou major, 5 officiers et 3 sous-officiers ou hommes du rang ; une équipe régimentaire comprenait quant à elle un major ou capitaine et un

¹⁰ Les officiers formateurs du KMAG répondent ainsi administrativement au KMAG lui-même mais opérationnellement au commandement de la 8^e armée.

¹¹ La disponibilité des personnels formateurs, leur niveau hiérarchique et leur adaptation au « terrain » seront ainsi les principales limites de l'efficacité du programme de formation.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

autre officier de rang inférieur. Les limites obtenues par une organisation de conseil aussi restreinte¹² obligent ainsi à revoir l'organisation des équipes de conseillers. En mars 1951, une nouvelle organisation prévoit ainsi que l'équipe divisionnaire comptera une vingtaine de personnes dont 9 officiers et 11 sous-officiers ou hommes du rang : 2 lieutenants-colonels, 5 majors spécialisés (G1 (administration)/G4 (logistique), G2 (renseignement)/G3 (opérations), artillerie, génie et transmissions), 2 capitaines (artillerie et état-major) et 11 hommes de troupe (mess, administration, transmissions, maintenance). L'équipe régimentaire – ou bataillonnaire dans les unités où cet échelon de conseil est prévu – reste limitée à un lieutenant-colonel et un major. En juin 1953 une nouvelle organisation est édictée, l'équipe divisionnaire comprend maintenant 44 personnes dont 16 spécialistes des transmissions qui restent tout au long de la guerre un gros point noir de l'armée sud-coréenne¹³. Les équipes régimentaires sont étoffées à 4 hommes dont 2 officiers et il ne reste plus de conseillers dans les bataillons d'infanterie, ces derniers étant réservés aux blindés et à l'artillerie. La spécialisation des tâches ainsi effectuée permet une formation plus en profondeur des unités sud-coréennes dont le rôle évolue également.

La formation des officiers et des états-majors, d'abord effectuée sur le terrain est, à partir de 1951, effectuée à l'arrière. Une académie militaire est ainsi créée à Pusan sur le modèle des enseignements de West Point - à cette date la formation doctrinaire de l'armée sud-coréenne est calquée sur le modèle américain MTP 7-1 de 1943 - suivie par une école d'état-major à Taegu. Le *Korean Army Training Center* (KATC) est lui aussi ouvert afin de former les nouveaux spécialistes de l'armée coréenne,

¹² Voir *infra*.

¹³ RAMSEY, Robert, *Advising Indigenous Forces: American Advisors in Korea, Vietnam and El Salvador*, Global war on Terrorism Occasional Paper 18, Fort Leavenworth, Kansas, 2006.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

principalement dans les domaines de l'infanterie, de l'artillerie et des transmissions¹⁴.

Dans le même temps, l'envoi direct d'officiers sud-coréens, principalement du niveau divisionnaire, aux États-Unis pour y suivre les cursus des académies militaires américaines ne cesse de progresser. Ces organismes de formation tant aux États-Unis qu'en Corée, prennent en charge les formations spécialisées auparavant assurées directement par le KMAG : logistique, renseignement, médecine.

À partir de 1951, un programme d'entraînement des divisions par rotation au front est mis en place. Les programmes divisionnaires prévus à l'origine pour deux mois comportent 3 phases. Tout d'abord une phase de récupération / réorganisation des unités affaiblies, à laquelle succède une phase d'entraînement individuel et en unités (compagnie et en dessous) pour terminer par une phase d'entraînement d'abord au niveau bataillon pour évoluer ensuite progressivement jusqu'à celui de la division. Ce programme de réorganisation / entraînement permet ainsi aux unités de l'armée sud-coréenne nouvellement formées ou intégrant de nouveaux éléments de se retrouver pleinement opérationnelles en un temps très court. La phase n°3 est ainsi plus spécifiquement pensée en vue de l'organisation et des moyens du KMAG puisque ce dernier intervient depuis les échelons bataillon jusqu'aux divisions.

Ces nouveaux instruments de formation, complément du KMAG originel, révèlent tant la nécessité de développer la spécialisation de l'armée sud-coréenne que le besoin de la faire monter en puissance et en capacité. En outre, l'armée sud-coréenne, en s'ouvrant à un cursus de formation « occidentalisé », sort du rôle d'armée « coloniale » qui était le sien avant 1951. La création de ces formations sur le territoire même de la République de Corée permet l'éclosion sur le long terme de véritables

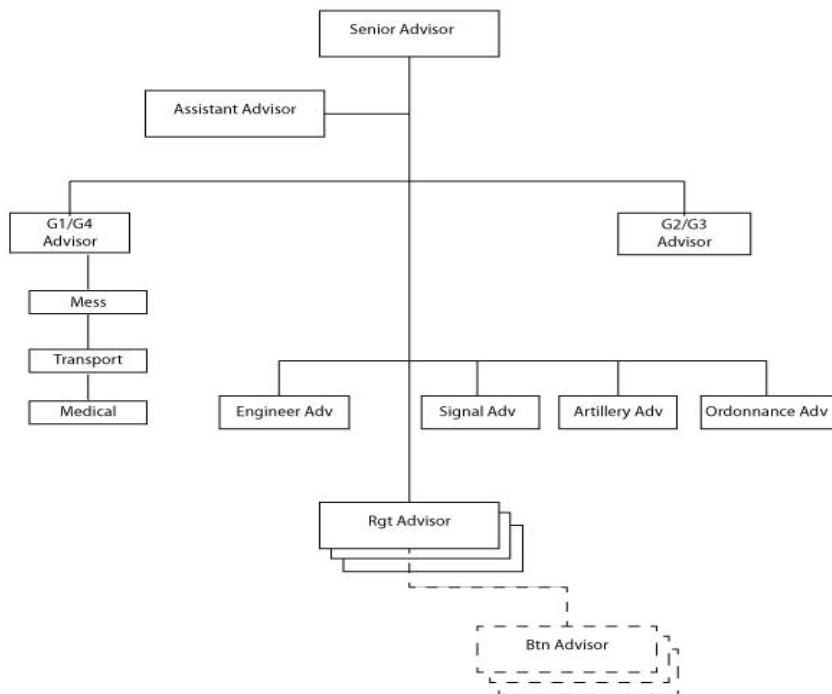
¹⁴ Ce dernier existe d'ailleurs toujours aujourd'hui et sert de base à la formation de l'armée sud-coréenne.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

savoir-faire enseignés dans la durée et brise les effets pervers que pourraient avoir une simple formation sur le terrain comme celle dispensée par le KMAG.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

1. Équipe divisionnaire du KMAG en 1951 d'après le *Advisor's Handbook* du KMAG



Au Vietnam, la mise en œuvre de la formation commence avant l'indépendance du nouvel État sud-vietnamien en 1954. Les forces américaines étaient toutefois présentes dans le pays bien avant cette date puisque l'armée française s'appuyait financièrement et militairement sur l'aide américaine dans une guerre qui, bien que coloniale, concernait aussi l'endiguement du communisme en Asie du Sud-est.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Néanmoins les efforts de formation par les États-Unis de l'Armée nationale vietnamienne commencent pendant la guerre d'Indochine. Alertés par la progression fulgurante du communisme en Asie que révéla la guerre de Corée, les États-Unis se lancent dès 1950 dans un programme de soutien à l'Indochine. En septembre 1950, le MAAG-I (*Military Assistance and Advisory Group - Indochina*)¹⁵ est déployé en Indochine pour soutenir les Français dans leur intention de former des unités autochtones puis une armée nationale vietnamienne.

En 1953, la mission d'évaluation du lieutenant-général John O'Daniel pose les fondements des besoins de la nouvelle armée vietnamienne, formée en partie par les Français. Il est ainsi convaincu que le Vietnam peut être le point d'endiguement de la progression du communisme en Asie. Avant la défaite de Dien Bien Phu, il recommande d'ailleurs une augmentation de l'aide militaire américaine à l'armée française.

À l'indépendance du nouvel État, les États-Unis choisissent de poursuivre la mission de formation de la nouvelle armée et la directive du NSC n° 5429/1 transforme le MAAG-I en MAAG-V (*Military Advisory and Assistance Group - Vietnam*). Le lieutenant-général Samuel T. Williams, ancien de la guerre de Corée, fut le premier commandant du MAAG-V de 1955 à 1960.

La mission de formation au Vietnam comprenait en réalité deux aspects : *Combat Training* au niveau du régiment pour l'utilisation des matériels et la tactique et *Operations* aux niveaux supérieurs jusqu'au niveau politico-militaire des provinces.

Les conseillers-formateurs du MAAG-V sont ainsi assignés aux unités vietnamiennes jusqu'au niveau du régiment dans l'infanterie et

¹⁵ FRAME, Arthur T., « Military Advisory and Assistance Group » in *Encyclopedia of the Vietnam War vol. 1*, pp. 744-745.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

jusqu'au niveau du bataillon dans les unités de soutien - principalement artillerie, blindés et *Marines* - comme cela avait été le cas en Corée. Toutefois à partir de 1961 ils peuvent intervenir jusqu'au niveau du bataillon pour l'infanterie et de la compagnie pour les unités de soutien.

À partir de 1961 et de l'augmentation de l'aide militaire voulue par J. F. Kennedy, des équipes de conseillers sont également déployées au niveau des provinces du Vietnam, à un niveau plus stratégique et politique.

En parallèle de la formation des unités vietnamiennes sur le terrain, 3000 officiers vietnamiens sont envoyés suivre une formation d'officier dans les bases américaines des Philippines, du Japon et des États-Unis. À partir de 1961, un système d'écoles de formation est mis en place au Vietnam. Il comprend trois écoles : Quang Trung, Dalat et Duc. Le centre d'entraînement initial de Quang Trung est capable d'accueillir 9000 recrues à la fois, il se focalise sur les aspects basiques de la formation militaire dans un cycle de 16 semaines. L'académie militaire de Dalat est quant à elle chargée de la formation militaire initiale des officiers de l'armée vietnamienne selon un cursus pouvant accueillir 800 élèves officiers. L'école de Duc centralise la formation de spécialisation (blindés, infanterie, logistique, transmissions, artillerie, administration et génie) et pouvait accueillir 1700 élèves par branche simultanément¹⁶.

En 1961, les équipes de formation à l'échelon d'une division comprennent 1 colonel au niveau de l'état-major divisionnaire, 1 major et 2 sous-officiers pour chacun des trois régiments d'infanterie de la division et 1 major et 3 sous-officiers pour le régiment d'artillerie. Toutefois, la problématique de l'écart des grades et de l'expérience entre formateur et formé prend bien plus d'ampleur que pour le cas coréen puisque les officiers supérieurs de l'armée sud-vietnamienne disposaient souvent de

¹⁶ Lt.-Col. PIERCE, David, "Training and Advising Foreign Militaries: We've Done This Before", *School of Advanced Military Studies, United States Army Command and General Staff College Fort Leavenworth*, 2010, p. 39.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

plus de 10 ans d'expérience acquis en combattant le vietminh et, parfois, les Japonais.

Le 8 février 1962, le MAAG-V est restructuré et prend le nom de MACV (*Military Assistance Command Vietnam*), reflétant sa prise d'importance puisque le nombre de conseillers-formateurs prévu doit dépasser les 15 000 avant 1963. Les équipes de conseillers de provinces sont généralisées en 1964 et vont servir au déploiement des équipes CORDS (*Civil Operations and Revolutionary Development Support*) dans le cadre du projet *Phoenix* visant à créer un projet comparable à celui du GCMA¹⁷. Les équipes CORDS ont pour particularité, à la différence du GCMA, d'être composées de civils et de militaires avec une attention particulière portée aux questions politiques et sociales. Cette initiative, se déroulant en parallèle de la formation de l'ARVN, vise au développement d'un « esprit national » tant au sein de la société civile que de l'institution militaire, seul à même selon les responsables américains de répondre à une problématique déjà globalement considérée comme relevant de la contre-insurrection. Toutefois, la formation de l'armée sud-vietnamienne répond quant à elle toujours aux mêmes codes que celle de l'armée coréenne dix ans plus tôt alors qu'elle se trouve totalement inadaptée à la situation. Cette dichotomie entre l'appréhension globale - juste - du conflit et celle - erronée - de la formation militaire sera longtemps reprochée aux États-Unis après le conflit¹⁸.

De même, en 1964 les équipes de conseillers sont renforcées, portées à 5 hommes par exemple pour chaque bataillon. Toutefois, comme en Corée, le MACV souffre d'un manque chronique de personnel et un jeune lieutenant se trouve souvent à former un chef de bataillon bien plus expérimenté que lui. Entre 1965 et 1969 le nombre d'hommes dans

¹⁷ Groupement de Commandos Mixtes Aéroportés; voir *infra*.

¹⁸ NGUYEN, Cao Ky, *How We Lost the Vietnam War*, New York, Cooper Square Publishers, 2002.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

chaque équipe est fixé à 5 pour le bataillon, 3 pour le régiment, 52 pour la division et 143 pour le corps d'armée. Toutefois, ces effectifs ne sont que théoriques et bien souvent l'équipe ne compte en réalité que 50% de l'effectif.

L'année 1965 représente un tournant dans l'expérience de la formation de l'ARVN avec l'entrée en guerre directe des États-Unis. Avant cette date, les instructeurs accompagnent leurs unités sur le terrain¹⁹. Leur rôle sur le terrain est ainsi de conseiller et de coordonner l'appui des troupes de l'ARVN (appui artillerie, appui aérien, évacuation médicale par hélicoptères). Entre 1965 et 1968, alors que l'*US Army* s'occupe de la majorité des tâches de combat, les troupes de l'ARVN s'occupent surtout de missions de pacification où les conseillers-formateurs s'occupent principalement du lien *US Army* - ARVN.

La généralisation des *Mobile Training Teams* (MTT) des forces spéciales américaines en 1967 permet l'entraînement des bataillons de Vietnamiens pour les opérations de pacification auxquelles ces derniers sont affectés à partir de 1965. En date du 30 septembre 1967, 132 bataillons de l'ARVN sur 144 ont été entraînés par les MTT²⁰ comblant ainsi la carence apparue dans leur formation, cette dernière ayant été menée par des officiers américains selon les canons de la guerre conventionnelle.

En 1969 les équipes de formation divisionnaire du MACV sont converties en *Combat Assistance Teams* (CAT) dont le rôle est moins axé sur la formation et plus sur le conseil et surtout sur la coordination de l'appui au combat (appui aérien, artillerie).

Le retrait américain étant progressif mais rapide, il ne reste en 1971 qu'une seule équipe de conseillers-formateurs de niveau bataillon et le retrait des équipes de niveau régiment est achevé à la fin de 1971.

¹⁹ Avec certaines restrictions, voir *infra*.

²⁰ Robert Ramsey, *op. cit.*

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

3. Statut des formateurs

Formation des formateurs

La personnalité des différents commandants du KMAG ainsi que leur influence plus ou moins grande sur la hiérarchie militaire américaine a eu une importance majeure tant dans le choix que dans la formation des futurs instructeurs américains. Durant le commandement de M. Ridgway à la tête de la 8^e armée (juin 1950 - avril 1951), le KMAG compte moins de 2000 hommes peu expérimentés et peu motivés par une mission pour laquelle ils n'ont pas ou peu été volontaires. Au contraire à son arrivée à la tête de la 8^e armée en juin 1951, J. Van Fleet, le créateur du KMAG, insiste pour développer la qualité de l'encadrement américain tant par le nombre que par l'expérience des formateurs. Cette volonté de Van Fleet se heurte à une nouvelle complexité quand en 1952, après qu'il eut remplacé M. Ridgway comme commandant des forces des Nations-Unies en Corée, le président Rhee autorisa une augmentation de la taille de l'armée sud-coréenne qui devait la porter de 10 à 20 divisions.

Le KMAG s'est retrouvé durant toute la guerre face à un manque chronique d'hommes pour mener à bien la mission de conseil qui lui a été confiée. Au début de celle-ci aucune formation n'est donnée aux futurs conseillers qui, à cette date, n'ont pas particulièrement recherché cette affectation vue comme secondaire par rapport à une mission de combat.

La seule véritable formation des formateurs mise en place repose sur la création en 1951 d'un manuel des conseillers²¹ édité par le KMAG et destiné à donner aux futurs conseillers les clés de leur mission. Ce dernier met l'accent sur l'organisation du KMAG au sein de l'armée, l'organisation

²¹ "US Military Advisory Group to the Republic of Korea", *Advisor's Handbook*, 1^{er} mars 1951.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

des équipes de conseillers, la structure de l'armée coréenne, les devoirs et attributions du conseiller fonction par fonction G1 (administration), G2 (renseignement), G3 (opérations, transmissions...). Toutefois le manuel ne fait pas mention des questions de différences culturelles, d'adaptation à l'environnement local, des problèmes de communication entre conseiller et conseillé. Il reste très focalisé sur les aspects techniques du travail de conseiller. Aucune formation ou transfert d'expérience n'est mis en place à l'exception d'un séminaire d'une semaine au KMAG lors de l'arrivée des nouveaux conseillers.

La formation culturelle et linguistique est restée le principal problème des conseillers militaires américains. Il faut en effet attendre 1953 pour avoir un seul conseiller parlant couramment le coréen et pouvant donc communiquer avec ceux qu'il est censé conseiller sans l'aide d'un interprète. Il en résulte le recours tout au long de la guerre à des étudiants coréens parlant l'anglais comme interprètes, avec une perte nette de l'information, notamment technique puisque ces derniers étaient souvent incapables de comprendre les concepts qu'ils devaient transmettre. La problématique linguistique est telle qu'au début de la guerre les conseillers américains se servaient d'interprètes communiquant non pas en coréen mais en japonais puisque cette dernière langue avait été étudiée au sein de l'armée américaine lors de la Seconde Guerre mondiale. L'apprentissage du coréen et de la culture coréenne ne sera ainsi jamais une priorité pour les conseillers américains et le KMAG.

De même la pensée et les comportements coréens restent totalement hermétiques aux conseillers américains qui ne prennent pas en compte les concepts propres à la culture coréenne. Les responsables américains étaient persuadés, comme dans le domaine de la doctrine, que les Coréens devaient s'adapter à eux et non le contraire. Il en résulte de nombreuses incompréhensions notamment sur le concept de « perdre la face » qui entraîne souvent des conflits entre conseiller et conseillé. Toutefois il est important de noter que les conseillers américains qui font

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

des efforts pour comprendre la culture et parfois la langue sont beaucoup mieux intégrés dans les unités sud-coréennes et rencontrent plus de facilités de la part de leur vis-à-vis.

En 1953, J. Van Fleet rassemble le cœur de la formation dans « les 10 commandements du KMAG » qui synthétisent les devoirs de chaque conseiller²². Ce document résume bien les attentes prioritaires de l'armée américaine quant à sa mission de conseil : prise d'initiative des conseillers, responsabilité partagée avec le vis-à-vis, remontée des informations dans le circuit américain indépendamment de ce qui se fait avec le circuit coréen, attention au bien-être des conseillers et à la bonne réputation de l'armée américaine.

Contrairement à l'expérience coréenne, le Vietnam a vu le développement d'un véritable effort de formation des formateurs, même si celui-ci a été tardif.

À partir de 1959, suivant le retour d'expérience du KMAG, un cours spécial est créé pour les nouveaux formateurs. Ce dernier s'axe sur l'environnement vietnamien : informations sur le pays, la population, les coutumes... Toutefois dès 1962 une préparation plus aboutie est demandée par le MACV. Une nouvelle formation est ainsi créée à Fort Bragg : le *Military Assistance Training Advisory Course* (MATA). Cette formation, destinée aux officiers et sous-officiers, est initialement prévue pour une durée de 4 semaines, et est rapidement étendue à 6 semaines.

Le MATA comprend un cours sur le pays et la culture vietnamienne comme précédemment, mais aussi une sensibilisation aux problématiques de contre-insurrection, une formation sur l'emploi des transmissions, et des cours de vietnamien²³ (46 heures sur les 217 de la

²² Voir annexe I.

²³ Dispensés à l'école militaire des langues de Monterrey.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

formation). Suivant l'avancement du conflit, le temps consacré à la formation linguistique sera porté à 50% de la formation.

Les cours de vietnamien sont donnés en petites classes de 8 à 12 hommes à raison de 4 heures par jour avec des cassettes à écouter lors du temps libre. Outre cette formation linguistique, il existe la possibilité pour les équipes de conseil de provinces et de districts de suivre une formation avancée au *Defense Language Institute*. Toutefois ce travail d'apprentissage linguistique ne se double pas d'un apprentissage culturel qui laisse les formateurs américains livrés à eux-mêmes face à la complexité ethnique du Vietnam. Ainsi, contrairement à la Corée, les codes culturels et les relations entre les différentes ethnies (Viets, Thaïs, Muongs, Hmongs, ...) ou les sectes bouddhistes (Cao Dai et Hoa Hoa), représentant pourtant une problématique majeure du Vietnam, sont restés largement hors de portée des instructeurs américains.

Le transfert de connaissances s'opère surtout grâce à de nombreux anciens formateurs devenus à leur retour instructeurs au MATA. Cette transmission directe d'expérience avec les futurs conseillers militaires se fait toutefois sans que l'institution n'évolue dans son programme de formation.

Les *Marines* ont également mis en place une formation culturelle puisqu'à partir de 1970, les formateurs du corps doivent suivre une formation de 3 mois à Quantico dont 50% du temps est consacré à la langue et à la culture vietnamienne. En réalité chaque armée met en place ses propres formations et à côté du MATA, de l'*US Army* ou de la formation des *Marines* à Quantico, l'*US Navy* par exemple ne met en place aucune formation spécifique pour ses formateurs. Il n'existe ainsi pas de cours de formation unifiée dans la durée ou le programme.

En octobre 1967, le *Field Manual 31-73* a été rédigé spécialement pour les besoins des formateurs de l'armée vietnamienne. Document

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

intégré dans la doctrine de l'*US Army*, au même titre que les autres *FM*²⁴, il est le premier à traiter des questions de formation. Toutefois le *FM 31-73* n'est pas à proprement parler un manuel de formation, il se rapporte en effet prioritairement aux *Stability Operations* mais aborde les questions de formation dans cet environnement dans le chapitre 4²⁵ plutôt que de se cantonner à la simple contre-insurrection comme la version de 1965 du même *FM*. En outre de nombreux *handbooks* sont édités par les forces américaines, principalement pour le *CORDS*²⁶. Il est toutefois important de noter que les questions de formation abordées dans le *FM 31-73* ne couvrent que 22 pages sur un manuel de plus de 300 pages, soit moins de 10%.

À partir de 1968, une école de formation des formateurs a également été ouverte au Vietnam à Di An pour les officiers. Sur les 125 heures de formation prévue, 37 étaient consacrées à la langue. Toutefois, la barrière linguistique et culturelle demeure malgré l'entraînement des formateurs, les Américains et les Vietnamiens regardent souvent leur vis-à-vis comme un inférieur incapable de les comprendre et il est intéressant de noter que les critiques des uns sont le miroir exact de celles des autres comme le montre le rapport de 1965 de la *RAND*²⁷.

Statut au regard du droit des conflits

²⁴ Les *Field Manuals* sont publiés par l'*US Army* et contiennent les différentes procédures nécessaires aux militaires sur le terrain. Il existe plus de 500 *FM* édités, chacun couvrant un domaine spécifique.

²⁵ "Advisor Handbook for Stability Operations", *Field Manual 31-73*, 1967, pp. 32-40.

²⁶ Comme le *Vietnamese Village Handbook for Advisors* de 1970 qui explique l'organisation sociale, culturelle et politique d'un village vietnamien type.

²⁷ HICKEY, Gerald, "The American Military Advisor and His Foreign Counterpart: the Case of Vietnam", *Rand Corporation study*, 1965, .pp. 22-28.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

En Corée, comme au Vietnam, l'armée américaine étant pleinement engagée comme belligérant, le statut des formateurs au regard du droit des conflits ne pose pas de problème. Ces derniers restent sous la totale autorité de l'armée américaine et ne sont à aucun moment considérés comme faisant partie de l'armée commandée.

Toutefois, il est intéressant de regarder l'encadrement juridique de leur position vis-à-vis des hommes qu'ils forment. Ainsi, il est expressément interdit aux conseillers militaires américains, dans les « 10 commandements du KMAG » comme dans le *Advisor's Handbook*, de commander directement les forces coréennes²⁸. Même si les forces armées coréennes sont officiellement sous le commandement de la 8^e armée américaine, elles constituent une force militaire nationale à part entière et restent commandées en toutes circonstances par leurs propres officiers. Une nuance est néanmoins à apporter ; lors de la retraite précipitée de 1951, les conseillers américains ont parfois dû commander directement les unités qu'ils devaient former et accompagner au combat pour éviter que ces dernières ne soient encerclées et détruites par les forces combinées chinoises et nord-coréennes. Toutefois, cette situation reste exceptionnelle et fortement déconseillée tant par le KMAG que par le gouvernement sud-coréen peu désireux de voir son armée évoluer vers une troupe de type colonial.

Le cas vietnamien est plus problématique puisque l'ARVN n'est pas placée sous le commandement de l'*US Army*. Ainsi, il est important de noter que les formateurs américains restent durant tout le conflit écartelés entre leur commandement nominal (MAAG-V puis MACV) et le commandement de l'ARVN auquel répond leur vis-à-vis.

La situation particulière en termes militaires que représente la guerre du Vietnam a aussi eu un impact sur le statut des formateurs

²⁸ Voir *supra*.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

américains et l'efficacité de leur enseignement. Ainsi avant l'engagement des États-Unis officiellement dans le conflit en 1965, les formateurs américains sont toujours soumis aux accords conclus avec la République du Sud-Vietnam en 1955. Les militaires américains - qui sont censés accompagner leur vis-à-vis dans ses missions - ne peuvent ainsi pas prendre part à des opérations de combat ou même à des opérations se déroulant à proximité de la frontière nord du pays. L'enseignement procuré aux troupes vietnamiennes, quel qu'ait pu être sa qualité, reste ainsi avant tout théorique et les vis-à-vis sont livrés à eux-mêmes dans les situations où les conseils des formateurs auraient été les plus utiles.

Le changement majeur intervient en 1965 avec l'entrée en guerre des États-Unis. À partir de cette date, les formateurs américains se trouvent en mesure d'accompagner leur vis-à-vis dans toutes ses missions. Toutefois il est important de noter que l'entrée en guerre américaine coïncide avec la baisse qualitative des missions de l'ARVN, cette dernière se retrouvant cantonnée aux missions d'appui ou de contre-insurrection sur les arrières de l'*US Army*. Ainsi, les formateurs américains ne sont plus aussi utiles qu'ils auraient pu l'être dans la première phase de la guerre et se retrouvent le plus souvent cantonnés à la coordination des moyens de soutien de l'ARVN (artillerie, appui aérien, communications interarmées...).

La belligérance, ou plutôt la non-belligérance, des forces américaines constitue ainsi un frein supplémentaire à l'efficacité des missions de formation de l'armée sud-vietnamienne. La limitation de l'intervention des instructeurs lors de la première phase a certainement été préjudiciable à leur mission tant sur le fond que sur la forme. Ainsi, elle a limité leur apport d'expérience dans les situations de combat mais elle a aussi certainement contribué à limiter leur intérêt par leur vis-à-vis qui était de toute façon conscient qu'il serait livré à lui-même au moment critique.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Intéressement

Même s'ils ont été conscients de la nécessité de former une armée coréenne de bon niveau, d'abord comme appui puis comme relais des forces américaines, les différents commandants de la 8^e armée (Walker, Ridgway) et des forces des Nations-Unies (Mac Arthur, Ridgway), ont mis prioritairement l'accent sur l'efficacité des forces américaines. Ils ont ainsi œuvré pour éviter l'affaiblissement qualitatif des troupes américaines par le départ d'officiers de haut niveau très qualifiés pour les missions de formation. Seule l'arrivée de J. Van Fleet, à la tête de la 8^e armée en 1952, a permis un changement qualitatif des formateurs du KMAG puisque ce dernier était persuadé de la nécessité de fournir les meilleurs instructeurs possible à l'armée coréenne pour en faire une vraie force de combat efficace.

Le métier de conseiller-formateur est ainsi resté une tâche subalterne peu considérée tant par les hommes que par la hiérarchie pendant la majeure partie de la guerre. La promotion au sein du KMAG était de fait plus lente que dans les unités de combat. Le système des « points » qui permettait les promotions comme les rotations aux États-Unis était différent entre les unités de combat de l'*US Army* et le KMAG. *In fine* les « points » du KMAG se retrouvaient avoir une valeur inférieure à ceux de l'*US Army*. Ainsi, avant la guerre, la durée de service au KMAG était de 18 mois pour une personne seule, 24 si accompagnée par sa famille. Pendant la guerre, le système des points prit le relais et il fallait un total de 38 points pour les officiers des unités de combat²⁹ alors qu'il en fallait 40 pour ceux du KMAG, ces derniers n'en recevant que 3 par mois³⁰.

²⁹ Chaque officier recevait 4 points par mois passés au combat en régiment, 3 par mois passés en réserve du front (régiment à division) et 2 en état-major (au-delà de l'échelon de la division).

³⁰ Robert Ramsey, *op. cit.*, p. 12.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Les temps de rotation au sein du KMAG se trouvent ainsi allongés par rapport aux officiers servant dans les unités de combat de l'*US Army*, mais cet investissement supplémentaire n'est pas compensé par une carrière plus rapide, bien au contraire. De plus, alors que le KMAG interdit aux officiers américains de commander, l'état-major de la 8^e armée exige une efficacité opérationnelle immédiate des unités sud-coréennes. En outre, le fait que les conseillers américains soient responsables du comportement et des décisions de leur vis-à-vis rend les missions de conseil-formation particulièrement risquées pour l'avancement des carrières.

J. Van Fleet quant à lui désire un KMAG formé avant tout d'hommes ayant une bonne expérience du combat et du commandement³¹ et va pour cela réformer le système d'attribution de points de la tâche conseil-formation. Van Fleet peut aussi, à partir de 1952, nommer directement au KMAG les officiers de son choix, ce qui permet une augmentation qualitative des formateurs, allant de pair avec l'augmentation des équipes de formation divisionnaires³². C'est cette volonté personnelle qui a permis au KMAG de faire monter en qualité l'armée sud-coréenne dans la dernière année du conflit au moment même où, parallèlement à sa montée en effectifs, elle devait assurer de plus en plus de tâches auparavant dévolues à l'*US Army*.

Au Vietnam, avant l'intervention des États-Unis dans le conflit, le travail d'instructeur des troupes vietnamiennes n'était pas particulièrement recherché, ce qui explique en partie les difficultés pour trouver du personnel pour ces missions. Le travail de conseiller-formateur n'étant pas une priorité dans l'*US Army*, les officiers sélectionnés étaient

³¹ J. Van Fleet apparaît plus conscient des vrais besoins de l'armée sud-coréenne que ne l'était Ridgway qui déclarait en 1951 qu'un commandant de division sud-coréen avait le même niveau d'expérience qu'un jeune capitaine de l'*US Army*.

³² Voir *supra*.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

plus des généralistes que des spécialistes alors même que le besoin se portait plutôt sur la technicité (coordination d'appui, transmissions, etc.). Toutefois, à partir de 1964 et de l'explosion du besoin en formateurs, les standards de qualité et de grade du personnel militaire américain affecté à cette tâche sont abaissés. De même, à partir de l'implication directe des États-Unis dans le conflit, les meilleurs officiers restent au sein de l'*US Army* pour des missions de combat. Les affectations dans les équipes de conseillers-formateurs de province/district sont encore moins demandées puisqu'encore plus éloignées des opérations offensives.

La durée de service comme conseiller-formateur au Vietnam était ainsi de 12 mois ce qui représente une grande avancée par rapport à la Corée. Néanmoins, la mission de 12 mois se résume le plus souvent à 6 mois en unité et 6 mois dans un état-major ou une autre unité ce qui limite nécessairement le transfert de connaissance et la connaissance réciproque entre le formateur et son vis-à-vis. Différentes mesures sont mises en place pour inciter les officiers américains à participer à ces missions (logement, promotion, prise en charge de la famille) mais les 2/3 des militaires sollicités refusent³³.

4. Savoir-faire transmis

Question de la doctrine

La formation de l'armée sud-coréenne qui suit la tentative de formation d'une gendarmerie entre 1948 et 1950, se fonde avant tout sur l'expérience des États-Unis lors de la recréation des armées européennes entre 1943 et 1945³⁴. Le choix du général James Van Fleet comme créateur

³³ Robert Ramsey, *op. cit.*, p. 39.

³⁴ Française, italienne ou polonaise notamment.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

du K MAG n'a rien d'anodin puisque ce dernier a participé après la Seconde Guerre mondiale à la recréation de l'armée grecque.

À cette époque, toute formation de nouvelle armée suit les canons doctrinaux de l'*US Army* et la Corée ne fait pas exception. L'armée sud-coréenne est ainsi formée dès 1950 suivant la doctrine américaine MTP 7-1 de 1943 et aucune adaptation n'est prévue au théâtre des opérations. La doctrine permet ainsi la formation en juillet 1950 de deux corps (ROK Corps I et II) sur le modèle américain pour encadrer les divisions sud-coréennes reconstituées.

À partir de 1951 toutefois, la « coréanisation » des doctrines militaires est entreprise. Alors que jusqu'à cette date les unités sud-coréennes étaient formées suivant les standards américains, une véritable réflexion est menée pour adapter cette dernière au terrain. En outre, la doctrine américaine de base est à ce moment là elle-même traduite en coréen, ce qui permet aux nouveaux commandants de division et de corps coréens de pouvoir se l'approprier directement et de l'adapter à leur échelon. Ainsi dans l'armée sud-coréenne, l'une des différences majeures non prises en compte par la doctrine militaire américaine de base concerne la prise de décision qui se révèle différente de celle de l'*US Army* puisque le staff ne participe qu'au conseil et non à la décision qui est le seul apanage du chef.

La « coréanisation » des doctrines militaires a ainsi permis de développer l'autonomie de l'armée sud-coréenne au moment où celle-ci prenait un rôle plus prégnant dans la lutte contre les forces nord-coréennes et remplaçait progressivement l'*US Army* dans ce rôle. La traduction de la doctrine en coréen a aussi permis aux instructeurs américains de jauger le niveau réel de leur vis-à-vis en appréciant leur degré de compréhension et d'adaptation des mécanismes doctrinaux.

Même si la doctrine coréenne est toujours marquée par son homologue américaine, elle a réussi à s'affranchir des éléments les moins

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

utiles au théâtre d'opération particulier de la péninsule coréenne pour ne garder que les éléments utiles, notamment ceux concernant l'organisation des états-majors divisionnaires et la coordination des actions aux différents niveaux de responsabilité dans une armée nécessairement plus limitée dans ses moyens que l'*US Army*.

Au Vietnam, l'étude RAND de 1965 pointe l'influence française comme l'une des raisons de l'incompréhension doctrinale entre formateurs et formés³⁵. Ainsi l'ARVN étant l'héritière de l'ANV, formée selon les souhaits de De Lattre³⁶, les officiers vietnamiens auraient eu du mal à intégrer une doctrine différente de celle de leur formation initiale. L'ARVN avait développé une doctrine propre issue des canons français avec toutefois certaines particularités notamment au niveau de la discipline des officiers dans un régime relativement paranoïaque vis-à-vis de la position de l'armée au sein de la société.

La transmission de la doctrine américaine, toujours la même que celle utilisée en Corée, s'est ainsi heurtée à une barrière non-seulement culturelle mais aussi aux habitudes militaires vietnamiennes. Les officiers vietnamiens ont également reproché aux formateurs américains la non-prise en compte de leur expérience et de leur avis quant aux questions doctrinales. Cet aspect est à mettre en relation également avec la dé-corrélation du grade formateur-formé. En effet les capitaines ou majors de l'*US Army* ne se trouvaient pas à des niveaux de hiérarchie et même de connaissance suffisants pour entrer en profondeur dans les questions d'adaptation de doctrine. L'eussent-ils fait qu'ils se seraient heurté à un autre problème, celui de la courte durée des séjours de formation qui empêchaient virtuellement toute adaptation locale dans la durée.

³⁵ Gerald Hickey, *op. cit.*, p. 9.

³⁶ Voir *infra*.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Niveau de compétence transmis : État-major (Corée)

Le niveau d'intervention prévu par le K MAG pour la formation de l'armée sud-coréenne révèle les objectifs poursuivis par les États-Unis. En effet les conseillers K MAG interviennent à partir du niveau de la division jusqu'à l'échelon inférieur du régiment - il n'y a pas d'échelon « brigade » dans l'armée sud-coréenne, comme dans l'armée américaine de l'époque - et plus rarement du bataillon (uniquement dans les unités de soutien comme les blindés ou l'artillerie).

Le transfert de savoir envisagé est ainsi à un échelon supérieur et vise principalement les capacités de commandement au niveau divisionnaire. La composition des équipes divisionnaires et leur évolution³⁷ nous renseigne sur les savoir-faire transmis et les buts de cette transmission, principalement orientés état-major. En mars 1951, les équipes de division intègrent ainsi des spécialistes qui doivent transmettre leur savoir-faire à leur vis-à-vis coréen. Ces savoir faire s'orientent vers les domaines classiques d'état-major.

Le développement des équipes divisionnaires voit l'explosion du nombre de spécialistes en transmissions dans les équipes K MAG au fur et à mesure de la montée en ligne des divisions coréennes. Le besoin de communication de ces dernières avec les forces américaines déjà présentes au front explique que l'accent soit mis sur cette spécialité. Étant donné la nature particulière de la prise de décision dans l'armée coréenne, les aspects état-major proprement dits sont mis en retrait par rapport au développement des capacités techniques (logistique, transmissions, artillerie)

L'ouverture d'écoles à l'arrière du front hors de la zone d'action des équipes K MAG est aussi prévue pour la transmission des savoirs les plus techniques (médecine, renseignement, logistique) à partir de 1951. De

³⁷ Voir *supra*.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

même l'envoi progressif d'officiers coréens aux États-Unis, notamment à West Point, et l'ouverture d'écoles d'officiers sur le territoire coréen permet une montée en qualité de l'encadrement des forces sud-coréennes en accordant plus de temps à une formation initiale d'officier qui soit éloignée du théâtre direct des opérations.

Le but final est de disposer de divisions qui soient capables de facilement s'intégrer dans un environnement communicationnel complexe marqué par la multi-nationalité des opérations et capables de mener seules les opérations classiquement dévolues à cet échelon de responsabilité. Loin de vouloir former des supplétifs - ce qui a peut-être été leur volonté au début du conflit - les États-Unis ont choisi de créer une force armée nationale et ont dévolu aux Sud-coréens les moyens et savoir-faire pour assurer des opérations autonomes.

Niveau de compétence transmis : opératif (Vietnam)

Les savoir-faire transmis à l'ARVN ont évolué tout au long du conflit avec un point de bascule constitué par une implication accrue des États-Unis en 1965. Avant 1961, la formation se concentre avant tout sur la remise en état de combattre de l'ARVN avec un focus particulier sur l'entraînement et le travail d'état-major au niveau de la division et du régiment. Ces savoir-faire, semblables à ceux transmis à l'armée sud-coréenne, vont toutefois évoluer au cours de la guerre pour descendre dans les niveaux de plus en plus tactiques avec l'envoi d'équipes de formation au niveau bataillon/compagnie.

La formation vise au départ à créer une armée vietnamienne qui soit une réplique de l'armée américaine avec les mêmes caractéristiques interarmées (armée de terre, marine, armée de l'air, *marines*, forces spéciales). Dans ce cadre les savoir-faire transmis se calquent sur ceux des

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

différentes composantes dans le cadre d'un conflit traditionnel de type guerre froide. En effet, la formation de l'ARVN est envisagée sur le même modèle que celle de l'armée sud-coréenne avec quelques développements supplémentaires (marines, forces spéciales). Ainsi au début de la formation de l'armée sud-vietnamienne (1961-1965) aucune spécialisation ou transfert de savoir-faire dans les domaines de la guerre irrégulière ou de la contre-insurrection n'est envisagé.

Avant 1961 les équipes divisionnaires se calquent principalement sur le modèle employé en Corée avec un renforcement des équipes de régiment. L'augmentation de l'assistance militaire américaine à partir de 1963-64, complétée depuis 1962 par des équipes au niveau du bataillon. Contrairement à la Corée, les fonctions d'état-major de la division ne sont pas expressément couvertes par des spécialistes dédiés ; ainsi les 52 personnels militaires par division de 1965 restent principalement affectés dans des missions de formation au combat.

L'évolution du rôle de l'ARVN suite à l'entrée en guerre des États-Unis oblige les forces armées américaines à compléter le panel de savoir-faire transmis aux Sud-vietnamiens. Si aucun effort particulier n'est apporté dans les spécialités d'état-major, le programme de formation, grâce au soutien des forces spéciales, s'étend plus vers la contre-insurrection pour répondre aux nouvelles missions de sécurisation et de pacification de l'ARVN à partir de 1965. De même, à partir de 1965-1967, l'effort de formation des États-Unis se porte de moins en moins sur l'ARVN et de plus en plus sur les structures provinciales existantes ou créées - les Forces Régionales (FR) et Forces Populaires (FP) - dans une optique de contre-ingérence face au Vietminh. Alors que la formation de l'ARVN ne connaît pas d'évolution notable, celle des FR/FP est sans cesse adaptée,

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

notamment par la création de 357 *Mobile Advisory Teams* (MAT) de 5 formateurs en 1967, augmentées à 487 en 1970³⁸.

5. Résultats et efficacité

Adaptation culturelle

La question de l'adaptation culturelle a été le principal point noir de l'expérience de formation représentée par le K MAG. Jamais les conseillers K MAG ne réussirent à pleinement prendre en compte l'ampleur de la problématique culturelle et à s'y adapter.

La problématique doit aussi se comprendre dans l'environnement d'une Corée à la fois récemment indépendante du Japon, mais aussi récemment séparée en deux. L'impréparation culturelle des forces américaines au théâtre coréen peut se comprendre dans la mesure où ce dernier était considéré tantôt comme faisant partie du théâtre japonais. En effet, si les gouvernants américains bénéficiaient lors de la Seconde Guerre mondiale de l'appui de spécialistes du Japon comme R. Benedict³⁹, ils ne recréèrent pas un environnement de connaissance équivalent pour la Corée qui, rappelons-le, avait été annexée par le Japon en 1910.

L'adaptation à laquelle les hommes du K MAG durent faire face était double, d'un côté la formation d'une population à très haut taux d'illettrisme et de l'autre la formation d'une population asiatique dont ils ne connaissaient rien. L'adaptation à l'illettrisme fut le problème le plus

³⁸ Gerald Hickey, *op. cit.*, pp. 34.

³⁹Sociologue américaine spécialiste du Japon, utilisée par l'*US Army* durant la Seconde Guerre mondiale comme conseiller culturel sur la société japonaise. Ses travaux se sont révélés d'une aide précieuse notamment pour la période post-conflit et l'occupation de l'archipel qui reste toujours aujourd'hui un modèle.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

simple à résoudre puisqu'il amena à la mise en place *ad hoc* de formations axées sur la démonstration et le geste plutôt que sur les explications verbales.

Toutefois, dans le cas des officiers sud-coréens, la barrière linguistique a été un obstacle insurmontable pour la formation de ces mêmes officiers. Alors que ces derniers étaient le plus souvent des sous-officiers issus des forces mises en place par les Japonais (forces de police, armée territoriale) ils se sont heurtés au fait qu'aucun formateur du KMAG ne maîtrisait la langue coréenne.

L'absence d'entraînement « culturel » et linguistique a été l'un des principaux problèmes de la formation des hommes du KMAG - avec celui, partiellement compensé par le manuel de 1951, de la question technique de la formation - qui a entraîné une certaine incompréhension entre les formateurs et leur vis-à-vis. La nécessaire communication indirecte a entraîné une forte déperdition technique. L'utilisation des étudiants principalement a obligé à simplifier au maximum les concepts militaires.

Les formateurs américains sont ainsi restés persuadés que c'est leur vis-à-vis qui devait s'adapter à eux et non le contraire et les problèmes de choc culturel entre les deux ont été fréquents. Le concept très asiatique de « perte de face » cadrerait ainsi difficilement avec la mission américaine de « conseil direct et ferme »⁴⁰ recommandé par les 10 commandements du KMAG et le *Advisor's Handbook*. Ainsi les officiers-formateurs les mieux intégrés culturellement et comprenant leur vis-à-vis ont bénéficié du soutien de ces derniers. L'exemple le plus flagrant concerne la retraite de 1950-51 lors de laquelle certains des officiers les moins intégrés au sein

⁴⁰ Voir annexe I.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

des unités sud-coréennes ont été laissés derrière par l'unité qu'ils étaient censés former⁴¹.

Aucun travail n'a véritablement été entrepris au Vietnam dans le domaine de la formation politique des formateurs américains, aussi ces derniers ont le plus souvent eu des problèmes d'interprétation des traditions militaires, sociales et politiques de l'ARVN causant parfois des frictions entre formateurs et formés.

Avant 1960, l'ARVN place la confiance politique de ses officiers au dessus de leur capacité militaire. Le régime sud-vietnamien (mal assuré dès son instauration) vit sous la terreur du coup d'état militaire et de la trahison de ses troupes au profit du Nord. Le commandement dans l'ARVN est ainsi très divisé comme le sont les responsabilités pour éviter de concentrer trop de pouvoirs dans les mêmes mains. Ce système qui diffère totalement du système américain a été une grande source d'incompréhensions entre les deux alliés. Les valeurs du système militaire américain reposant sur la loyauté, la confiance, l'autonomie et la responsabilisation des hommes tout au long de la chaîne de commandement se sont ainsi heurtées à leur exact contraire. La complexité des relations au sein du système politico-militaire vietnamien a souvent été un frein à un plus grand amalgame des formateurs américains, incapables de comprendre le système dans lequel ils évoluaient.

De même, les styles de commandement s'opposent entre *US Army* et ARVN. Là où les officiers américains ont une préférence pour un commandement direct, les Vietnamiens préfèrent le style indirect. De même, comme en Corée, l'incompréhension des codes sociaux asiatiques a limité la portée des savoirs transmis. Les officiers américains sont aussi considérés par leurs homologues vietnamiens comme manquant de flexibilité intellectuelle et doctrinale, ne sachant réagir que « d'après le

⁴¹ Robert Ramsey, *op. cit.*

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

manuel » alors même que le terrain et la situation requerraient une grande adaptabilité tant militaire que culturelle⁴².

De même, si malgré les efforts entrepris en ce sens la formation linguistique des militaires américains ne leur a pas permis de communiquer pleinement avec leur homologue, la formation à la langue anglaise des officiers vietnamiens a eu le même défaut et la même conséquence. L'entraînement culturel des officiers de l'ARVN ne leur donnait que très rarement un niveau de compréhension de l'anglais suffisant pour profiter pleinement du transfert de connaissance. Il en résulte comme en Corée un passage obligatoire par des interprètes qui entraîne nécessairement une déperdition de la connaissance transmise.

Adéquation à la situation

La guerre de Corée présente la particularité de fortement ressembler aux guerres de la première moitié du XX^e siècle que sont les Première et Seconde Guerres mondiales. En effet, contrairement aux guerres suivantes, la Corée montre toute les caractéristiques de la guerre traditionnelle avec une ligne de front continue et facilement identifiable, l'affrontement d'armées régulières, l'utilisation de matériels de niveau technologique similaire dans les deux camps. Cette même technologie diffère d'ailleurs peu de celle de la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Aussi la formation de l'armée sud-coréenne selon les canons utilisés pour les armées européennes entre 1943 et 1945 apparaît partiellement adaptée. En effet, le but premier du KMAC était de former une armée complète *ex nihilo* suivant les standards américains et européens avec une organisation en division et en corps. L'armée sud-coréenne devait ainsi disposer de toutes les capacités d'une armée de type

⁴² CAO KY, Nguyen, *op. cit.*, pp. 80 et suivantes.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

occidental (artillerie, blindés, logistique...) afin de combattre un ennemi de type conventionnel.

La problématique de la différence de niveau formateur-formé a représenté un problème majeur pour le KMAG. Ainsi le fait que des chefs d'unité coréens aient été formés par des équivalents américains d'un grade largement inférieur⁴³ a engendré une grande frustration au sein des forces coréennes. De même, l'absence d'instruction préalable des instructeurs a limité la transmission de connaissances techniques, surtout aux niveaux de commandement les plus élevés (division).

Le placement du KMAG ainsi que de l'ensemble des forces armées coréennes (ROKA) sous le commandement de la 8^e armée américaine a permis d'éviter des conflits de compétence et de prééminence qui seront patents au Vietnam. L'armée sud-coréenne a ainsi pu monter en qualité et en quantité suivant un programme défini de partage des tâches avec l'armée américaine et d'aguerrissement progressif.

Le système de rotation des divisions au front avec périodes d'entraînement bloquées, d'abord au niveau bataillon/régiment, puis au niveau de la division a permis une plus grande flexibilité des différentes unités ainsi qu'une meilleure adaptabilité aux situations.

2. Armée sud-coréenne

| Époque | Nombre d'hommes | Nombre de divisions (théorique) | Nombre de formateurs US |
|--------|-----------------|---------------------------------|-------------------------|
|--------|-----------------|---------------------------------|-------------------------|

⁴³ Lieutenant-colonel ou colonel pour former un général de division par exemple.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

| | | | |
|------------|----------------|------------------|-------------|
| Début 1950 | 100 000 | 5 | 500 |
| Juin 1950 | 22 000 | 5 puis 8 | |
| Juin 1951 | 273 000 | 8 puis 10 | 1900 |
| Juin 1952 | 376 000 | 10 | |
| Juin 1953 | 591 000 | 20 | 2866 |

Source : Robert Ramsey (2006)

Contrairement à l'armée coréenne qui pris petit à petit de l'ampleur dans ses missions pour combattre avec puis suppléer les forces américaines, l'armée vietnamienne est restée cantonnée aux missions de soutien opérationnel des unités américaines chargées du gros de l'effort militaire.

Il n'y a pas eu d'actions militaires combinées américano-vietnamiennes. L'absence d'un commandement unifié de théâtre comme ce fut le cas en Corée n'a pas permis à l'ARVN de monter en qualité au cours de la guerre. Cette dernière a plutôt constitué une force d'appui pour un régime mal assuré qu'une vraie force de combat efficace.

De même le travail des formateurs, à cause de la dichotomie de commandement US-ARVN, obligeait ces derniers à consacrer une grande partie de leur temps en travail administratif pur. Cette obligation a souvent été pointée comme l'une des causes principales de leur manque d'efficacité relatif dans leur mission de formation⁴⁴.

⁴⁴ Gerald Hickey, *op.cit.*, p.7.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

3. L'armée de la République du Vietnam

| Époque | Nombre d'hommes | Nombre de divisions (théorique) | Nombre de formateurs US |
|------------|------------------|---------------------------------|-------------------------|
| 1950 (ANV) | 30 000 | NA | NA |
| 1955 | 270 000 | 7 | 342 (692) |
| 1960 | 514 000 | | |
| 1963 | | 9 | 3150 |
| 1968 | | | 11 600 |
| 1971 | 1 000 000 | 25 | 3888 |

Source : Robert Ramsey (2006)

Insertion de l'armée dans l'environnement

L'expérience du KMAG en Corée se révèle positive et les effets de la formation de l'armée sud-coréenne se font toujours sentir de nos jours. Même si la Guerre de Corée ne s'achève pas sur une victoire pour les États-Unis, la situation des forces sud-coréennes en 1950 et en 1953 est incomparable. Les États-Unis ont ainsi transformé en l'espace de trois ans une force de gendarmerie au moral particulièrement bas et noyauté par des éléments communistes en une armée de plus d'un demi-million d'hommes comparable à une force occidentale en qualité et en quantité.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

L'efficacité militaire pure de l'entraînement offert dans le cadre du K MAG est patente puisque les pertes militaires des unités entraînées par le K MAG ont été de 50% inférieures aux troupes sans entraînement. Le développement de l'armée sud-coréenne a été, par sa subordination à la 8^e armée américaine, partagé entre l'exécutif coréen et les sphères militaires américaines. Il en a résulté, malgré les frictions entre S. Rhee et les chefs militaires américains, une grande adéquation aux objectifs tant militaires que politiques. Ce co-développement, en période de guerre ouverte, a permis une véritable adaptation des besoins politiques aux besoins militaires et inversement. Le transfert progressif de responsabilités entre les forces américaines et les forces coréennes en période de stabilisation du front a évité un retrait massif et brutal comme cela a pu être le cas en Indochine ou au Vietnam. Ceci a été possible grâce au travail du K MAG qui, en portant l'armée sud-coréenne à un niveau proche de son homologue américaine en qualité, a permis d'éviter un trop grand différentiel qualitatif lors de la transition.

Toutefois l'armée sud-coréenne a dû faire face à des problèmes de sous-équipement chronique. Ces derniers ont principalement touché l'artillerie au niveau du bataillon et aux échelons supérieurs. Ces problèmes ont parfois amené les officiers coréens à avoir recours au marché noir et leurs conseillers américains, étant donné l'efficacité qui leur était demandée, à fermer les yeux sur cette pratique.

L'armée sud-coréenne reste aujourd'hui l'un des piliers de la Corée du Sud et la garante de son indépendance. De même, grâce à la formation de l'armée sud-coréenne selon les standards américains, les États-Unis se sont octroyés dans le pays une influence qui dure jusqu'à nos jours. Non seulement celle-ci prend la forme traditionnelle de l'influence diplomatique obtenue par la participation américaine à cette guerre mais c'est aussi une influence par la norme grâce à la formation de l'armée sud-coréenne. Cette dernière permet aux USA d'exporter toujours aujourd'hui un grand nombre de matériels militaires dans la péninsule dont des

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

chasseurs *F-15 K* et *F-16* qui constituent l'ossature de l'armée de l'air coréenne, des blindés *M-48 Patton*, l'ensemble de ses hélicoptères (*UH-1*, *UH-60*, *AH-1*), différents armements légers (*M-16*, *M-60*), et de nombreuses pièces d'artillerie.

Le Vietnam, s'il représente le principal effort de formation de l'histoire de l'armée américaine, représente aussi un échec majeur au plan politique. L'avis des protagonistes de cette opération de formation du côté vietnamien reflète bien le sentiment de l'échec politique. Ainsi Nguyen Cao Ky⁴⁵ considère la formation des forces sud-vietnamiennes comme étant avant tout une opération de communication à destination de la population américaine et uniquement motivée par des questions de politique intérieure américaine⁴⁶.

L'inadéquation entre l'investissement dans la formation de l'ARVN et son emploi a créé une grande frustration chez les officiers vietnamiens formés. L'ARVN a ainsi perpétuellement servi de simple outil pour les forces américaines comme le montre son emploi au cours des trois phases de la guerre. Tout d'abord, entre 1955 et 1965, la formation prend la suite de ce qu'avaient fait les Français à la fin de la guerre d'Indochine. L'ARVN est à ce moment la seule force de combat impliquée contre le Nord-Vietnam et ainsi elle se trouve au cœur des actions de première ligne. Malgré le fait que les instructeurs américains ne puissent l'accompagner dans certaines de ses missions⁴⁷, sa montée en puissance capacitaire et qualitative s'apparente alors à l'expérience coréenne. Au moment où l'ARVN devient véritablement opérationnelle, l'intervention directe des États-Unis et la relégation de l'ARVN à des fonctions de sécurité pour lesquelles elle n'est pas formée, lui fait perdre le bénéfice de sa formation

⁴⁵ Général en chef de l'armée de l'air du Sud-Vietnam au début de la guerre, il devient premier ministre en 1965 puis sera vice-président de 1967 à 1971.

⁴⁶ CAO KY, Nguyen, *op. cit.*, pp. 80 et suivantes.

⁴⁷ Voir *supra*

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

antérieure. En effet entre 1965 et 1971, l'ARVN devient une force de contre-insurrection en contradiction avec sa formation initiale⁴⁸. Cette mise à l'écart opérationnelle aboutit à une perte importante de capacités et d'expérience qui se révèle dramatique lors de la dernière phase du conflit. Ainsi à partir de 1971 et du retrait progressif américain, l'ARVN doit à nouveau assumer l'effort militaire principal contre les forces du Nord-Vietnam alors même qu'elle se trouve moins efficace militairement que dix ans auparavant, la quantité ne faisant pas tout.

De même l'inadaptation des cursus et des méthodes de formation à la guerre insurrectionnelle - à l'exception du programme CORDS - a empêché le développement d'une approche purement vietnamienne de la contre-insurrection. Ainsi le simple portage des doctrines et méthodes de l'*US Army*, suivant l'expérience coréenne, ne s'est pas, cette fois, révélé adéquat à la situation.

De même au plan politique, l'incompréhension entre les militaires américains, projetant leur système de valeurs de relations politico-militaires sur leur vis-à-vis, et le système politico-militaire vietnamien a entraîné de nombreuses erreurs de formation et un ressentiment des deux côtés. Contrairement à la Corée, l'ARVN n'était pas vue comme garante de l'indépendance et de l'identité de l'État. Au contraire elle représentait même dans l'imaginaire des décideurs politiques vietnamiens un potentiel facteur d'instabilité et devait être - au même titre que son homologue du Nord - contrôlée au point de vue politique.

⁴⁸ D'où le besoin d'utiliser les MTT des forces spéciales à partir de 67 pour reformer les unités de l'ARVN à des méthodes différentes.

Enseignements :

- La connaissance de la culture des personnels formés est indispensable à la réussite des missions de formation d'armées étrangères.
- L'unicité de commandement entre structure de formation et armée formée (en cas d'engagement en conflit) présente de grands avantages pour le travail des formateurs.
- Une formation dédiée des formateurs doit absolument être mise en place tant sur les aspects culturels que techniques.
- Le travail de formation doit être valorisé, dans l'esprit comme dans l'intéressement des hommes, et ne doit pas être considéré comme une tâche moins noble que les missions de combat, surtout concernant les affectations politico-militaires au niveau des provinces ou États.
- Il est également primordial d'utiliser des officiers disposant d'une bonne expérience pratique.
- L'adéquation des grades entre formateur et formé permet d'éviter les problèmes de susceptibilité des uns comme des autres.
- Le but de la formation d'une force doit être en adéquation avec les moyens employés et celui-ci ne doit pas trop varier dans le temps au risque de perdre en capacité opérationnelle pour la force armée et en crédibilité pour les formateurs

■ CHAPITRE 2 : L'INDOCHINE, LE CAS DU GROUPEMENT DE COMMANDOS MIXTES AÉROPORTÉS (1951-1954)

1. But de la formation

Au même moment en Indochine française, le conflit déclenché dès la fin de la Seconde Guerre mondiale rompt très nettement avec les codes de cette dernière. Première guerre de décolonisation de type contre-insurrectionnel menée par la France après la Seconde Guerre mondiale, la guerre d'Indochine oblige à recourir à des méthodes et des buts de formation très différents de ceux employés traditionnellement. Même si le général De Lattre, en charge du Corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient (CEFEO), est dès sa prise de fonctions en 1950 convaincu de la nécessité de former une armée « nationale » indochinoise, l'expérience du GCMA (Groupement de commandos mixtes aéroportés) constitue une expérience tant originale que controversée. Loin de la formation d'une armée régulière⁴⁹ - l'Armée nationale vietnamienne est formée par les Français entre 1950 et 1954 - le GCMA constitue une force de contre-guérilla apte à agir contre le vietminh avec ses propres armes. Sous l'autorité théorique du CEFEO, mais en réalité dirigé par le SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage), le GCMA - devenu GMI (Groupement mixte d'intervention) en décembre 1953 - se compose d'une série de maquis encadrés par des officiers du 11^e choc. Le but n'est ainsi pas tant de fournir une force de combat régulière mais un ensemble

⁴⁹ Déodat Puy-Montbrun, membre fondateur du 11^e choc et ancien du SDECE, est, en tant qu'aide de camp de De Lattre, l'instigateur des unités locales de contre-guérilla et est à l'origine du GCMA.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

lâche de supplétifs recrutés parmi les minorités ethniques de l'Indochine française, pour pacifier des régions entières et les interdire aux actions du vietminh. Le GCMA ne constitue ainsi pas tant une expérience de combat proprement dite qu'une expérience de contre-insurrection dont les conséquences se font sentir jusqu'à nos jours⁵⁰.

Le GCMA pose ainsi la problématique, fort actuelle, de « gagner les cœurs et les esprits », au sein des expériences de formation des armées étrangères. Malgré l'empirisme d'un tel procédé au moment de la guerre d'Indochine, les leçons à en tirer sont nombreuses et les efforts déployés par les formateurs français visaient tant à la création d'unités de combat, certes irrégulières, mais surtout à la fixation de foyers anti-vietminh au cœur de certaines régions (Plaine des Jarres, Pays Thaï notamment)⁵¹. Les missions du GCMA relèvent ainsi de la contre-ingérence et de la destruction de l'ensemble des potentiels vietminh, tant militaires qu'économiques, sociaux ou moraux.

2. Mise en œuvre

Le 11 avril 1951 sur proposition de Déodat Puy-Montbrun, aide de camp du général De Lattre et du commandant Morlane du SDECE, alors chef du service-action en métropole, est créé le GCMA. Ce dernier est chargé officiellement de : « préparer, organiser, mettre en place et commander des éléments susceptibles de : réaliser des maquis, des

⁵⁰ En témoigne la guérilla hmong en lutte depuis les années 1950 contre les gouvernements laotien et vietnamien.

⁵¹ Lt-Col. FRANC, Claude, *L'Armée Nationale Vietnamienne et les recours aux formations supplétives*, Paris, Cahier de la Recherche Doctrinale, CDEF, 2009.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

guérillas, des missions spéciales»⁵². La note de service 999/EMIFT/1 qui crée le GCMA fait suite au protocole 159 du 25 février 1947 qui définissait les attributions du SDECE en Indochine⁵³. Le GCMA disposait ainsi de 6 antennes en Indochine, elles-mêmes divisées en 22 « centaines » comprenant chacune 100 supplétifs. L'encadrement total de la mission comprenait en effectif théorique 52 officiers, 100 sous-officiers et 136 soldats français issus du 11^e Bataillon parachutiste de choc (branche militaire opérationnelle du SDECE), chargés de recruter et de former 2200 supplétifs sur le mode des maquis de la Résistance française.

Les supplétifs ainsi recrutés parmi les minorités ethniques indochinoises (Hmongs, Méos, Thaïs, Laos) devaient agir sur les arrières des troupes vietminh en mettant en œuvre des opérations destinées à lutter contre le pourrissement des zones stratégiques ciblées comme la Plaine des Jarres ou le Tonkin. La principale idée était de s'appuyer sur les ethnies hostiles au vietminh (lui-même quasi-exclusivement composé de Viêts), la plupart du temps pour des raisons historiques. Cette tentative de création d'unités de contre-ingérence s'appuie sur l'expérience française de la fin de la Seconde Guerre mondiale. En effet des missions des services spéciaux français avaient déjà été montées en 1945 contre les Japonais. Ces dernières avaient réussi dans les zones où les troupes françaises bénéficiaient du soutien de la population (Laos) et échoué dans les autres régions.

L'organisation du GCMA suit ainsi la topographie et les divisions ethniques de l'Indochine. Les six antennes régionales positionnées principalement au Tonkin, en Cochinchine et au Cambodge devaient

⁵² ABRAMOVICI, Pierre, « Considérations sur l'origine des forces spéciales », in *Actes du colloque Forces Spéciales concept et histoire des 11 et 12 juin 2001*, Paris, Cahiers du CEHD n°32, 2007.

⁵³ RAGGI, Philippe, « Les services spéciaux français en Indochine », in *Revue Historique des Armées* n°194, mars 1994, pp. 44-53.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

devenir des points de fixation de la présence française et, de fait, des points d'inconfort pour le vietminh. Au-delà de l'action commando pure, c'est avant tout dans un but de contre-ingérence qu'a été conçu le GCMA. Le recrutement des hommes se faisait de manière opportuniste par le repérage de groupes sociaux (clans, villages) opposés naturellement au vietminh. Il s'opérait par l'amalgame de villages entiers, le plus souvent contactés par des officiers formés aux différents dialectes montagnards de l'Indochine et connaissant les coutumes locales, parfois même avec l'aide d'anciens officiers de l'armée de Chine nationaliste refoulés au Vietnam en 1949.

La formation des maquis avait lieu au cours des patrouilles pour les hommes de troupe et se déroulait au sein du maquis lui-même à l'exception des hommes choisis comme radios et comme chefs qui étaient envoyés suivre une instruction particulière à la représentation régionale. Les groupes de combats une fois instruits forment des équipes de missions spéciales où les formateurs, officiers et sous-officiers français, assurent le commandement direct des opérations. La formation est très brève et s'effectue *ad hoc* ; le maquis Colibri (dans la région de Son La) est créé en avril 1953, au mois de mai, il dispose déjà de 50 hommes entraînés et opérationnels.

À la suite de la formation à la représentation régionale, le maquis - commandé par un capitaine - compte à la fin du mois de juin 400 hommes ce qui mène à sa subdivision en trois groupes de combat (*Colibri*, *Calamar* et *Aiglon*), chacun commandé par un sous-officier français. Au 30 septembre les trois groupes comprennent respectivement 1250, 950 et 200 hommes⁵⁴. Toutefois, leurs capacités militaires se limitent aux coups-de-main et les maquis du GCMA, à cause du fort taux d'analphabétisme,

⁵⁴ Philippe Raggi, *op. cit.*, pp.44-53.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

sont incapables de remplir des missions de renseignement pour le compte des forces régulières françaises et indochinoises.

À la fin de l'année 1953, les différents maquis du GCMA alignent une force supplétive de 15 000 hommes alors que l'encadrement français, toujours chargé de la conduite au combat, n'augmente pas. Alors que les maquis du GCMA rencontrent des succès dans leurs opérations - comme la destruction du régiment 148 en juin 1952 - ils sont le plus souvent anéantis lors des contre-attaques du vietminh. Ainsi les maquis thaïs et méos sont détruits à l'automne 1952, R. Trinquier réussissant à convaincre le général Salan, commandant le CEFEO, de les reconstituer à la fin de l'année 1952. Même si les savoir-faire transmis sont d'un faible niveau⁵⁵, la perte capacitaire induite par ce cycle de destruction-recréation limite fortement l'efficacité continue des GCMA, devenus GMI en 1953.

3. Statut des formateurs

Formation des formateurs

Aucune formation particulière n'était envisagée pour les équipes chargées de la formation du GCMA. Les formateurs du GCMA, issus du 11^e choc ne sont pas des spécialistes de la formation et, étant donné le but particulier de leur mission, ne disposent pas d'un bagage théorique propre à leur mission. Il est néanmoins intéressant de remarquer que la plupart des officiers ayant participé à ces actions de création de maquis étaient, à l'image de R. Trinquier ou J. Sassi, d'anciens membres des équipes Jedburgh et, à ce titre, avaient une expérience dans la mise en place de maquis derrière les lignes ennemies.

⁵⁵ Voir *infra*

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Une partie des formateurs étaient familiarisés avec les coutumes et les langues locales, toutefois l'Indochine ayant été sous administration française pendant plusieurs décennies, le problème de la langue y a été moins prégnant que dans d'autres cas similaires, le français et les traditions françaises, sans véritablement y être institutionnalisés, n'apparaissent pas comme des éléments totalement étrangers⁵⁶.

Statut au regard du droit des conflits

La principale problématique à laquelle se sont heurtés les créateurs du GCMA fut non pas le statut des formateurs au regard du droit des conflits puisque l'Indochine est un conflit colonial, mais plutôt la différence de statut entre les formateurs du GCMA et les forces militaires françaises. Le statut particulier du GCMA, placé sous l'autorité théorique du CEFEO mais en réalité sous celle du SDECE n'a pas été sans poser de problèmes, y compris au niveau de l'efficacité.

Ainsi en décembre 1953, l'inspection du colonel Chavatte des troupes aéroportées de métropole provoqua la requalification de GCMA en GMI, supprimant la qualification parachutiste aux unités. Ce dernier précisa même que « le brevet de parachutiste n'a pas plus de valeur pour ses membres que le permis de conduire automobile »⁵⁷. Même si le GCMA ne menait effectivement pas d'action parachutiste, cette appartenance lui permettait de bénéficier des facilités financières afférentes à l'appartenance aux TAP (Troupes aéroportées) ainsi que des compléments de solde nécessaires au paiement des suppléments.

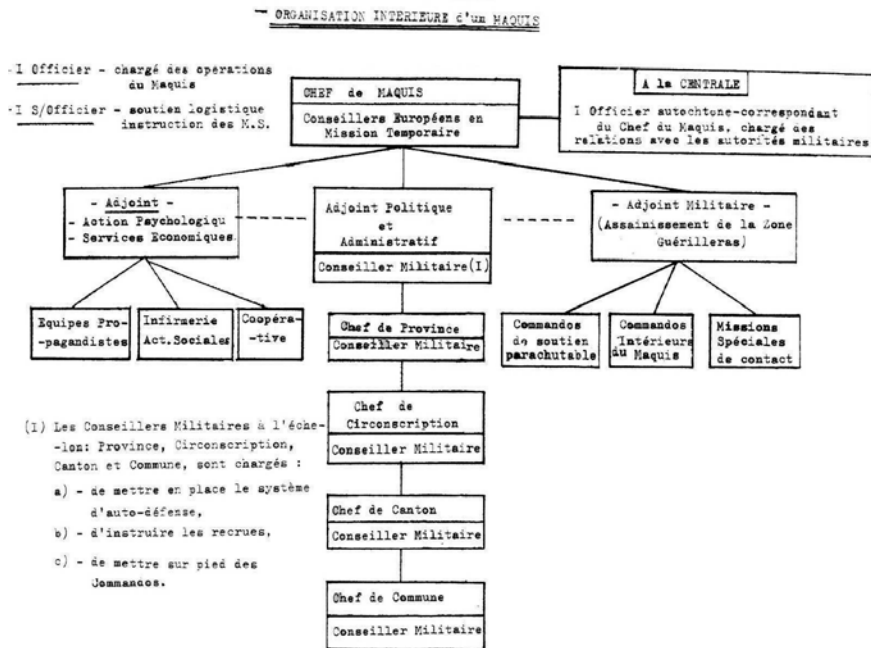
⁵⁶ À tel point que dans son étude sur le Vietnam, Gerald Hickey (voir *supra*) insiste sur l'étude et l'utilisation du français comme langue de communication vis-à-vis de deux groupes : les officiers supérieurs et généraux et les populations montagnardes.

⁵⁷ Cité dans Philippe Raggi, *op. cit.*, pp. 44-53.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

L'incompréhension entre le commandement des forces régulières et celui du SDECE a entravé l'action du GCMA qui a rarement été utilisé au mieux de ses possibilités, à savoir les actions de guérilla sur les arrières de l'ennemi.

5. Organisation des maquis du GCMA



Source : Philippe Raggi, <http://philippe-raggi.blogspot.fr/2009/02/les-services-speciaux-francais-en.html>, consulté le 09 mai 2012.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

6. Savoir-faire transmis

Les savoir-faire transmis pour les supplétifs du GCMA ne recouvrent que les aspects tactiques les plus simples. Les officiers et sous-officiers choisis pour commander les maquis ne sont pas des formateurs professionnels et les buts assignés au GCMA s'avèrent militairement limités aux opérations commandos sur les arrières de l'ennemi.

Techniquement, seuls les opérateurs radios indigènes reçoivent une vraie formation technique. Cette dernière est nécessaire puisque les groupes de combat évoluent indépendamment des autres et des forces régulières sur des zones de plusieurs centaines de kilomètres carrés.

7. Résultats et efficacité

L'expérience du GCMA met aussi en lumière les rivalités interservices et inter-forces, entre le CEFEQ et le SDECE, ce qui n'a pas manqué de créer de nombreuses frictions avec les forces militaires traditionnelles étant donné la nature spéciale des opérations menées et de l'encadrement français issu du 11^e choc⁵⁸. Jean Sassi, alors capitaine commandant du GC 200⁵⁹ indique passer plus de temps à se battre contre la hiérarchie militaire française que contre le vietminh. Lors de l'Opération D destinée au sauvetage de Dien Bien Phu en avril 1954 pendant laquelle J. Sassi devait opérer avec ses 2 000 partisans Méo sur les arrières des forces vietminh, ce dernier met en avant le refus du haut-commandement français de mettre à sa disposition le 1^{er} BPC comme principale raison de

⁵⁸ Ce dont témoigne la perte de la qualification parachutiste en 1953 qui amène à renommer le GCMA en GMI.

⁵⁹ Aussi connu comme maquis Malo.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

l'échec de l'opération⁶⁰. Il dépeint ainsi le GCMA /GMI comme un échec cuisant au final à cause du manque de soutien de la hiérarchie militaire.

Il est toutefois intéressant de noter que le GCMA vient directement heurter la volonté affichée par Juin⁶¹ puis De Lattre et les pouvoirs publics français de créer une armée nationale vietnamienne – qui monte d'ailleurs en puissance tout au long du conflit – puisque de facto elle place des minorités ethniques entières (Hmongs, Méos...) hors de l'autorité du gouvernement local. Cette expérience a d'ailleurs servi les États-Unis lors de leur intervention au Vietnam puisque les militaires américains ont trouvé des maquis entiers de supplétifs déjà formés et habitués au combat contre le vietminh prêt à les servir. L'exemple le plus connu est celui du général Vang Pao qui commandera des irréguliers Hmong au Laos pour le compte de la CIA durant la guerre du Vietnam et qui est lui-même un ancien des GCMA⁶².

⁶⁰ SASSI, Jean, *L'âme d'un guerrier, cahiers du colonel Jean Sassi*, Paris, Nimrod, 2011.

⁶¹ Après l'affaire de Cao Bang, le général Juin écrivait que : « la solution est ailleurs dans l'organisation d'une armée vietnamienne [...] il faut créer des unités de toutes armes [...] avec de haut en bas un commandement national vietnamien faisant paravent à une mission française ». cité dans Lt-Col. Claude Franc, *op. cit.*, p. 35.

⁶² RAPIN, Ami-Jacques, *Guérillas secrètes et « covert ops » au Laos*, les cahiers du CERIA n°10, Lausanne, 1998.

Enseignements :

- La création d'unités de contre-guérillas irrégulières permet de lutter à armes égales, dans les moyens si ce n'est dans le volume, avec les forces pratiquant les techniques de guérilla et contre lesquelles les forces conventionnelles sont impuissantes.
- Une telle initiative trouve un intérêt dans une problématique dépassant le simple champ militaire pour s'inscrire dans une politique de contre-ingérence.
- Toutefois, une telle force ne peut être employée comme une force conventionnelle.
- La connaissance des différentes ethnies et de leur historique permet d'utiliser au mieux les problématiques culturelles.
- L'unicité de commandement au sein de l'armée du formateur est absolument nécessaire pour que ce type d'unité puisse être employé au maximum de ses capacités.

CHAPITRE 3 : L'ARMÉE DE L'AIR AFGHANE (2007-2012)

« *Building the airplane while flying it* »⁶³

Rendre l'*Afghan Air Force* (AAF) capable, indépendante et durable (« *sustainable* » en anglais) d'ici 2016 : tel est en quelques mots le but poursuivi. Bien que pensé quasiment comme tel dès fin 2001, cet effort est surtout entrepris à partir de 2005, car jugé non prioritaire, et l'est avec encore plus de volonté et de moyens à partir de 2008. Des formateurs, civils ou militaires, principalement américains mais pas uniquement, se pressent alors pour faire redécoller cette nouvelle force aérienne afghane.

La recréation quasi *ex nihilo* de l'AAF est symptomatique de problématiques pouvant être rencontrées dans la formation et l'encadrement de forces armées étrangères. En effet, rendre opérationnelle une composante aussi technique qu'une armée de l'air demande du temps. De plus, la culture stratégique locale et les greffons d'une culture stratégique importée ne sont pas sans conséquence, au minimum, dans le choix des équipements utilisés. Enfin, le développement d'une armée de l'air ayant vocation à être immédiatement opérationnelle dans un contexte de guerre demande des ajustements dans la façon de procéder.

1. Bref historique du redécollage du *phœnix*

⁶³ Citation généralement reprise par les mentors de l'AAF lors de la présentation de leurs actions (présentations *Powerpoint*, articles, etc.).

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Il s'agit bien d'une récréation et non d'une création, car les derniers vestiges d'une armée de l'air afghane au parcours chaotique, mais déjà relativement ancien, sont bombardés lors de frappes de la coalition qui débutent le 8 octobre 2001⁶⁴.

L'armée afghane des premiers temps

La première force aérienne afghane a été officiellement créée par le roi Aman Allah Khan en 1920. Le premier vol avec un pilote afghan a lieu en 1924, suivis par de nombreux autres sur des appareils principalement français (en particulier les *Nieuport* ou les *Potez*), britanniques (des biplans *Bristol*), allemands, soviétiques ou italiens. La révolution de palais de 1929 au sein de la dynastie afghane laisse des traces. Une nouvelle armée de l'air composée de pilotes afghans est alors petit à petit recrée en 1937, toujours avec l'aide de formateurs étrangers. Elle reprend le nom de *Royal Afghan Air Force*.

Après le coup d'État communiste de 1978 et les années de guerre civile qui suivirent, la composante aérienne des forces armées afghanes, la *Democratic Republic of Afghanistan Air Force* (DRAAF), s'accroît pour compter jusqu'à 11 régiments aériens, soit 7 000 hommes (plus 5 000 « conseillers » étrangers, principalement cubains ou tchécoslovaques) et presque 500 appareils (240 hélicoptères de combat et de transport, 150 avions de combat et plus de 40 avions de transport). Elle est alors équipée de *Mig-21* (appareil de combat *low-cost*), de *Mig-17*, *Mig-15*, *Il-28*, *Il-14* et *Su-7BMK* pour les voilures fixes et de *Mi-24 Hind*, *Mi-4* et *Mi-8* pour les voilures tournantes.

⁶⁴ L'historique est principalement issu d'un dossier de présentation fourni par le *Chief of Public Affairs* du 438th *Air Expeditionary Wing* : « Building Air Power for Afghanistan – A short history of the Combined Air Power Transition Force and the 438th Air Expeditionary Wing ». Une version non mise à jour est disponible sur le site Internet de l'unité : <http://www.438acw.afcent.af.mil> (consulté le 27 janvier 2012).

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Sous complète perfusion soviétique sur le plan matériel, financier et humain, elle tombe peu à peu en désuétude après le retrait final des troupes soviétiques en février 1989. Elle est alors réduite à la portion congrue durant la guerre civile et après la prise de Kaboul par les Talibans. Seuls une vingtaine d'hélicoptères et de rares appareils sont péniblement conservés en état de marche par l'Alliance du Nord du commandant Massoud, les hommes du général ouzbek Abdul Rachid Dostom (avec Hekmatyar)⁶⁵ ou les Talibans. Ce sont ceux de ces derniers qui, ne représentant qu'une menace faible sur certains fronts au Nord de Kaboul, seront visés fin 2001 par les bombardements américains.

Un lent nouveau départ et des années perdues

Le 1^{er} décembre 2002 à la conférence de Bonn (Allemagne), Hamid Karzaï officialise par décret la création de l'*Afghan National Army*. À son terme, à l'époque prévue en 2010, elle doit compter 70 000 hommes répartis en cinq corps d'armée terrestre et un corps aérien. Tous ses membres sont volontaires et proviennent d'un recrutement multiethnique. Ainsi, dès le début, une composante aérienne appelée alors l'*Afghan National Army Air Corps* (ANAAC) est prévue.

Néanmoins, le nombre de personnels, les matériels utilisés et les missions à mener restent encore vagues. En 2004, une directive émise par le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld vise à ne remettre sur pied que des aéronefs pour le transport des autorités, en particulier du président, mais guère plus. Fin 2006, une équipe américaine dresse un état des lieux

⁶⁵ D'ailleurs, en janvier 1994, des combats aériens opposeront des *Mig-21* de Massoud à des *Mig-21* et des *Su-22* de Dostom. Des capacités air-air seront-elles un jour de nouveau nécessaires en Afghanistan ? Cf. PAWLOWSKI, David, « Afghanistan – Pakistan : bientôt la guerre ! », *Le Monde*, 14 février 2012.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

des ressources et planifie un plan de développement. Ce dernier sera approuvé en septembre 2007 par le commandement américain US CENTCOM et les premières structures (autour du *Combined Air Power Transition Force* ou CAPTF) sont alors entérinées. Six mois plus tard, 22 appareils, tous d'origine soviétique, sont en mesure d'être utilisés.

Or depuis la volonté initiale de 2002 de créer cette composante aérienne, le contexte afghan a évolué. La situation sécuritaire se dégradant au printemps 2003 puis dans les mois qui suivirent, les objectifs concernant l'ANA, qui englobe l'ANAAC, sont revus régulièrement à la hausse. De modification en modification, d'approbation en approbation, aujourd'hui, les forces afghanes doivent être composées de 352 600 personnels au terme de leur montée en puissance prévue pour la fin de l'année 2012.

L'ANAAC doit être quant à elle formée d'environ 7000 personnels avec 146 appareils (bien que le nombre de 154 appareils soit avancé dans certains rapports). À la fois à cause du retard pris dans le démarrage réel d'une telle mission et de la technicité demandée pour une telle composante, la date butoir de ce projet demeure fixée à 2016. Et cela, bien que 2014 est présentée depuis le sommet de Lisbonne de l'Otan en novembre 2010 comme la date (au moins symbolique) du retrait de l'Otan permis par l'autonomie de l'ANA. Un décalage de deux ans est d'ores et déjà prévu.

Quelle force aérienne pour quels besoins ?

De plus, les besoins et donc les objectifs visés ont varié et augmenté parallèlement à l'inflation constante des effectifs de l'ANA. En effet, la composante aérienne est pensée pour mener, non pas des missions de manière indépendante, mais en liaison étroite, en appui ou en

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

soutien de la composante terre. Plus la composante Terre s'accroît, plus les besoins en moyens aériens augmentent.

En juin 2010, sur décision du président Karzaï, l'ANAAC est rebaptisée AAF (*Afghan Air Force*) pour montrer qu'à terme elle pourra reprendre son indépendance passée vis-à-vis de la composante Terre. Mais aujourd'hui, elle reste encore affiliée à l'ANA, une force à dominante terrestre bâtie pour mener une campagne de contre-insurrection visant à assurer la stabilité de l'Afghanistan, appuyée par une composante air taillée au plus juste.

Pour cela, les missions qui doivent être menées par l'AAF sont : le transport de hautes autorités (en particulier du président afghan), le transport tactique de matériels et la mobilité aérienne des combattants, l'évacuation médicale, l'appui-feu au sol et la reconnaissance. Le relief de l'Afghanistan (hauts plateaux, montagnes et déserts) oblige en particulier à une utilisation importante du vecteur aérien pour le transport des biens et des personnes.

Le contexte stratégique local et régional, ainsi que la supériorité aérienne détenue par les acteurs (insurgés ou pays voisins), ne nécessite pas que l'AAF soit capable (au moins pour le moment) de mener de missions d'interdiction de l'espace aérien ou de bombardement stratégique. Ainsi, la demande faite par le président Hamid Karzaï auprès des États-Unis pour des appareils de type *F-16* relève autant du bras de fer diplomatique (alors que les tensions entre les deux exécutifs étaient vives) que d'un possible besoin à moyen terme (en particulier vis-à-vis du Pakistan) plutôt qu'à court terme.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

2. US Air Force et reste du monde

Une affaire avant tout américaine

Lors de l'*Afghan Security Assistance Meeting*, conférence tenue le 17 mai 2002 à Genève (Suisse), les États-Unis sont désignés nation-cadre par la communauté internationale pour la montée en puissance des forces nationales afghanes de sécurité (armée et différentes forces de police). Ils délèguent alors certains volets à des organisations internationales ou des nations (comme les sous-officiers confiés à la Grande-Bretagne ou la formation de la plupart des officiers formée par la France)⁶⁶.

Néanmoins, ils restent par choix (la volonté de se positionner quant au futur de l'Afghanistan) et par nécessité (aucune autre nation n'est candidate) en première ligne pour ce qui concerne l'AAF, épaulées par différentes nations contributrices. Ces dernières apportent des compétences bien précises en fonction des matériels employés dans leurs propres forces armées et en Afghanistan, de leurs liens historiques avec l'Afghanistan ou de leur proximité linguistique et/ou culturelle avec les aviateurs afghans⁶⁷.

Après différentes restructurations organisationnelles (affectant les dénominations des organismes), les formateurs sont regroupés aujourd'hui

⁶⁶ De SAINT VICTOR, Florent, « L'épopée guerrière des non-combattants - Les OMLT françaises en Afghanistan (2006 - 2010) », *Faut-il brûler la contre-insurrection?*, Choiseul éditions, Paris, octobre 2010, pp 217-232. Manque le directeur

⁶⁷ C'est le cas de manière assez similaire pour l'*Armour Branch School* (ABS) de Pol e Charki où sont formés les éléments blindés de l'ANA. En plus de mentors français, des militaires roumains sont présents afin de développer les unités équipées de chars *T-62* de conception soviétique, connus de ces militaires.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

sous le commandement du *NATO Air Training Command – Afghanistan* (NATC-A). Cette structure dépend de NTM-A / CSTC-A (*NATO Training Mission – Afghanistan / Combined Security Transition Command – Afghanistan*). Cet organisme agit à la fois dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom* sous commandement américain et de l'ISAF (*International Security Assistance Force*), force militaire sous mandat de l'ONU et dont l'Otan assure le commandement depuis août 2003⁶⁸.

Subordonnée à NATC-A, une unité créée pour ce besoin est activée le 1^{er} novembre 2008. Le 438th *Air Expeditionary Wing* de l'*US Air Force* (USAF) arme le *Combined Air Power Transition Force* (CAPTF), responsable de la montée en puissance de l'AAF⁶⁹. Il est composé de trois *Air Expeditionary Advisor Group* (en particulier le 438th, le 738th et le 838th) composés d'*Air Expeditionary Advisory Squadron* dont les membres se relaient à des rythmes variables (souvent entre 6 mois à un an, voire deux ans pour certains officiers généraux).

Une micro-coalition dans la coalition

⁶⁸ ZAJEC, Olivier, « Le rôle de la composante aérienne dans la doctrine américaine du FID – Les enjeux de l'assistance militaire à des armées étrangères pour les États-Unis », *Études Prospectives & Stratégiques* (EPS), Compagnie Européenne d'Intelligence Stratégique (CEIS) / Centre d'Études Stratégiques Aérospatiales (CESA), mai 2010.

⁶⁹ Le 438th AEW voit ses origines remonter au débarquement en Normandie pour le transport d'un régiment de la 101st *Airborne Division*, alors sous le nom de 438th *Troop Carrier Group*. Après des faits d'armes durant le siège de Bastogne, le groupe s'illustre au Vietnam ou à Grenade lors de missions logistiques avant d'être désactivé au lendemain de l'opération *Tempête du Désert* en Irak. Il est réactivé en novembre 2008 pour mener à bien cette nouvelle mission.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Si ces organismes sont composés d'une petite majorité d'Américains (en particulier aux postes clés), d'autres nations participent également. Composés pour moitié d'insérés issus de différentes unités et de différents pays, le nombre global de formateurs et leur trajectoire sont particulièrement complexes à appréhender. Néanmoins, certaines estimations chiffrées à partir de données fragmentaires sont possibles.

Ainsi, en septembre 2007, CAPTF est composé de huit membres (l'équipe initiale d'expertise). En mars 2008, un premier contingent de formateurs débarque en Afghanistan faisant passer les effectifs à 129 personnes. En novembre 2008, le général commandant CAPTF reçoit une double casquette en étant aussi le commandement du 438th AEW. Ce dernier passe de 277 personnels américains autorisés en 2009 à environ 365 début 2011 (pour un effectif global de 400 personnels).

Les personnels restants pour atteindre le nombre d'environ 500 personnes (à effectifs maximum soit mi-2011) sont issus de différents contingents. C'est le cas de la Lituanie, de la Lettonie, de l'Ukraine, de la Belgique, de la République Tchèque, de la Jordanie, du Canada, du Portugal, du Royaume-Uni, de l'Italie, de la Mongolie, du Salvador, etc. Quelques fois, moins d'une dizaine de membres forment ces détachements.

Les raisons de leur présence sont diverses. Alors que le Royaume-Uni est un allié traditionnel des États-Unis dans la montée en puissance des forces de sécurité afghanes, la présence de l'Italie est plus surprenante. Néanmoins, l'effort italien s'inscrit dans un volet plus global visant à intégrer aviation civile et militaire, comme le montre encore récemment

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

les 179 millions d'euros d'aide pour assurer la rénovation de l'aéroport d'Hérat (à l'Ouest du pays)⁷⁰.

S'agissant de la République Tchèque, de l'Ukraine ou de la Mongolie, ce sont des utilisateurs anciens de matériels d'origine soviétique déjà en dotation au sein de l'AAF ou en cours de perception. Ils apportent ainsi leur expertise, en particulier pour des pilotes aguerris (une ressource rare) ou pour la maintenance. Au cours de l'année 2008, les 8 à 10 militaires tchèques en charge de l'entraînement des équipages d'hélicoptères *Mi-35* seront ainsi les seuls personnels non américains de CAPTF. D'autres nationalités les rejoindront ensuite.

Ils s'engagent alors quasi exclusivement dans ce segment de la reconstruction de l'Afghanistan. Ils illustrent ainsi la possibilité de faire adhérer certaines nations ne souhaitant pas s'engager dans des missions plus périlleuses ou plus visibles politiquement.

3. À la recherche de ressources humaines et matérielles

Un plan d'acquisition ambitieux

Si le format prévoit à terme 146 appareils (voir tableau ci-dessous), longtemps, l'AAF sera sous-dotée : 13 appareils début 2007, 27 en février 2008, 41 en septembre 2010 et un peu plus de 50 fin 2011. L'un des principaux défis sera donc de mettre en place un plan d'acquisition prévoyant la mise hors service des appareils les plus anciens et l'intégration de matériels nouveaux souvent plus modernes et moins habituels pour les Afghans. (cf. Annexe 2 : le plan d'acquisitions de l'AAF).

⁷⁰ SHALIZI, Hamid, "Italy to lend Afghanistan \$179 million to upgrade airport", *Reuters*, 18 décembre 2011.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Entre parer au plus pressé, faire avec et prévoir l'avenir, un fragile équilibre est trouvé pour permettre un compromis entre les capacités de livraison, d'absorption et d'utilisation. Un manque initial de pilotes rendait caduque un besoin immédiat d'appareils en nombre. Cette limite étant aujourd'hui résolue (cf. partie suivante sur la formation des personnels de l'AAF), le rythme des livraisons a pu s'accélérer.

Pour les missions de transport, les hélicoptères *Mi-17* les plus anciens seront progressivement remplacés par de nouveaux appareils similaires. Livrés depuis novembre 2009, des *Casa C-27* rétrofités grâce à des fonds américains remplaceront sous peu les derniers vénérables *Antonov An-26* et *An-32*. Des hélicoptères d'attaque rénovés *Mi-35* seront utilisés pour les missions de reconnaissance et d'appui-feu. Pour l'entraînement et la formation, des appareils *Cessna 182* et *208* ainsi que des hélicoptères *MD-530* sont livrés depuis le début de l'année 2011. Enfin, des appareils légers d'attaque au sol de type *Super Tucano* doivent être livrés à partir de 2012.

Ce plan ambitieux d'acquisition est porté par certains contributeurs privilégiés suite aux appels aux dons redondants faits par les États-Unis. Les pays se servant déjà de ces matériels, qui ont par le passé fait leurs preuves en Afghanistan⁷¹, sont principalement visés. Ainsi, en 2008, la République Tchèque fournit à bas prix six *Mi-35*. Ces derniers seront rénovés pour 38 millions de dollars par CSTC-A. En février 2009, le dernier de six hélicoptères *Mi-17* aussi fournis par la République Tchèque est livré.

La Pologne fait de même, alors qu'elle avait déjà sollicitée peu de temps avant par la *Coalition Air Force Transition Team* (CAFTT) s'occupant de la montée en puissance de la force aérienne irakienne. Sept

⁷¹ RAFFRAY, Mériadec, « Les soviétiques en Afghanistan 1979-1989 - L'Armée rouge bouleversée », *Cahier de la recherche doctrinale*, CDEF, 2009.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

hélicoptères *Mi-17* fournis par des dons des Émirats Arabes Unis et un autre fourni par la Slovaquie compléteront les premières perceptions de l'AAF en 2008. L'Ukraine offrira aussi trois appareils de transport *An-32* qui sont depuis progressivement retirés de service.

Les transactions entre le gouvernement américain et la Russie pour acquérir des matériels neufs sont plus complexes du fait des positions diplomatiques respectives vis-à-vis de l'intervention en Afghanistan. Ainsi, en mai 2010, un contrat pour 21 *Mi-17V5* est signé par le département de défense américain. Ce dernier est bloqué avant que les exigences de Moscou soient respectées. L'agence russe d'exportation de l'armement *Rosoboronexport* obtient finalement de devenir l'unique fournisseur de pièces de rechange⁷².

Ce contrat de 367,5 millions de dollars, qui pourrait en appeler d'autres dans le futur, sera honoré d'ici la fin du mois de juillet 2012. Depuis la prise de commande, au moins dix maintenanciers de l'AAF ont même été envoyés en Russie pour suivre une formation. Ce contrat complexe montre bien la portée politique de tels achats (en étant un levier d'influence), tout en permettant de bien noter qu'en contrepartie d'investissements économiques, certaines positions politiques sont susceptibles d'évoluer.

Les acquisitions sont faites par les États-Unis qui disposent de possibilités contractuelles adéquates et souples. Ainsi, les États-Unis acquièrent les matériels puis ensuite les réadressent de gouvernement à gouvernement à l'État afghan. À la différence des procédures habituelles des *Foreign Military Sales* (FMS) gérées par la *Defense Security Cooperation Agency* (DSCA) du *Department of Defense*, ces transactions s'appuient sur

⁷² GERTZ, Bill, "Pro-Russia policy stalls Afghan copters", *The Washington Post*, 24 juillet 2011.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

les fonds de l'*Afghan Security Forces Fund* (ASFF) sous contrôle du Congrès américain. On parle alors de « *Pseudo-FMS* »⁷³.

Attirer et fidéliser les anciens et les nouveaux

La deuxième des quatre lignes d'opérations (« *aircraft build, airmen build, infrastructure build and operational capability* »)⁷⁴ est le développement des ressources humaines de l'AAF. Pour faciliter une montée en puissance rapide, le CAPTF s'appuiera dans un premier temps sur les personnels ayant déjà une expérience opérationnelle tout en qualifiant parallèlement de nouveaux pilotes, mécaniciens ou gestionnaires.

Du fait de la longue histoire de l'AAF, un vivier de pilotes et de maintenanciers existe déjà en Afghanistan. Ces derniers ont généralement acquis une première expérience opérationnelle lors de l'occupation soviétique et certains ont poursuivi leurs activités durant les années de guerre civile qui suivirent. De ce fait, durant les premières années post-2001 et encore aujourd'hui, la moyenne d'âge des pilotes de l'AAF est relativement élevée. Alors qu'elle est d'environ 30 ans dans la plupart des armées de l'air occidentales, elle se situe autour de 45 ans⁷⁵ au sein de l'AAF.

⁷³ Rapport trimestriel du SIGAR de janvier 2011 (disponible sur www.sigar.mil consulté le 28 janvier 2012).

⁷⁴ BOREA, M. R., (*Brigadier General*), «Building Air Power for Afghanistan – A team effort», *The Canadian Air Force Journal*, volume 3, n°1, hiver 2010.

⁷⁵ NUSBAUMER, Stewart, «The New Afghanistan Air Force», *Air & Space*, janvier 2011 (disponible sur <http://www.airspacemag.com/military-aviation/The-New-Afghanistan-Air-Force.html>).

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Un des cas les plus emblématiques, qui peut-être correctement documenté, est celui du *Major General* Mohammad Dawran qui commande actuellement l'AAF⁷⁶. Ce dernier a débuté sa carrière militaire en 1972 à l'académie de Kaboul. En 1973, il part en Union soviétique suivre une formation de pilote. Il en revient trois années plus tard et grimpe les échelons au sein d'un régiment de *Mig-21* stationné à Bagram. Durant les années 1980, il débute une formation pour devenir cosmonaute. Après différentes péripéties, il est choisi par le commandant Massoud pour être son *Air Force Commander* et reçoit le commandement de l'AAF en mai 2005.

Avec un taux d'attrition mensuel du personnel de l'AAF variable de 0,5% (novembre 2010) à 1,4% (octobre 2011)⁷⁷, ce dernier est généralement jugé satisfaisant par rapport à des taux légèrement plus élevés dans d'autres unités de l'ANA et surtout au sein de l'*Afghan National Police* ou ANP (1,3% à 2,5%). Ces taux ne remettraient pas en cause, selon les rapporteurs du Congrès, l'équilibre à moyen terme de l'AAF. Néanmoins, pour rendre plus attractifs, en particulier financièrement, les emplois au sein de l'AAF, une *Aviation Incentive Pay* (AIP) était en vigueur au moins jusqu'en novembre 2010. Cette prime était basée sur les compétences des personnels et ajoutée à un salaire mensuel trop indifférencié car ne prenant pas en compte les qualifications, en particulier linguistiques et techniques.

⁷⁶ Le *Major General* Dawran a d'ailleurs passé une partie de son enfance dans la province de Kapisa (au nord-est de la capitale Kaboul) où son père était professeur, zone principale de responsabilité des militaires français en Afghanistan.

⁷⁷ Données issues de rapports bisannuels du Congrès américain intitulés « *Report on Progress Toward Security and Stability in Afghanistan* » (disponibles sur www.defense.gov).

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

4. La formation

Le poids de la langue : l'anglais domine

En effet, des compétences spécifiques sont particulièrement indispensables mais longues (et coûteuses) à acquérir pour les personnels de l'AAF. Elles sont donc à valoriser et doivent être préservées d'un taux d'attrition trop élevé. Cela permet ainsi de garantir, sur un plan économique, une certaine rentabilité des investissements. Il s'agit particulièrement de la maîtrise de la langue anglaise, au sein d'une population à plus de 80% illettrée, et de compétences techniques spécifiques (cf. la partie suivante).

L'anglais est au sein de l'AAF la langue dominante. Des manuels anciens utilisés dans un premier temps, ou même ceux livrés ensuite avec les hélicoptères *Mi-17* ou *Mi-35*, sont en langue russe. Ils seront alors rapidement traduits en anglais par des *contractors* civils, mais seront plus rarement traduits en dari, la langue administrative de l'Afghanistan plus ou moins maîtrisée par tous. Pour les personnels capables de lire (déjà une minorité), il sera alors nécessaire de maîtriser en plus l'anglais : la minorité dans la minorité.

De plus, l'espace aérien afghan est entièrement sous contrôle américain via le commandement *United States Air Forces Central* (USAFCENT/AFCENT) qui gère les opérations aériennes au-dessus du théâtre depuis des bases au Koweït ou aux Émirats Arabes Unis. Ainsi, en plus de maîtriser la langue, il est nécessaire d'intégrer des procédures normées et complexes, que même certaines armées de l'air occidentales, pourtant otanisées, mettront plusieurs mandats à acquérir. Enfin, en plus de ces opérations d'insertion dans le trafic aérien (gestion des plans de vols, etc.), les communications avec les troupes au sol lors des

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

atterrissages, les évacuations sanitaires ou les rares opérations d'appui-feu s'effectuent en anglais.

Pour se faire, le développement de l'anglais se découple en deux volets : une partie en Afghanistan et une seconde aux États-Unis du fait d'un manque d'infrastructures : laboratoires et salles de cours. Par exemple, en 2009, une trentaine de pilotes d'*An-32*, aujourd'hui évoluant sur des *C-27*, se sont rendus à la *Defense Language Institute* de San Antonio (Texas). Ils enchaîneront ensuite avec des formations plus axées sur le pilotage avant de revenir en Afghanistan.

De plus, à partir de mai 2010, est ouvert le *Thunder Lab* sur l'aéroport international de Kaboul au sein du *Kabul Education Language Training Center* (KELTC). Des cours intensifs, en immersion complète, sont dispensés par une petite dizaine d'enseignants anglophones à des effectifs réduits (moins d'une trentaine d'étudiants). L'objectif est d'accélérer ainsi pour des personnels ciblés l'apprentissage de la langue.

Délocaliser la formation pour accélérer le processus

L'envoi de personnels afghans à l'étranger est une constante ancrée dans l'histoire de l'arme aérienne en Afghanistan. Ainsi, dans les années de relative prospérité de 1933 à 1973 sous le règne du roi Mohammed Zahir Shah, de nombreux pilotes sont formés à l'étranger, principalement en Union soviétique mais aussi aux États-Unis, où ils gagnent le surnom de « *cow-boys* » à leur retour.

Ceux de la nouvelle AAF suivront ainsi la trace de leurs aînés en rejoignant des centres de formation aux Émirats Arabes Unis (pour certains pilotes) ou en République-Tchèque (principalement pour les mécaniciens

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

des hélicoptères et 4 à 5 pilotes)⁷⁸. En effet, les premières promotions de spécialistes formées en Afghanistan ne seront diplômées qu'en 2009. C'est le cas, par exemple, de huit premiers logisticiens « arrimeurs » (*loadmasters*) diplômés en juillet 2009.

Alors que les premiers cours de pilotage donnés en Afghanistan ne débutent qu'en décembre 2011⁷⁹ (en particulier à cause du manque de formateurs afghans), les formations sont jusque là dispensées à l'étranger. Pour les États-Unis, les bases de Fort Rucker (Alabama) abritent des promotions de pilotes d'hélicoptères et celle de Columbus (Mississippi) les pilotes de voilures fixes depuis mai 2009. Ainsi, une vingtaine de pilotes est formée en simultané pour des durées d'environ 9 à 10 mois.

À leur retour en Afghanistan, ils sont principalement orientés vers la formation de nouvelles recrues selon la logique de « former en priorité les formateurs ». Cette priorité donnée à la formation des futurs cadres vise à accélérer la montée en puissance de l'AAF tout en garantissant au cours du temps une autonomisation de ce processus. C'est le cas en particulier pour les pilotes afghans d'appareils occidentaux comme le C-27 *Spartan*, qui de retour des États-Unis se focaliseront sur la transmission de leurs connaissances plus que sur la conduite de missions opérationnelles.

Des pilotes américains qui se substituent à des pilotes qui conseillent

⁷⁸ DANIEL, Lisa, "NATO Builds on Afghanistan's Once-modern Air Force", *American Forces Press Service*, 2 novembre 2011.

⁷⁹ Une équipe d'une vingtaine de mentors italiens et hongrois assurent la montée en puissance de ce qui sera à terme le premier centre de formation et d'entraînement autonome de l'AAF. Il s'agit de la base de Shindand, situé à l'ouest de l'Afghanistan, qui abritera l'*Afghan Air Force Undergraduate Pilot Training*. Via: V. PAULO (colonel), "Historic Day in Afghan Life", *ISAF News*, 10 décembre 2011.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

L'histoire récente de l'AAF est une succession d'étapes et de petites réalisations visant à amener les personnels afghans vers l'autonomie. Par manque d'effectifs, les premières années post-2001 de l'AAF ressemblent aux premières années de l'histoire de la composante aérienne en Afghanistan. Du personnel d'origine étrangère opèrent alors sur des appareils marqués de la cocarde de l'AAF. Dans de nombreux cas, ces appareils n'accueillent même pas à leur bord de personnels afghans.

Ainsi, c'est le cas jusqu'en 2009 pour la majorité des vols des hélicoptères. En octobre 2006, quand quatre hélicoptères mènent une opération pour délivrer de l'aide humanitaire au Pakistan suite aux inondations, cinq conseillers Américains seront présents, dont certains aux commandes, accompagnés de quelques Afghans. Ou encore, le 21 mai 2009, les premières expérimentations des armes de bord des hélicoptères *Mi-35* à Bagram seront réalisées par des pilotes tchèques. Ce n'est que quelques jours plus tard, que deux pilotes afghans effectueront des tirs d'entraînement similaires.

En plus des Tchèques, des pilotes américains seront eux aussi présents dans les cockpits des appareils afghans jusqu'au début de l'année 2011. Ils auront ensuite soit un rôle de copilote, soit de conseillers et d'interlocuteurs privilégiés avec le commandement de l'espace aérien. C'est le cas du *Major Caleb Nimmo* de l'*US Air Force*, qui sera le premier Américain à mener une opération de combat à bord d'un *Mi-35*⁸⁰. Sa formation sur cet appareil aura été assurée aux États-Unis par un *contractor* civil en charge des appareils de ce type conservés par l'USAF et le Corps des Marines pour jouer les plastrons (ou « *agressors* ») sur les bases aériennes d'entraînement à Nellis (Nevada) ou Yuma (Arizona).

⁸⁰ BURKE, Elizabeth, "USAF Officer First American to Fly Mi-35 HIND in Combat", *DoD Press*, 17 mai 2010.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

De plus de nombreux pilotes issus du 6th *Special Operations Squadron* (SOS) assureront des rotations en Afghanistan. Cette unité atypique est dédiée à la formation, l'entraînement et l'assistance à des forces aériennes étrangères. Créé en 1944 pour le théâtre Chine-Birmanie-Inde, cet escadron est dissous après la guerre du Vietnam où il assurait alors des missions de formation pour des pilotes américains et alliés⁸¹.

Réactivée en 1994, cette unité entretient des savoir-faire particuliers. Ses membres doivent en effet justifier des compétences linguistiques particulières ainsi que des qualifications au pilotage et à l'entretien sur un nombre important d'appareils : hélicoptère *UH-1N Huey*, *Mi-8* ou *Mi-17*, avions *Beech King Air 350* ou *Twin Otter*, différentes versions de *C-130*, etc. Ces appareils ne sont généralement plus ou pas en dotation au sein des unités conventionnelles.

En plus de ces capacités techniques souvent mises en avant, le 6th SOS, aidé par des personnels issus d'autres unités (pas nécessairement des « forces spéciales »), apporteront leur expertise dans des domaines bien particuliers. Il s'agit principalement de compétences en termes de commandement, d'organisation et de gestion des unités de l'AAF (administration, *reporting*, etc.), de développement des infrastructures (l'une des quatre lignes d'opérations) pour l'entraînement, la maintenance et la vie courante⁸². Tout ce qui fait qu'une armée de l'air est en mesure d'assurer ses missions.

⁸¹ HAAS, Micheal E., "The 6th Special Operations Squadron", *The Year in Special Operations*, 2008.

⁸² Trois bases sont particulièrement développées : Kabul Air Wing, Kandahar Air Wing (depuis octobre 2009) et la base de Shindand qui doit à terme devenir la seconde plateforme aéroportuaire d'Afghanistan. D'autres antennes plus petites sont en cours de développement à Jalalabad, Herat même, Gardez et Mazar-e-Sharif. L'aéroport de Bagram, fortement utilisé par la coalition,

5. Quel retour sur investissement ?

D'une AAF de gala à une force opérationnelle

Chaque nouvelle étape franchie par l'AAF est inscrite dans les efforts de communication stratégique relatifs aux progrès réalisés par les forces de sécurité afghanes. Le déroulé de cette histoire doit convaincre les audiences locales (ici, les Afghans) et internationales des progrès réalisés. Alors que les années 2008 et 2009 représentent les balbutiements des capacités de l'AAF, 2010 et les suivantes marquent réellement le décollage effectif de cette nouvelle AAF.

En 2008, les missions de transports de frets ou de personnels sont ainsi réalisées d'aéroport à aéroport. Fin 2008, une sortie tous les trois jours par appareil est ainsi réalisée (soit 810 par mois). Le 1^{er} janvier 2009, l'escadron de transport présidentiel (alors équipé de trois hélicoptères *Mi-17*) transporte le président Hamid Karzaï pour la première fois en dehors de Kaboul. Après des problèmes affectant les appareils, seulement 375 sorties en moyenne par mois sont assurées à l'été 2009. En avril 2009, aucune évacuation médicale (ou MEDEVAC) n'est encore effectuée par l'ANA, ce que déplore le Congrès.

En janvier 2010, c'est le premier héliportage d'assaut par 4 *Mi-17* dans la province du Wardak (centre du pays) pour transporter 70 membres

pourrait aussi à terme devenir un centre aéroportuaire d'importance pour l'AAF.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

du *6th Kandak Commandos* et leurs mentors américains. Ce sont d'ailleurs au profit de ces unités (des bataillons formés sur le modèle des unités de *Rangers* américains), en pointe sur un plan opérationnel, et affiliées à chacun des corps de l'ANA que l'AAF travaille particulièrement.

Il faut attendre 2011 pour que l'AAF mène ses premières MEDEVAC en zone non sécurisée (des hélicoptères *AH-64 Apache* de la coalition assurant la sécurité). Enfin, le 3 mars 2011, le *Presidential Airlift Squadron* assure le premier déplacement du président par un équipage entièrement afghan. Un instructeur américain reste néanmoins présent dans la formation –mais pas dans l'appareil présidentiel–pour donner des conseils en cas d'incident⁸³.

Au final, les missions que l'AAF mènent, participent grandement à développer une certaine sympathie de la population afghane envers cette nouvelle composante. En effet, en février 2010, des hélicoptères de l'AAF ont assuré des évacuations sanitaires de civils pris dans des avalanches au Nord du pays (dans la passe de Salang). De plus, des vivres et des couvertures ont été distribuées aux populations sinistrées. Chaque année, l'AAF assure le transport d'habitants de zones isolées vers l'aéroport de Kaboul avant le *haji* ou grand pèlerinage à la Mecque. Autant de missions généralement bien vues et acceptées par les Afghans.

Une AAF sous perfusion pour sa survie

⁸³ En parallèle de ces avancées, des structures identiques participent à la montée en puissance des capacités aériennes des unités de police, en particulier de l'*Air Interdiction Unit* (AIU) du ministère de l'intérieur. Cette unité est dotée de 20 hélicoptères *Mi-17* pour des missions de lutte anti-drogue, de contre-terrorisme ou de surveillance de zone. La première opération indépendante est menée en août 2011 avec l'appui de cadres de la *Royal Air Force* britannique et de l'*US Air Force*.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Lors d'une conférence presse à la Maison Blanche en novembre 2011, le *Brigadier General* Timothy Ray, actuel commandant du *NATO Air Training Command Afghanistan* dresse un point d'étape du développement de l'AAF. 5000 sur près de 8000 personnels cibles sont recrutés et formés ou en cours de formation, 66 des 145 appareils prévus ont été perçus. Douze équipages sur les 70 planifiés sont aujourd'hui pleinement formés. Il ne se passe pas une semaine sans qu'une nouvelle étape ne soit franchie.

Néanmoins, malgré toutes ses réussites, l'AAF demeure encore aujourd'hui à tous les niveaux (commandement, logistique, etc.) au plus bas degré d'évaluation, CM 4 (*Capability Milestone* 4). En effet, chaque responsable de module concerné par la montée en puissance des forces armées afghanes réalise mensuellement des rapports pour rendre compte de l'avancement du processus « d'afghanisation ». À partir de ces rapports, les unités sont classées sur une échelle allant de (CM 4) où les unités mènent moins de 50% de leurs missions de manière autonome à CM 1 où l'autonomie est réelle dans 85% des cas.

Du fait d'une carence chronique en formateurs, d'un retard pris initialement dans cette mission, du peu de personnels lettrés, l'AAF ne décolle réellement que depuis quelques mois. En octobre 2011, le Congrès indique, par exemple, que les besoins en formateurs ne sont comblés qu'à 71% par l'*US Air Force*. Pour cette mission, peu de *contractors* civils viendront combler les manques. Au final, le passage au niveau CM 1B (qui atteste de la capacité à exécuter ses missions avec une simple surveillance de la coalition) n'est prévu qu'en 2015.

Sans extrapoler hâtivement sur le devenir de l'Afghanistan après 2014, il est certain que l'AAF ne sera pas indépendante à ce moment là. Mais sera-t-elle soutenable ? Programmée pour être opérationnelle en 2016, elle devra, en plus de nombreux autres défis, résoudre encore une

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

équation budgétaire sans doute insoluble sans une aide extérieure conséquente.

En effet, en juin 2010, le budget de fonctionnement mensuel de l'ANA avec l'ANAAC (alors que ce n'est pas la seule institution publique à budgétiser) était équivalent au montant annuel des taxes perçues par le gouvernement afghan⁸⁴. Plus récemment, alors que les États-Unis annonçaient des restrictions budgétaires, environ 4 milliards de dollars de dons pourraient manquer après 2014 pour le budget de fonctionnement (estimé à 8 milliards de dollars) de l'ANA (englobant la police et l'armée)⁸⁵. À part réduire le format global, l'équation semble, dans le contexte économique actuel, insoluble.

⁸⁴ McGIRK, Tim, "Will Afghanistan's Military ever Be Fit to Fight", *Time*, 14 juin 2010.

⁸⁵ BORGER, Julian, "Afghanistan Faces \$4bn Defence Funding Shortfall", *The Guardian*, 1er décembre 2011.

Enseignements :

- La formation d'une composante militaire aussi spécialisée que peut l'être une armée de l'air demande du temps, des moyens et des effectifs.
- Équiper une force armée étrangère nécessite de disposer de contrats de nature bien particulière et assez souple pour mener à bien et rapidement une politique d'acquisition.
- La langue est un aspect important de la formation d'une force armée étrangère par l'aspect normatif qu'elle induit.
- Le maintien de connaissances sur des équipements qui ne sont plus en dotation dans des forces armées plus développées technologiquement se révèle utile.
- Il est nécessaire de penser dès le début à un modèle de forces soutenable dans la durée, en particulier financièrement, par l'état-hôte.
- Dans la formation, le savoir faire est aussi important que le faire savoir, c'est à dire l'insertion des progrès de la force formée dans l'histoire déroulée par la communication stratégique sur les efforts de reconstruction.

CHAPITRE 4 : UNITÉS DE CIRCONSTANCE OU UNITÉS PERMANENTES ?

Les États-Unis comme le Royaume-Uni possèdent une tradition ancienne de formation et d'encadrement de forces armées étrangères. De l'*Indian Army* et son niveau très élevé d'intégration de cadres britanniques à la tête de contingents locaux aux exemples vus précédemment de formation de l'armée vietnamienne, les forces armées de ces deux pays ont plus d'une fois eu affaire à ce genre de problématique.

Qu'en est-il aujourd'hui de la prise en compte de cette question au sein des forces américaines et britanniques ? En particulier, quelles réponses ont été faites à la question de mettre ou non sur pied des unités permanentes et spécialisées dans la formation en remplacement de l'utilisation d'unités *ad hoc* créées pour des missions ponctuelles, mais au final, relativement récurrentes dans le temps ?

1. États-Unis : vers des unités permanentes

« Le volet militaire le plus important dans la guerre contre le terrorisme n'est pas les opérations que nous menons nous-mêmes, mais la manière dont nous sommes capables d'améliorer la capacité de nos partenaires à se défendre par eux-mêmes et à gouverner leur propre pays »

Robert Gates, secrétaire à la défense des États-Unis

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Cette citation est issue d'un discours du secrétaire à la défense prononcé à Washington le 10 octobre 2007 lors de la rencontre annuelle de l'*Association of the United States Army* (AUSA). Elle est depuis utilisée comme un mot d'ordre récurrent en introduction de réflexions visant à explorer le futur de l'*US Army*, ainsi que d'autres services.

Depuis cette déclaration, l'*US Army* a réactivé des formats de brigades entièrement dédiés au conseil et à l'assistance. Ainsi, des *Brigade Combat Team* (BCT) sont devenues des *Advise and Assist Brigade* (AAB)⁸⁶ puis, plus récemment des *Security Force Assistance* (SFA) *Brigade* (SFAB).

Si dans les années 2008-2011, ces brigades modifiées ressemblent plus à des unités de circonstance créées pour répondre à un besoin opérationnel urgent, celui de l'Irak et de l'Afghanistan, le processus est ensuite formalisé. Il est aujourd'hui de plus en plus intégré dans le modèle de développement actuel et futur de l'*US Army*, comme une réponse aux contraintes et aux besoins du contexte stratégique.

Ce passage d'unités de circonstance à des unités permanentes dédiées à ces missions spécifiques est une transition doctrinale, organisationnelle, humaine et matérielle, affectant aussi l'entraînement et la formation. Par bien des aspects, cette transition ne peut être ignorée en France car riche d'enseignements à tirer, voire à appliquer.

Des unités dédiées, en plus des unités de coopération au sein des unités pré-déployées (principalement en Afrique)⁸⁷, sont-elles nécessaires ?

⁸⁶ Le conseil pouvant être vu comme l'aide à la planification et à l'exécution des missions ainsi qu'à la coordination avec des « *enablers* » potentiels. L'assistance étant d'être soi-même un « *enabler* » en apportant des capacités logistiques, de maintenance, d'appui direct ou indirect, etc.

⁸⁷ Les Éléments Français du Sénégal (EFS) sont les premiers à disposer dans leur organigramme d'une unité de commandement et de coopération opérationnelle ainsi que d'une unité de coopération régionale. Environ 150

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Peut-on imaginer des modules prêts au déploiement au sein des CFIM (Centre de formation initiale des militaires du rang) qui disposent actuellement déjà de ressources de formateurs et qui pourraient en recevoir d'autres ? Ou alors au sein des Bureaux opérations instruction (BOI) de certains régiments ? Au sein des possibles GTIA (Groupement tactique interarmes) permanents qui pourraient voir le jour dans le futur ? Ou encore, une filière spécialisée « formation » pourrait-elle à terme être ouverte pour permettre de capitaliser sur les connaissances et les compétences de certains éléments et permettre la reconnaissance de leurs spécificités ?

Les deux grandes questions : qui paye et qui commande ?

Bien avant cette déclaration, l'*US Army* avait très tôt développé le concept de conseillers officiels (Vietnam par exemple) et officieux (forces spéciales en contre-insurrection en Amérique du Sud par exemple). Le conseil s'est formalisé autour de deux grands concepts bien distincts.

La *Security Force Assistance* (SFA) est géré par un budget dépendant du *Department of Defense* (DoD). Chaque armée (terre, air, mer) paye alors au *pro rata* du volume de forces engagées. Elle est menée quand le conflit est ouvert ou que la présence de forces armées américaines peut être politiquement acceptable. C'est le cas de l'entraînement de forces armées dans des pays en paix à des fins de prévention de crise ou lorsque les forces sont déjà engagées comme dans les opérations de type Irak ou Afghanistan.

militaires sur 300 sont ainsi disponibles pour mener de la coopération structurelle ou opérationnelle.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

La *Foreign Internal Defense* (FID) en revanche a été formalisée pour des pays où la présence se doit d'être plus discrète ou dans le cadre de programme mené sous couvert du *Department of State* (DoS). C'est le cas en Azerbaïdjan ou en Géorgie par exemple. La différence avec le SFA est donc aujourd'hui en premier lieu budgétaire (budget du DoS et non du DoD) mais aussi opérationnelle. En effet, les missions remplies sont différentes et menées avec plus de discrétion : contre-insurrection, insurrection, contre-terrorisme... De plus, la FID ne met pas les troupes engagées sous les ordres des grands commandements régionaux. Des acteurs différents, comme la *Central Intelligence Agency* (CIA) ou la *Drug Enforcement Administration* (DEA), joue un rôle dans la chaîne de commandement, en particulier via des antennes locales.

Forces spéciales contre unités conventionnelles

En 2003, le *Brigadier General* Stanley McChrystal, qui est alors le commandant de la *Combined Joint Task Force* 180, qui regroupe les unités de forces spéciales agissant dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom*, refuse que l'*US Army* intervienne pour mener des missions de *Security Force Assistance* (ou *Foreign Internal Defense* comme c'est décrit alors). Le conseil et l'assistance à des forces armées étrangères est pour ce général une attribution historique des unités de forces spéciales⁸⁸.

La situation sécuritaire en Afghanistan a bien changé depuis, les demandes en conseillers et formateurs ont augmenté et le *Brigadier General* devenu commandant de l'ISAF de juin 2009 à juin 2010 a quelque peu modifié sa perception de la question. Plus personne ne conteste

⁸⁸ Rapporté dans T. K. KELLY, Nora BENSACHEL et Olga OLIKER, « Security Force Assistance in Afghanistan – Identifying Lessons for Future Efforts », *Rand Corporation*, 2011.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

l'apport de l'*US Army* dans l'effort de montée en puissance des forces armées afghanes, et irakiennes avant elles. Aujourd'hui, une distinction (bien que non strictement délimitée) est apportée pour définir le spectre couvert par l'une et l'autre des composantes.

Ainsi, aux unités de forces spéciales, reviennent les missions les plus intenses d'accompagnement en opérations et celles nécessitant une certaine discrétion (politique, médiatique, etc.). Aux unités de l'*Army*, l'entraînement de base, la coordination des feux et de la manœuvre, l'apprentissage des compétences de base et le partenariat sur le terrain. Les forces spéciales ont donc perdu l'exclusivité historique de ces missions⁸⁹.

Aujourd'hui, les tensions bureaucratiques et organisationnelles semblent dépassées, bien aidées par l'urgence de la situation irakienne et afghane. Les forces spéciales étant à un niveau extrêmement élevé d'emploi (en particulier pour des missions de contre-terrorisme), il était nécessaire de trouver des remplaçants. De plus, le fait que ces unités doivent rester en dernier sur ces théâtres pour gérer la transition et le retrait leur assure un niveau d'emploi élevé pour encore plusieurs années. L'*US Army* trouve donc en cela une voie de développement potentiel pour agir sur d'autres théâtres.

Par cette appropriation de ces capacités, l'*US Army* construit une justification de son existence et de son maintien à un niveau correct (en

⁸⁹ Notons néanmoins, que ce qui est considéré comme forces spéciales aux États-Unis, à part les unités d'intervention du premier cercle, peut être considéré comme leur infanterie légère dédiée à des commandement régionaux avec des empreintes logistiques limitées et des appuis/soutiens dédiés. De nombreux régiments d'infanterie français, sans même parler d'unités spécialisées comme le Groupement de commandos parachutistes (GCP) ou le Groupement de commandos de montagne (GCM), peuvent ainsi être assimilés par de nombreux aspects à ces forces spéciales.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

particulier en hommes et pour son budget). Dans une logique darwinienne de l'adaptation, une organisation non utile et ne s'adaptant pas est appelée à disparaître. Avec la transition doctrinale de l'*AirLand Battle* à l'actuel *AirSea Battle*⁹⁰, l'*US Army* se devait de se renouveler. Ses capacités de conseil et d'assistance arrivent à point nommé dans les débats qui traversent actuellement les forces armées américaines.

L'Irak comme laboratoire

En 2009, la 4th *Brigade Combat Team* (BCT) de la 1st *Armored Division* doit être déployée dans le Sud-irakien, ancienne zone sous responsabilité britannique. Elle servira de brigade test du concept d'*Assist and Advise Brigade*⁹¹. Si les premiers résultats étaient concluants, six autres brigades devaient suivre. La mission des AAB est d'opérer en coordination avec les *Provincial Reconstruction Teams* (PRT) et les *Military Transition Teams* (MiTT) pour rendre opérationnelle l'armée irakienne et l'*Iraqi Border Patrol*.

Cette brigade, et les suivantes, bénéficieront d'une préparation unique avant leur déploiement. Étendue sur dix mois, cette Mise en condition avant projection (MCP) sera effectuée en collaboration avec des personnels du département d'État. Des officiers et des sous-officiers suivront des stages de « *city manager* » dans la ville d'Austin (Texas). Des hommes du rang se rendront à El Paso, le long de la frontière américano-

⁹⁰ *AirLand Battle* et *AirSea Battle* sont deux conceptions qui ont façonné et qui façonnent les réflexions stratégiques américaines. L'axiome du *Network centric warfare* peut être présenté comme la conception censée apporter la supériorité sur l'adversaire qui permet de lier historiquement ces deux précédentes conceptions.

⁹¹ SHEFTICK, Gary, "Deploying brigade to test 'advise and assist' concept", *US Army Press*, 1er mai 2009.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

mexicaine, pour s'imprégner des nécessités opérationnelles nécessaires à la surveillance d'une frontière.

Enfin, pour garantir la réversibilité de la brigade en cas de dégradation de la situation et pour assurer la protection de ses personnels dans certaines situations, un entraînement « *full spectrum combat* », bien qu'allégé par rapport aux MCP des BCT traditionnelles, sera aussi mené. L'AAB n'est donc pas une « Brigade plus » mais bien une brigade différente dans sa conception et sa finalité.

Si les premiers tests donnent satisfaction, il sera nécessaire d'attendre le passage d'une opération centrée sur la contre-insurrection à une opération centrée sur l'assistance et le conseil pour que le nombre de ces unités augmente significativement. Le passage, à valeur symbolique et opérationnel, de l'opération *Iraqi Freedom* à *New Dawn* au 31 août 2010 marque la consécration de ces unités. Plus aucune brigade de type BCT ne sera alors projetée. Les AAB auront permis, selon les termes du président Obama, de « finir la guerre ».

Le démultiplicateur afghan : les premiers temps

L'amélioration de la mise en application de principes de la contre-insurrection a été le défi majeur des militaires déployés successivement en Afghanistan. Alors que montrer le drapeau (entre autres via des patrouilles) a été un des points clés de cet ensemble de tactiques, il est aujourd'hui reconnu que cet élément serait contre-productif. Un affichage *a minima* est donc aujourd'hui recherché pour ne pas recevoir le statut de forces occupantes, en particulier en mettant en avant les forces de l'État-hôte.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

C'est pour cette raison, et alors que le débat sur la pertinence et l'efficacité de la COIN bat son plein, que l'Afghanistan devient un nouveau terrain d'expérimentation. Si un premier test est effectué à l'été 2009 avec la 4th BCT de la 82nd *Airborne Division* déployée pour l'occasion en « *augmented brigade* », il ne sera pas suivi. Du fait de la dégradation de la situation, cette brigade, qui devait assurer initialement des missions de partenariat avec des policiers afghans, reçoit quelques mois après son déploiement une zone en propre. Plus question de mener de la formation, la priorité est au combat en première ligne.

Quelques mois après, une des raisons qui poussera à réutiliser le modèle de la brigade-type sera d'acquérir une plus grande unité de commandement. En effet, depuis leur création en 2003, les ETT (*Embedded Training Team*), dont l'équivalent otanien depuis 2006 est les OMLT (*Operational Mentor and Liaison Team*), sont formées par des personnels sortis de leurs unités d'origine. Administrativement, cette gestion est relativement lourde pour les services américains. Cela l'est encore plus sur le plan opérationnel.

En effet, les ETT ne dépendent pas du commandement géographique où ils opèrent mais de NTM-A/CSTC-A, une chaîne de commandement dissociée en charge de la montée en puissance des forces armées afghanes. Éparpillées dans tout l'Afghanistan, ces ETT de quelques dizaines de membres sont donc difficiles à soutenir au quotidien et à commander. De plus, les moyens de communication nécessaires sont multipliés pour relier toutes ces entités et des doublons nuisent à l'unité d'action.

D'une manière assez similaire au modèle français, les ETT (et équivalents) seront dorénavant formées par une unique brigade qui aura la responsabilité opérationnelle d'une zone. Ainsi, une brigade fournira la composante de commandement ainsi qu'un certains nombres d'équipes

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

d'assistance et de conseil. Environ une cinquantaine de personnels sera concernée, généralement parmi les officiers et les sous-officiers. Ceci marque pour de nombreux observateurs une différence avec l'Irak où étaient employés exclusivement des officiers.

L'Afghanistan n'est pas l'Irak : aller encore plus loin

Planifié depuis plusieurs mois, le passage en Afghanistan d'une focalisation sur la COIN à une focalisation sur la SFA (de « *Combat first* » à « *ANA first* ») agite début 2012 les médias⁹². Début février, le secrétaire à la défense Leon Panetta n'a fait que confirmer la suite logique des efforts de montée en puissance des forces afghanes⁹³. Il est à noter que la posture des militaires français dans la province de Kapisa et le district de Surobi illustre bien, et en avance, ces passages successifs et ce changement progressif, à la fois sémantique et opérationnel⁹⁴.

⁹² Quelques semaines auparavant, un influent *think-tank* spécialisé dans les questions stratégiques, le *Center for a New American Security* (CNAS), avait publié une note intitulée « The Next Fight : Time for a Change of Mission in Afghanistan ». Largement reprise, elle annonçait les déclarations futures.

⁹³ Le 02 février 2012, Leon Panetta a indiqué que les forces armées américaines passeront en 2013 d'une mission de combat à une mission d'assistance et d'entraînement. Ces propos ont provoqué de vives réactions, sous-estimant le fait que les militaires américains n'ont pas vocation à rester en permanence en Afghanistan et doivent donc donner la main à l'armée et à la police afghane.

⁹⁴ En 2008/2009, les militaires français mènent des opérations avec l'ANA et les ETT américaines. Pour un militaire afghan, six à huit militaires français sont déployés. À partir d'octobre 2009, les OMLT françaises opèrent sur la zone de responsabilité française. La coopération est donc plus sensible, le ratio militaires français / militaires afghans déployés se resserre. Puis les militaires français passent en 2010 dans une logique de partenariat : des unités françaises sont « binomées » avec des unités afghanes. Le ratio est d'environ un pour un. Enfin, mi- 2011, des Détachements de liaison d'appui et de soutien (DLAS)

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Pour les militaires américains, afin de poursuivre les efforts réalisés, des ajustements devront être aussi effectués. C'est pour cela que des SFA *Brigade* seront donc prochainement déployées à partir du printemps 2012. Fin 2011, seule la 170th *Infantry BCT* (stationnée en temps normal en Allemagne) a basculé au format *Security Force Assistance Brigade*⁹⁵ dans le *Regional Command – North*, une zone relativement stable. D'autres devraient faire de même sous peu, des réflexions étant encore menées pour mettre sur pied des modèles de génération de forces les plus efficaces possibles.

En effet, un des reproches faites au SFAB est d'être une brigade de cadres qui ponctionne les ressources de l'unité mère (rendue inopérante) en déployant majoritairement des officiers et des sous-officiers, ainsi que certains spécialistes rares (en particulier ceux de la logistique, du renseignement, des transmissions, etc.). Ces personnels sont d'une part déjà usés par de nombreux déploiements et d'autre part peu enclins à s'engager pour cette mission jugée peu gratifiante et extrêmement frustrante.

En effet, les témoignages notent que dans l'esprit des membres de l'*US Army*, l'action cinétique par le feu reste prédominante⁹⁶. Le

apportent à l'ANA les capacités non encore maîtrisées (appui feu, aérien, santé). Le ratio est alors inversé : il y a plus de militaires afghans que de militaires français.

⁹⁵ KLUTTS, Christopher, "170th Brigade shifts to security force assistance teams", *ISAF Press Release*, 18 décembre 2011.

⁹⁶ La note d'analyse du CNAS citée plus haut note d'ailleurs que le principal frein au passage de la mission « combat » à la mission « SFA » sera les membres de l'*US Army* eux-mêmes. Le changement des mentalités n'a apparemment pas été total après dix années ininterrompues d'opérations en Afghanistan et en Irak, marquées par une tentative de diffuser un usage de la force et du feu de manière discriminée et à un juste niveau.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

partenariat et l'assistance ne sont pas des tâches considérées comme nobles. De plus, les gratifications (primes et récompenses) pour ces missions, pourtant exigeantes (et essentielles), ne sont pas proportionnelles à celles gagnées au cours d'actions de combat. Enfin, et malgré les compétences et les qualités propres à un conseiller, ces expériences sont mal reconnues pour l'accès aux rangs supérieurs et la progression de la carrière.

Une gestion plus juste et plus reconnaissante des ressources humaines sera ainsi mise en place, en particulier par le général William Casey, ancien chef d'état-major de l'*US Army*. Pour à la fois gratifier ces conseillers et ne pas perdre des compétences difficilement acquises, des filières spécifiques seront créées. Des commandements seront ainsi réservés à ces conseillers. De plus, pour assurer de meilleurs transferts et conservations des acquis, des unités seront particulièrement affectées à ces missions. C'est le cas de la 4th BCT de la 1st *Armored Division* qui est envoyée en 2009 en Irak et qui doit être envoyée en Afghanistan en 2012⁹⁷.

Le retrait amorcé des effectifs de la coalition en Afghanistan devrait voir de nouveaux formats d'unités émerger. En effet, afin de prendre en compte les impératifs de protection et de soutien des conseillers, des réflexions sont menées pour des unités intégrant à la fois des modules de *Quick Reaction Force* (QRF), de logistique et d'équipes de conseillers placés à tous les niveaux de l'ANA : corps, brigade, *kandak* (ou bataillon) et compagnie⁹⁸. Parmi ces personnels, se trouveront beaucoup

⁹⁷ Les autres unités prévues dans un premier temps sont la 3rd *Heavy BCT* / 4th *Infantry Division*, la 2nd *Infantry BCT* / 101st *Infantry Division* et la 2nd *Heavy BCT* / 3rd *Infantry Division*.

⁹⁸ Colonel DALE, John et Major ZAPPA, Daniel, "Afghan Advise and Assist Group", *Small Wars Journal*, 1er juin 2011 (disponible sur <http://smallwarsjournal.com> consulté le 10 février 2012).

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

de réservistes recherchés pour leurs compétences dans la vie civile : policier, juriste, manager, etc.

Dépasser la COIN et capitaliser sur l'expérience passée

Marquant d'une certaine façon l'intégration entière au sein de l'*US Army* de la logique de SFA telle que défendue par les forces spéciales, il est prévu qu'une partie des brigades soit alignée régionalement. Certaines brigades seront donc mises à la disposition d'un des sept commandements régionaux américains. C'est déjà le cas des unités de forces spéciales de l'*US Army* qui sont assignés à des zones régionales (Pacifique, Europe et Afrique du Nord, Amérique Latine et Caraïbes, Moyen-Orient et Asie Centrale, Afrique sub-saharienne).

Ainsi, il est prévu que pour l'année fiscale 2012-2013, le commandement régional en charge de l'Afrique, AFRICOM, dispose d'une RAB (*Regionally Aligned Brigade*). Ce commandement régional est particulier puisqu'il est le seul à ne pas disposer actuellement de troupes en propre. Au sein de la brigade désignée, des équipes seront prêtes à partir selon les besoins d'assurer des missions de coopération. Un échelon de commandement devrait être déployé à Djibouti au Camp Lemonnier, emprise américaine sur le continent africain. Cet échelon devrait coordonner l'ensemble des équipes et assurer l'interface avec le reste de la brigade resté aux États-Unis⁹⁹. Cette dernière devant se tenir prête à intervenir en cas d'opérations.

Si cette expérimentation s'avère concluante, les zones Amérique Latine et Pacifique pourraient bénéficier rapidement de mesures similaires.

⁹⁹ HARTAMYER, M. S., "SFA in Africa: the case for regionally aligned BCTs", *Army*, novembre 2011, pp. 47-49.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Cela permettrait d'ailleurs un véritable effort de préparation en amont pour les brigades concernées, en particulier via la *162nd Infantry Brigade*, unité spécialisée dans la formation de conseillers et basée à Fort Polk (Louisiane)¹⁰⁰. En effet, une instruction intensive sur les aspects géographiques, linguistiques et culturels des zones d'opérations pourra être délivrée. En France, une structure comme l'EMSOME (École militaire de spécialisation de l'Outre-mer et de l'étranger) pourrait avoir un rôle à jouer¹⁰¹.

Et sinon dans les textes ?

Préalablement débattue en termes stratégiques, opérationnels ou économiques, la mise en place de telles unités doit encore être pleinement intégrée dans les textes de doctrine. Le *Field Manual 3-071 Security Force Assistance* paru en mai 2009 consacre la SFA comme compétence clé qui se retrouve à la fois dans la COIN, la FID, la *Security Assistance* et les *Major Combat Operations*. Document qui décrit les capacités de l'*US Army* pour les années 2016-2028, l'*Army Capstone Concept* paru en 2009 place la force d'assistance à la sécurité auprès de forces « indigènes » en tête des actions opérationnelles du futur.

En France, les textes de doctrine, comme le *Concept d'emploi des forces* ou la *Doctrine d'emploi des forces* prennent-ils en compte l'entière palette de capacités du conseil et de l'assistance ? S'agit-il d'une « situation générique » en elle-même ? Ne devrait-elle pas devenir à terme

¹⁰⁰ McCOOEY, Kevin, "Tiger Brigade tasked with training Army combat advisors", *US Army Press Release*, 21 septembre 2009.

¹⁰¹ « Pôle acculturation » de l'armée de terre, l'EMSOME a pour mission de préparer tout militaire appelé à servir Outre-mer et à l'étranger, en mission de courte ou de longue durée, via des formations sur son futur environnement d'opérations.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

une « aptitude structurante » (ou *core function*) de nos armées ? Offrant des perspectives utiles à la fois dans les fonctions stratégiques « prévention » et « intervention », cette question pourrait trouver une réponse dans le dépassement de l'actuel *Concept exploratoire sur l'assistance militaire opérationnelle*¹⁰².

2. Le Royaume-Uni : le choix de l'interministériel

Puissance coloniale à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, le Royaume-Uni a considérablement réduit depuis sa présence militaire en Afrique. Elle déploie dorénavant un dispositif extrêmement léger de formation et de conseil à des forces armées locales. Les militaires britanniques sont contraints par le fait qu'ils ne disposent quasiment plus de bases permanentes, à part au Kenya. Ainsi, seuls des détachements modestes, et de circonstance, opèrent sur des périodes généralement peu longues.

Depuis les indépendances plus ou moins négociées, majoritairement dans les années 1960, la présence britannique sur le continent ne cesse de se réduire. Un réajustement géographique des intérêts stratégiques britanniques ajouté, surtout dans les dernières

¹⁰² Le 4 janvier 2011, le Concept exploratoire CEIA 3.21 rédigé par le Centre interarmées de concepts, de doctrine et d'expérimentations (CICDE) a été validé. Portant sur « L'assistance militaire opérationnelle à une force armée étrangère », ce concept gagnerait à ne pas rester qu'« exploratoire ». Une réflexion prenant en compte l'ensemble des opportunités, des composantes, et des défis de cette question de l'assistance se doit d'émerger, à un niveau interarmées, voire dès le début interministériel.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

années, à une forte pression budgétaire imposent aux forces armées britanniques de faire des choix : de faire moins, et de faire différemment.

Sur le plan géographique, le Royaume-Uni a abandonné une vision globale de l'Afrique. Ainsi, des choix ont été faits selon les intérêts afin de réduire les ambitions. Aujourd'hui, des pays comme le Kenya, l'Ouganda ou la Sierra Leone restent des priorités dans la définition et la mise en place d'une stratégie britannique. Un abandon quasi complet du quart Ouest est en cours ainsi qu'une focalisation encore plus exacerbée sur l'Afrique Centrale et de l'Est.

Sur la manière, sans sous-estimer des possibles similitudes avec d'autres approches nationales, l'intégration interministérielle poussée pourrait caractériser l'approche britannique. Elle est visible à la fois dans les dispositifs permanents mis en place au Royaume-Uni, dans la composition des équipes de formateurs envoyées dans les États hôtes et dans les compétences transmises aux forces armées locales.

Au Kenya, pour encore combien de temps ?

Depuis l'indépendance du Kenya proclamée en 1963, le gouvernement kenyan accorde annuellement à des éléments britanniques de venir s'entraîner sur des champs de tirs, à Archers Post et Dol Dol (au centre du pays). Un détachement d'hélicoptères est encore maintenu sur place ainsi qu'un élément permanent de commandement et de soutien logistique : la *British Army Training Unit Kenya* (ou BATUK). Après un accord portant sur six bataillons par an pour des durées de quatre

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

semaines jusqu'à la fin des années 2000, l'autorisation porte dorénavant pour trois bataillons par an pour des exercices de six semaines¹⁰³.

Ces vastes terrains de manœuvre sont privilégiés pour les exercices de tirs à balles réelles ainsi que pour l'aguerrissement des détachements s'apprêtant à partir sur les théâtres exigeants comme l'Irak et comme encore l'Afghanistan. Généralement, ce sont plus les armées britanniques via l'envoi de bataillons (l'équivalent de groupements tactiques interarmes ou GTIA) que les forces armées kenyanes qui bénéficient de tels champs de manœuvre. L'armée kenyane n'a que peu de rapports avec les unités tournantes lors de leurs séjours. Néanmoins, il est possible d'envisager le retour à de tels échanges.

Effort sur le trou sécuritaire somalien via l'Ouganda

En Ouganda, l'armée de terre britannique envoie depuis mars 2007 des détachements de quelques hommes pour former des unités s'apprêtant à partir en Somalie. En effet, dans le cadre de l'opération AMISOM (*African Union Mission in Somalia*) de l'Union africaine approuvée par les Nations Unies, des bataillons de l'*Uganda People's Defence Force* (UPDF) sont envoyés dans la capitale Mogadiscio afin d'assurer des missions de stabilisation.

¹⁰³ Accusant en 2003 des militaires britanniques de viols, une plainte collective de femmes Masaai et Samburu a pendant de nombreuses années fait planer un doute sur le renouvellement annuel de ses autorisations. Bien que classée sans suite, cette action a laissé des traces dans la perception par les populations civiles des troupes britanniques. Plus récemment, le fait que des Kenyans, majoritairement des enfants, soient tués ou blessés par des munitions non ramassées sur ces champs de tir a rendu encore plus complexe les discussions entourant la poursuite de ces activités.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Un nouveau concept stratégique devant bientôt être adopté permettrait un élargissement de la zone de responsabilité de l'AMISOM au-delà de la simple capitale Mogadiscio. Cet effort supplémentaire nécessiterait donc un volume de forces supplémentaires, et donc un regain d'activités pour la formation et la mise à niveau de ses unités.

Les formateurs sont généralement des vétérans d'Afghanistan qui dans le cadre de leur cycle de régénération et de remontée en puissance après ce déploiement exigeant sont envoyés sur des missions moins risquées. Ils bénéficient en plus souvent d'expériences acquises dans le cadre de ce déploiement à la fois dans l'encadrement de forces locales (armée ou police afghanes) et de compétences tactiques fraîches (lutte contre les engins explosifs improvisés). L'exploitation de leur retour d'expérience est donc maximale.

Les formations prodiguées durant quelques semaines portent généralement sur des aspects tactiques : combat urbain, premiers secours, etc. Néanmoins, des aspects plus particuliers et d'un niveau supérieur sont aussi abordés comme les questions juridiques, la gestion des médias ou la mise sur pied d'un état-major projetable. Au cours de l'année 2011, 60 détachements de circonstance sont ainsi envoyés¹⁰⁴.

En Sierra Leone, « l'après » de la dernière intervention dite « à la française »

Le Sierra Leone reste pour le moment le dernier pays d'Afrique où le Royaume-Uni s'est ingéré militairement. À l'été 2000, lors des opérations *Kukri* et *Palliser*, un fort contingent de militaires britanniques

¹⁰⁴ "Spreading the British Army's influence in Africa", *Soldier – Magazine of the British Army*, février 2011.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

(plus de 700 hommes) est envoyé pour mettre fin à la prise d'otages de Casques Bleus (de la mission UNAMSIL ou *United Nations Mission in Sierra Leone*) détenus par le *Revolutionary United Front* (RUF) et libérer des contingents encerclés dans leurs bases.

À la fois dans le cadre d'un processus de DDR (Désarmement, démobilisation et réintégration) et de RSS (Réforme du secteur de la sécurité), l'opération *Basilica* prend le relais pour gérer l'après intervention. Si jusqu'en septembre 2001, de nombreux éléments britanniques (via sept *Short-Term Training Teams* ou STTT) sont restés sur place pour assurer des missions de formation, leur nombre a été ensuite extrêmement réduit durant les années suivant la guerre civile et la régénération de forces armées sierra léonaises.

Dans une logique de montée en puissance rapide et à court terme, les STTT ont organisé des écoles en jungle pour développer les compétences basiques d'infanterie (patrouilles, check point, etc.). Les unités formées étaient ensuite envoyées directement affronter les éléments du RUF. Sur le plus long terme, des *International Military Assistance Training Team* (IMATT) ont été mises en place se concentrant principalement sur les officiers. Cet effort s'inscrivait dans une approche globale intégrant aussi la reconstruction institutionnelle du pays.

Plus récemment, en 2011, des détachements de moins de 10 personnes ont assuré l'équivalent des missions des Détachements d'instruction opérationnelle (DIO) français au profit des *Republic of Sierra Leone Armed Forces* (RSLAF). Ces dernières prévoient de projeter en avril 2012 environ 850 personnels en Somalie au sein de l'AMISOM pour soutenir les contingents burundais et ougandais. L'instruction via l'IMATT toujours en place, bien qu'à un niveau plus réduit qu'entre 2000 et 2002 et avec des prérogatives différentes, portait principalement sur le tir à l'arme légère et au mortier.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

L'effort dans l'interministériel et le civilo-militaire

Durant les années 1999 et 2000, alors que le gouvernement britannique passe en revue son approche diplomatique dans la prévention des conflits, des axes d'effort sont relevés. Il est en particulier demandé de renforcer le niveau interministériel : une approche globale avant l'heure, avant qu'elle ne soit mise au devant de la scène sur le plan militaire via les débats concernant la stabilisation de l'Irak et de l'Afghanistan.

Ainsi, le *Foreign and Commonwealth Office* (FCO), le *Ministry of Defence* (MOD) et le *Department for International Development* (DFID) se réuniront au sein de « pools » régionaux pour développer les capacités de prévention des conflits et de maintien de la paix des pays africains. Ils prendront la suite et renforceront des accords bilatéraux signés dans les années 1970, au lendemain des indépendances.

Des entités comme la *Stabilisation Unit* créée en 2007 et dédiée à la reconstruction post-conflit ou le MSSG (*Military Stabilisation Support Group*) chargé de la formation des forces britanniques mais aussi étrangères aux actions civilo-militaires. La *Stabilisation Unit* est déjà intervenue sur des problématiques touchant plusieurs pays d'Afrique comme la République démocratique du Congo (RDC), la Sierra Leone, la Somalie ou l'Éthiopie.

Des personnels du MSSG (issus des trois armées, de l'active comme de la réserve) ont aussi été déployés en coopération avec la *Stabilisation Unit* ou de le DFID pour mener des exercices de gestion de crise, en particulier au Botswana. Si l'un des buts de l'exercice se déroulant en novembre 2011 était l'entraînement des personnels, mais aussi la transmission de compétences et connaissances à leurs homologues botswanais.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Rompant avec « une offre de services » en inadéquation avec les besoins des États hôtes, le Royaume-Uni a participé au développement de compétences non strictement militaires. C'est le cas du centre de Nairobi, l'IMATT (SL), ouvert en 2005 est spécialisé dans les chiens détecteurs d'explosifs. Les formations sont ouvertes aux militaires, mais aussi aux administrations civiles (police, sécurité civile, etc.) et aux ONG.

Enfin, au Kenya, en plus de fournir des personnels pour l'*International Mine Action Training Centre* (IMATC) spécialisé dans la dépollution de terrains minés, des Britanniques sont présents au sein du *Peace Support Training Centre* (PSTC). Créé en 2001, ce centre propose des formations extrêmement diverses pour les opérations de soutien de la paix. Ouvert à l'origine pour les armées kényanes, il est depuis un outil de rayonnement sur tout le continent.

Enseignements :

- La formation peut s'apparenter par bien des aspects à une compétence clé et structurante pour les forces armées, nécessitant des changements organisationnels et doctrinaux.
- Le début de la prise en compte dans les efforts de formation du volet interministériel de la prévention et de la gestion de crise représente une plus value indéniable.
- La formation ne peut s'apparenter à une compétence uniquement détenue par des forces spéciales, tant les besoins sont variés et que dans certaines conditions, les unités conventionnelles représentent des multiplicateurs de possibilités en prenant en compte ses activités.
- La gestion des ressources humaines de formateurs est un défi, à la fois pour conserver et ne pas perdre ces compétences, ainsi que pour mettre en avant la particularité des tâches accomplies par les formateurs.
- Le développement d'une offre de services globale ou spécialisée (sur certains créneaux) répond à des logiques différentes – en particulier vis à vis de challengers –, nécessitant une réflexion poussée en amont sur les objectifs à atteindre.

**LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION
DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010**

Partie II

Formations externalisées à des sociétés militaires privées : Croatie, Bosnie, Libéria, Irak

■ **CHAPITRE 5 : LE SECTEUR MILITAIRE PRIVÉ AU COEUR DE
LA POLITIQUE D'ASSISTANCE MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS**

La France peut-elle envisager un jour d'externaliser, ponctuellement, la formation d'armées étrangères à des sociétés de conseil militaires spécialisées ? La question vaut la peine d'être posée puisque l'externalisation de la fonction « formation » aux sociétés militaires et de sécurité privée¹⁰⁵ est devenue aujourd'hui une *praxis* incontournable de la stratégie américaine et plus largement des gouvernements anglo-saxons (Angleterre, Canada et Australie). Dans un contexte de crise économique et d'intensification des pressions budgétaires sur les structures de force et de ponction des effectifs réguliers, de réduction continue du format et du contrat opérationnels de nos armées, une analyse objective, cohérente et réaliste des enjeux qui pèsent sur notre politique de coopération et d'influence militaires, sur le maintien de son intégrité et sur sa pérennité, ne peut sciemment passer outre l'examen d'une question d'une telle importance. L'État français ne pourra, à moins d'abandonner purement et simplement ses emprises en Afrique, faire l'économie d'une réflexion avancée sur l'externalisation de certains programmes de formation. Condamner unilatéralement le recours aux sociétés militaires privées reviendrait à se priver d'une option additionnelle extrêmement précieuse pour notre dispositif de coopération et qui fait aujourd'hui partie intégrante de la gamme géostratégique des

¹⁰⁵ Nous emploierons dans ce chapitre le terme de « société militaire privée », le plus populaire à l'échelle mondiale, en lieu et place de la dénomination officielle retenue par le SGDSN d'« Entreprises de services de sécurité et de défense » (ESSD), vocable qui relève de la stratégie de communication de l'État français.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

grandes puissances. Option qui ne saurait cependant se révéler pleinement efficace que si l'État est capable de contrôler de façon effective les missions attribuées aux sociétés privées et la totalité du processus de sous-traitance.

Le secteur militaire privé siège en effet aujourd'hui au cœur de la politique de coopération et d'assistance militaire des États-Unis. L'ensemble des programmes de coopération pilotés par l'AFRICOM et le département d'État (AFRICAP, APS, ACOTA) est soit appuyé soit mis en œuvre directement par des sociétés de services militaires privées qui ont fait du conseil et de la formation leur cœur de métier et le pivot de leur activité commerciale. La logistique et le soutien de l'*African Peacekeeping Program* (AFRICAP) sont par exemple aux mains d'un consortium formé par AECOM, Dyncorp, PSI et Pacific Architects & Engineers (PAE) dans le cadre d'un contrat IDIQ¹⁰⁶ d'un montant d'une valeur totale de 1,5 milliard de dollars qui court sur les cinq prochaines années. C'est dans ce cadre que DynCorp International formera notamment à partir de 2012 les cadres

¹⁰⁶ IDIQ : *Indefinite Delivery-Indefinite Quantity*. Les contrats IDIQ sont des contrats-parapluies dont le montant varie de la centaine de millions à la dizaine de milliards de dollars, d'une durée moyenne de cinq à dix ans, qui centralisent une multitude de sous-contrats liés à la fourniture de services spécifiques pour le marché intérieur et extérieur de la guerre. Ces contrats forment le socle économique du marché des services militaires intraterritoriaux et expéditionnaires. Au titre des IDIQ expéditionnaires, on retrouve, entre autres le LOGCAP (KBR, Dyncorp et Fluor) dont la valeur totale pourrait avoisiner les 150 milliards de dollars en 2017, le *Criminal Justice Program Support* (CPJS) attribué par le bureau des narcotiques et du maintien de l'ordre (INI) du département d'État à un consortium formé par Dyncorp, *Justice Services International*, MPRI, PA&E, *Civilian Police International*, le *Worldwide Personal Protective Services* (WPPS), qui regroupe l'ensemble des contrats de sécurité relatifs à la protection des ambassades et des diplomates américains (Blackwater/Xe, Triple Canopy, Dyncorp), le *Defense Language Interpretation Translation Enterprise* (DLITE) pour la fourniture de linguistes, traducteurs et interrogateurs (Global Linguist Solutions), etc.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

de l'armée nationale congolaise en République démocratique du Congo dans les domaines de la logistique, des transmissions et du génie¹⁰⁷.

1. Généalogie de la privatisation des politiques anglo-saxonnes d'assistance militaire américaine

Le phénomène de sous-traitance de la formation des armées étrangères à des entités privées ne constitue en rien une nouveauté outre-Atlantique. En 1954, contraint par les accords de Genève qui limitaient l'assistance militaire américaine au gouvernement sud-vietnamien à un contingent de 342 instructeurs, le *Military Assistance Advisory Group Vietnam* (MAAG) contourna ce quota en embauchant des consultants civils, recrutés au sein de l'université du Michigan, pour compléter les effectifs d'instructeurs qui lui faisaient défaut. Préfigurant les futurs *Train-and-Equip* en Croatie et en Bosnie, la firme Booz Allen fournit non seulement un soutien technique au *Strategic and Tactics Analysis Group* et à l'*Army Concept Team* au Vietnam, mais fut également chargée à partir de 1970 de la mise au point du programme d'instruction des officiers sud-vietnamiens dans le cadre du projet de *Civil Operations and Revolutionary Development Support*¹⁰⁸. Les consultants de Booz Allen, embarqués dans les patrouilles de l'armée nationale vietnamienne, se virent aussi assigner la tâche de former les sud-vietnamiens sur le matériel radio fourni par l'armée américaine et d'en évaluer le bon usage.

¹⁰⁷ CHAPLEAU, Philippe, « AFRICAP: DynCorp va former des officiers en RDC », blogue *Lignes de défense*, 2 juin 2011. <http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2011/06/02/africap-dyncorp-va-former-des-officiers-en-rdc.html>

¹⁰⁸ Brigadier General COLLINS, James Jr., *“The Development and Training of the South Vietnamese Army 1950-1972”*, Washington DC: Department of the Army, 1975, p.111-112.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Néanmoins, on ne doit pas la paternité de ces fameuses sociétés de mercenariat professionnelles aux États-Unis mais à l'Angleterre, en particulier au *Special Air Service* (SAS) qui fut à l'origine directe de la résurrection des entreprises militaires privées. Créé pendant la Seconde Guerre mondiale par le colonel David Stirling pour former les troupes parachutistes chargées de mener des opérations de sabotage derrière les lignes allemandes en Afrique du Nord, le SAS - véritable « armée dans l'armée » aux dires mêmes de son demiurge - constitua le spécimen des forces spéciales qui dominent aujourd'hui les fonctions de contre-terrorisme dans les armées occidentales. Dissout après le conflit mondial, le SAS renaquit grâce au *lobbying* pugnace de Stirling et participa activement à l'écrasement de l'insurrection communiste en Malaisie en 1948 et de la guérilla Maï-maï au Kenya en 1956. C'est dans ce contexte que le SAS systématisa la pratique d'« autochtonisation » de la contre-rébellion, qui consiste à contrer l'insurrection de l'intérieur en recrutant des forces autochtones, un principe que le colonel Frank Kitson théoriserait quelques années plus tard dans son ouvrage *Gangs and Countergangs*¹⁰⁹, qui décrit par le menu la formation à grande échelle d'unités maï-maï. La stratégie adoptée au Kenya fut un tel succès (11 000 à 20 000 rebelles tués contre 200 soldats britanniques¹¹⁰) qu'elle devint un standard de la politique contre-insurrectionnelle du service¹¹¹. La chose est importante à souligner puisqu'elle est aujourd'hui encore au cœur des pratiques de

¹⁰⁹ KITSON, Frank, *Gangs and Countergangs*, Barrie and Rockliff, 1960.

¹¹⁰ Le chiffre officiel des insurgés tués est de 11 053. David Anderson parle de 20 000 morts dans le camp rebelle, Elkins de 70 000. Les travaux d'Anderson faisant autorité, on s'arrêtera sur son hypothèse. Voir : ANDERSON, David, « *Histories of the Hanged: The Dirty War in Kenya and the End of Empire* », London: Weidenfeld and Nicolson, 2005.

¹¹¹ Dans les années 1960, 30 % des effectifs de soldats du rang du SAS provenaient de tribus maoris de Nouvelle-Zélande ou des tribus sarawaks d'Indonésie qui menèrent des actions de déstabilisation en Asie du Sud, particulièrement en Birmanie et dans le Nord-Est de l'Inde.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

recrutement des sociétés militaires privées en Irak et en Afghanistan. Par la suite, le SAS se trouva rapidement placé au cœur du réseau mercenaire agissant pour le compte de la Couronne britannique et du *Secret Intelligence Service* (SIS) - actuel MI6 -, dans le cadre des conflits de décolonisation. En marge de son célèbre 22^e régiment d'active, sa colonne vertébrale, le SAS s'appuie sur deux régiments de réserve opérationnelle, le 21^e, basé à Londres dans le quartier de Chelsea et le 23^e, basé à Birmingham. Le 21^e régiment va être organisé par Stirling pour servir de bassin de recrutement informel pour des opérations mercenaires commanditées par le SIS afin de maintenir les intérêts du Royaume-Uni dans ses anciennes colonies du Golfe persique. Les expéditions se font d'abord ouvertement, comme en 1958, quand un escadron du SAS est envoyé à Oman pour former l'armée du Sultanat. C'est d'ailleurs à cette époque que les officiers de l'armée et des forces spéciales prennent possession de la quasi totalité des commandements des forces omanaises, le poste de chef d'état-major de l'armée du sultanat ayant été occupé par un officier supérieur britannique jusqu'en 1977¹¹². À cette mission ouverte succède à partir de 1962 une série d'opérations mercenaires clandestines menées au Yémen, pays limitrophe du sultanat, pour contrecarrer la tentative de coup d'État, pilotée par l'Égypte, contre le gouvernement royaliste yéménite, soutenu par l'Arabie Saoudite, Israël, la Grande-Bretagne et la France¹¹³. Stirling planifie l'intervention de son bureau de Londres avec le SIS. La direction des opérations est confiée au colonel de

¹¹² Le dernier fut le général Timothy Creasey, devenu par la suite commandant de la *British Army* en Irlande du Nord. De nombreux officiers britanniques occupèrent des postes de commandement dans les armées et la police des Émirats (Oman, Dubaï, Bahreïn) jusqu'à la fin des années 1990. Ce fut également le cas de Ian Henderson, ancien SAS, ancien officier de police colonial pendant l'insurrection Maï-maï et chef du Conseil de sécurité national du Bahreïn pendant trente ans.

¹¹³ Bob Denard et Roger Faulques épaulèrent à l'époque les forces britanniques.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

réserve James Johnson, ancien commandant du 21^e SAS et cadre de la Lloyd's dans le civil. Pour couvrir l'opération, Stirling crée deux entités en 1966 : une société de sécurité baptisée Watchguard, qui forme et encadre les forces spéciales du Sultanat et fournit la main-d'œuvre à l'opération de contre-rébellion KAS (« Kilo Alpha Services », code du SAS pendant le conflit mondial), et une télévision - Television International Entreprises - qui prête ses locaux à Watchguard. La direction des ressources humaines est confiée au major Dare Newell, secrétaire général du Club des forces spéciales, qui assure le recrutement et le transfert des soldats du SAS dans Watchguard. À peine trois ans après la clôture de l'opération en 1967, les effectifs du SAS sont à nouveau mis à profit à Oman : d'abord dans la révolution de palais menée par le sultan Qabus ibn Saïd pour renverser son père¹¹⁴, puis dans la guerre du Dhofar qui met le sultanat aux prises avec un mouvement séparatiste du Sud du pays, sur la frontière yéménite. Le flux des officiers entre l'Angleterre et Oman est alors incessant, les militaires britanniques n'ayant de cesse de revêtir puis d'ôter leur uniforme au gré des intéressements et des postes de commandement offerts par le Sultanat¹¹⁵. Les activités de Watchguard s'étendront par la suite à l'ensemble des anciennes emprises de l'empire britannique. La société entraîne « des troupes d'élite de pays allant d'Abu Dhabi à la Zambie en passant par le Sierra Leone. Certains contrats [...] incluaient, par exemple, la création de postes de commandement régimentaires secrets

¹¹⁴ Après la prise du pouvoir par Qabus ibn Saïd, les effectifs de l'armée omanaise grimpèrent de 3 000 à 10 000 hommes, principalement des Britanniques et des Pakistanais.

¹¹⁵ Sur les opérations du MI6, voir : DORRIL, Stephen, «MI6: Inside the Covert World of Her Majesty's Secret Intelligence Service», *The Free Press*, New York, 2000.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

où un dirigeant aurait pu transporter son cabinet dans l'éventualité d'un coup d'État¹¹⁶ ».

Au début des années 1970, alors que Stirling perd peu à peu sa position privilégiée de chef d'orchestre des opérations clandestines auprès des autorités politiques britanniques, il décide de fonder, avec l'appui de la fondation animalière *World Wildlife Federation* du prince Philip, l'entreprise KAS International dont il confia la direction des opérations à l'ancien commandant du 23^e SAS et responsable de la *Counter-Terrorism Warfare Team*, le lieutenant-colonel Ian Crooke. L'activité officielle de KAS était de lutter contre le braconnage dans les réserves d'Afrique du Sud dans le cadre d'une opération baptisée « Lock », mais la firme fournissait en réalité un appui aux Zoulous de l'Inkatha Freedom Party dirigé par Mangosuthu Buthelezi dans la lutte qui l'opposait à l'ANC et au clan « madiba » de Nelson Mandela¹¹⁷. KAS supervisa notamment l'entraînement des commandos Zoulous, recrutés dans les rangs des garde-chasses des parcs animaliers. Le conflit interne aux bantoustans fera 10 000 morts de 1990 à 1995. En 1993, une enquête du gouvernement du Zimbabwe conclut que le massacre de Boipatong commis par l'Inkatha fut le fait de l'escadron namibien « Crowbar », une unité anticynégétique créée et formée par KAS¹¹⁸. Il se trouve que plusieurs membres de cette fameuse unité « Crowbar » rejoindront par la suite *Executive Outcomes*.

Dans le sillon de Stirling, c'est toute une génération de chefs mercenaires issus du SAS qui va émerger et qui va poursuivre la

¹¹⁶ GERHARTY, Tony, "Who Dares Wins", *Arms and Labour Press*, Londres, 1980, p. 96.

¹¹⁷ BREWDA, Joseph, "The SAS: Prince Philip's manager of terrorism", *Executive Intelligence Review*, vol. 22, n°41, octobre 1995.

¹¹⁸ Le fait que KAS ait formé de telles forces paramilitaires sud-africaines n'a rien d'étonnant quand on sait l'implantation des réseaux de recrutement du SAS en Rodhésie, où Stirling fonda dès 1949 l'African Capricorn Society qui, sous couvert de philanthropie, servait de nœud de recrutement local au SAS.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

professionnalisation de ce modèle d'entreprise de guerre. Parmi eux, le major David Walker a sans doute été le plus prolifique. Walker fonda le groupe Control Risks en 1974, avec trois autres anciens du service, dont Arish Turle (qui rejoindra par la suite la multinationale du renseignement Kroll). Une fois la rébellion du Dhofar écrasée en 1976¹¹⁹, Walker prit une part décisive dans le maintien de l'influence britannique à Oman à travers la création de Keeni Meeni Services¹²⁰ (KMS) et de Saladin Security sa jumelle¹²¹, qui assurèrent l'instruction des forces omanaises. Le rayonnement de KMS fut bientôt tel que la firme acquit un statut de régiment fantôme ; nombre de conversations au sein du mess des officiers évoquant alors un légendaire « 24^e SAS »¹²². Walker profita des réseaux qu'il avait constitués au Chili et en Colombie du temps de son service en tant qu'officier de protection auprès des ambassades britanniques pour développer ses activités commerciales en Amérique du Sud. C'est dans ce cadre que le lieutenant-colonel Oliver North, qui supervisait le financement de la guérilla Contra au Nicaragua via le transfert des fonds issus des ventes d'armes à l'Iran pour le compte du Conseil de sécurité national américain, eut recours aux services de Walker pour recruter des pilotes honduriens chargés de parachuter l'armement à l'insurrection anti-sandiniste. L'affaire, révélée en 1989, fit si grand bruit en Angleterre que certains parlementaires suggérèrent des poursuites judiciaires à l'encontre

¹¹⁹ La contre-rébellion au Dhofar fit 35 morts parmi les soldats britanniques, dont 12 pour le SAS, soit 10 % de sa force de combat.

¹²⁰ Selon les interprétations, « Keeni Meeni » serait une transposition d'un terme argotique arabe désignant les opérations sous couverture ou (hypothèse de John Cooley) d'un terme employé par les mercenaires britanniques ayant servi dans la guerre des Maï-maï au Kenya, dérivé du swahili et décrivant la reptation d'un serpent dans l'herbe.

¹²¹ BREWDA, Joseph, « Dans les années 1980, KMS partageait des bureaux avec Saladin Security, une autre société du SAS, voisine de l'état-major du 22^e SAS à Londres. », « The SAS: Prince Philip's manager of terrorism », *Executive Intelligence Review*, vol. 22, n°41, octobre 1995.

¹²² Roger Faligot, *Guerre Spéciale en Europe*, Paris, Flammarion, 1980, p.47.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

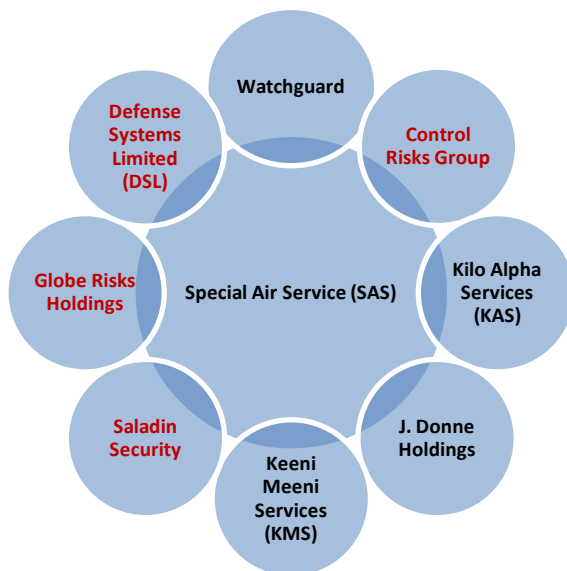
de Walker¹²³ sous prétexte qu'il avait contrevenu aux dispositions du *Foreign Enlistment Act* de 1870 qui interdit à un citoyen britannique de servir une armée étrangère. Le gouvernement britannique ne suivit jamais la suggestion. Et pour cause, parallèlement à son implication dans le scandale Iran-Contra, KMS constituait une des pièces maîtresses de la stratégie indirecte mise en œuvre par la CIA (North fit appel à KMS dès 1983) et le MI6 dans le cadre de l'opération *Cyclone* d'instruction des moudjahidines afghans contre l'Union Soviétique. Comme le note John Cooley, un des meilleurs spécialistes de *Cyclone*, ce fut « en effet à KMS, épaulée par quelques vétérans du SAS, qu'échut le rôle d'entraîner les cadres du djihad afghan¹²⁴ ». Le réseau du sultanat d'Oman servira à cette occasion de plateforme pour les livraisons d'armes britanniques au Pakistan. De fait, toutes les activités des entreprises militaires créées par d'anciens SAS étaient soit supervisées soit commanditées par le 10 Downing Street. La même année, le gouvernement sri-lankais admettait qu'il avait recruté une équipe de 35 instructeurs de KMS pour former une *task force* contre-terroriste destinée à combattre la rébellion tamoule. KMS, commençant à souffrir de l'attention médiatique et politique, disparaît au début des années 1990 et laisse le soin à sa filiale Saladin Security de pérenniser ses intérêts commerciaux.

¹²³ CAMPBELL, Duncan, "Cozy, Clubby and Covert", *Center for Public Integrity*, 30 octobre 2002. Voir :

<http://projects.publicintegrity.org/bow/report.aspx?aid=158>

¹²⁴ COOLEY, John K., "Unholy Wars: Afghanistan, America and international terrorism", *Pluto Pr*, 2000, p.76-77. Voir également son excellente enquête : « *CLA et Jihad 1950-2002 : contre l'URSS une alliance désastreuse* », Paris, Autrement, 2002.

3. Sociétés de mercenariat émanant du *Special Air Service* (1960-1980)



En tout, Stirling et ses cadets du SAS furent à l'origine de la création de huit sociétés de mercenariat sur la période 1960-1980. Outre les firmes déjà citées, on mentionnera également J. Donne Holdings, fondée par le spécialiste du contre-espionnage du SAS Peter Harclerode (qui fournira dans les années 1970 des gardes-du-corps et des commandos à Muammar Kadhafi), *Globe Risk Holdings*, et *Defence Systems Limited (DSL)* fondée par Alastair Morrison et Richard Bethell. *CRG*, *Saladin*, *Globe Risks* et *DSL* (rachetée par *Armor Group* en 1996) sont toujours en activité et opèrent ou ont opéré en Irak et en Afghanistan.

La coalescence entre ces sociétés et le SAS souligne l'importance des réseaux d'État dans la structuration du marché mercenaire et la primauté des logiques géostratégiques qui structurent l'emploi de ces

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

sociétés. Elle marque surtout la proximité critique entre ces sociétés et les unités de forces spéciales qui partagent la même culture de l'action clandestine/indirecte et de l'élite militaire (prédominance des ex-membres des forces spéciales ou des régiments d'élite dans les structures hiérarchiques et les directions des opérations des SMP, prégnance de la culture contre-insurrectionnelle et permanence de la logique de « jaunissement » des troupes héritée des conflits coloniaux, les forces indigènes des pays où la firme intervient servant de principale main-d'œuvre à son entreprise commerciale). Avec *Executive Outcomes* et *Sandline*, deux célèbres firmes combattantes qui marquèrent l'histoire des conflits africains de la décennie 1990, Eeben Barlow et Tim Spicer n'ont fait que cimenter et sophistiquer le modèle échafaudé et rôdé par le *Special Air Service* dans la contre-rébellion au Dhofoar. Cette extrême perméabilité des forces spéciales avec le secteur privé, qui s'explique par la finalité « clandestine » de leur emploi, les placent d'ailleurs dans une situation particulièrement ambiguë vis à vis de leur État et de leur armée d'origine, constamment à cheval sur la ligne de démarcation entre la force régulière et le service mercenaire. Cet attribut janusien et surplombant des forces spéciales les positionne non seulement au cœur des réseaux de recrutement mais surtout au cœur du haut management de l'industrie, la plupart des directions opérationnelles des SMP étant tenues par d'anciens des régiments d'élite.

Le recours à ces acteurs non étatiques s'instruit d'une triple exigence – au fondement de l'ancestrale formule du « déni plausible » – de « dépublicisation », de « dématérialisation » et de « clandestinisation » de la politique étrangère et de la stratégie militaire de la puissance étatique. C'est pourquoi ces entités relèvent fondamentalement de la « parapolitique » de l'État. Ce terme, notamment développé par l'historien

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Peter Dale Scott¹²⁵, désigne l'étude des interactions politiques entre les États publics et les formes paraétatiques de violence organisée (services secrets, sociétés de mercenariat, formations paramilitaires, groupes terroristes d'État, etc.). Le domaine de la parapolitique définit par essence le périmètre d'action infralégale ou illégale des puissances publiques, c'est-à-dire l'action clandestine ou indirecte de la politique étrangère des États. Par l'entretien et l'emploi de structures de force parapolitiques qui le prolongent, le pouvoir exécutif, le gouvernement, cherche ainsi à se libérer des contraintes de sa propre souveraineté, à se déprendre à la fois de son ordre juridique et politique interne, et notamment du contrôle des pouvoirs parlementaire et judiciaire, et de son ordre politique externe (contourner les contraintes imposées par les traités et les règlements internationaux), afin d'accomplir les fins de sa politique étrangère et de sa stratégie de puissance. Comme on va le voir ces entités privées servent de *proxy forces* à l'État et l'autorisent à mettre en œuvre une politique étrangère par procuration.

Il faudra néanmoins attendre les années 1990 et le règne de l'administration Clinton pour assister à l'institutionnalisation de la pratique d'externalisation des programmes de formation et d'assistance militaires. En 1997, le secrétaire d'État à la défense démocrate, William Cohen, tient des propos que les néoconservateurs qui lui succéderont, n'auraient certainement pas reniés. Dans la *Quadriennial Defense Review*, Cohen annonce une « révolution dans le *business* des affaires militaires » : « Il est nécessaire, déclare le chef du DoD, de déréguler la défense comme nous avons dérégulé les autres industries américaines de façon à faucher les coûts et à récolter les bénéfices d'une concurrence privée totalement ouverte. Un des principes du gouvernement américain consiste à ce que l'État ne remplisse pas des fonctions qui peuvent être déléguées au privé,

¹²⁵ SCOTT, Peter Dale, *La Route vers le nouveau désordre mondial*, éd. Demilunes, 2010, p.365.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

et cela doit être aussi vrai pour le secteur de la défense à moins qu'un besoin irréfutable soit démontré par le militaire¹²⁶ ».

Le secteur militaire privé, plateforme stratégique de la Foreign Internal Defense

Durant son mandat à la tête du DoD, Cohen s'affaira ainsi à organiser, par l'intermédiaire de son cabinet d'affaires Cohen & Woods, des colloques confidentiels bi-annuels réunissant la DIA et les dirigeants des principales sociétés militaires privées du pays, visant à planifier et à formaliser la pratique de sous-traitance du soutien américain aux armées étrangères, africaines en particulier. Les sociétés militaires privées vont dès lors se retrouver placées au cœur de la *Foreign Internal Defense* (FID). L'*Arms Export Control Act* (AECA) qui régule les ventes d'armes et de prestations militaires aux États étrangers est sans ambiguïté sur ce règne partagé entre le secteur public et le secteur privé. La fonction « entraînement » y est ainsi ouvertement définie comme « l'instruction officielle ou officieuse d'élèves étrangers aux États-Unis ou à l'étranger par des officiers ou des employés des États-Unis ou par des contractuels privés [...]»¹²⁷ ».

À la faveur de la *Global War* qui a entraîné une cristallisation du phénomène de sous-traitance, les sociétés privées spécialisées dans le conseil et la formation militaires vont à la fois devenir les fers de lance des

¹²⁶ COHEN, William S., "The Secretary's Message", *Report of the Quadrennial Defense Review*, mai 1997. Notre traduction.

¹²⁷ US Arms Export Control Act, subchapter IV, § 2794 "Definitions". Notre traduction.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

programmes *Security Sector Reform* (SSR)¹²⁸ et la plate-forme du programme (*African Crisis Response Initiative*) ACRI, qui sera rebaptisé *Africa Contingency Operations Training Assistance* (ACOTA) en 2004, versant américain du RECAMP français¹²⁹.

Quatre principales firmes forment, entre autres, aujourd'hui le noyau dur de ces SMP spécialisées et l'interface privilégiée des programmes *Train-and-Equip* gérés par le département d'État : MPRI, *Vinnell*, *Dyncorp* et PAE. Preuve de la consolidation de ce marché et de l'intérêt que lui porte le complexe militaro-industriel, ces quatre sociétés sont aujourd'hui soit la propriété des grands conglomérats qui forment le socle de la base industrielle de défense américaine, soit de fonds d'investissement qui représentent l'actionnariat de ces mêmes multinationales de défense : MPRI, fondée en 1987, a été rachetée par L3 Communications en 2000 ; *Vinnell*, fondée en 1937, a été rachetée par *Northrop Grumman* en 2002 ; *Pacific Architects & Engineers* (PAE), autre firme historique déjà très présente sur le champ de bataille vietnamien, a été d'abord digérée par Lockheed Martin en 2006, avant d'être revendue au *private equity fund* Lindsay Goldberg en 2011 ; quant à *Dyncorp*, première société militaire privée mondiale, celle-ci a d'abord fait l'objet d'une OPA de la part de *Computer Sciences Corporation* en 2003, avant d'être revendue tour à tour à *Veritas Capital* (en 2005) puis à *Cerberus Capital* (2010).

¹²⁸ Les programmes SSR sont dédiés aux réformes globales de l'architecture des forces armées et de sécurité des Etats faillis et destinés à doter ces derniers de capacités minimales d'exercice de leur souveraineté.

¹²⁹ RECAMP : Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix. Le programme RECAMP a pour but de former, équiper et entraîner progressivement les pays africains afin que ces derniers soient en mesure d'assurer la sécurité du continent, sous l'égide de l'ONU et en accord avec l'Union africaine (UA). Le concept a été refondu en 2004 puis complété depuis 2007 par le partenariat stratégique entre les pays d'Afrique et l'Union européenne (EURORECAMP).

2. Configurations contractuelles des programmes *Train & Equip* externalisés

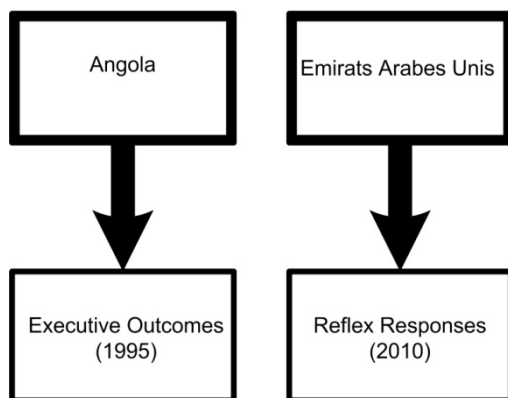
Nous exposons ici trois types de configurations contractuelles et géopolitiques possibles des programmes *Train & Equip* externalisés.

1) Contrat de formation direct entre un État étranger et une société militaire privée

Le premier cas de figure est celui d'un gouvernement étranger qui contracte directement avec une société militaire privée sans interface directe ou indirecte de la part de l'État d'origine de la firme. Un des cas les plus connus est celui d'*Executives Outcomes* auprès des gouvernements angolais en 1995 et sierra-léonais en 1996. Plus récemment vient à l'esprit l'exemple des Émirats Arabes Unis, qui ont signé un contrat avec la firme *Reflex Responses* pour la fourniture d'un bataillon prétorien. L'opération a été supervisée par le prince Mohamed ben Zayed al-Nahyan et pilotée par l'ancien p.-d.g. de *Blackwater*, Erik Prince. Le contrat, d'une durée de cinq ans, est censé courir de juin 2010 à mai 2015, et est budgeté à hauteur de 530 millions de dollars. *Reflex Responses* devra dans ce cadre former et entraîner un *Security Support Group* de 800 hommes composé principalement par d'anciens militaires sud-américains et commandé par d'anciens officiers américains et britanniques. L'entraînement se déroulera dans le désert sur la base de Zayed, à 50 km d'Abou Dhabi, là où l'armée française a détaché un groupement terre. La vocation de la force est multi-spectre : sécurité, stabilisation, défense du territoire, contre-terrorisme, combat urbains, surveillance des pipelines, mais aussi des opérations de maintien de l'ordre. Un volet utile pour contenir les émeutes susceptibles

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

d'éclater dans les camps surpeuplés de travailleurs étrangers ou pour réprimer un embryon de révolution « arabe » comparable aux événements du Bahreïn. Étant donné la configuration géopolitique tout à fait singulière des micro-États du Golfe persique qui combinent d'énormes ressources financières et un déficit démographique patent qui les contraint à importer 80 à 90 % de leur main-d'œuvre de l'étranger, il ne fait aucun doute que ceux-ci continueront à fournir une base de recrutement pérenne au marché mercenaire international. En cas de succès du contrat, les EAU projettent de monter en puissance et de financer une structure de force de l'ordre d'une brigade. Un plan de plusieurs milliards qui pourrait permettre à Erik Prince de concrétiser son projet de construire une réplique du camp de *Blackwater* à Moyock (l'*US Training Center*, désormais propriété d'*Academi Inc.*) en plein désert. Si le DoS a probablement donné son approbation tacite au projet, il paraît difficile de croire, étant donné les relations plus que distendues entre le politique américain et Prince, que le contrat ait bénéficié d'un appui formel ou informel de la part des États-Unis.



2) Contrat de formation entre un État étranger et une société militaire privée supervisé par l'État d'origine de la firme

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

L'acquisition de bataillons prétoriens par les pétromonarchies du Golfe n'est pas une nouveauté en soi. Le recrutement de mercenaires est une tradition solidement ancrée dans les mœurs politiques de ces micro-États. La tendance date des années 1960-1970. Les effectifs prétoriens étaient soit fournis par l'ancienne puissance coloniale britannique via des sociétés-écrans comme *Watchguard* ou *KMS*, soit au travers d'accords bilatéraux avec des États-associés. L'Arabie Saoudite a ainsi constitué l'essentiel de ses effectifs militaires à travers un accord de coopération avec le Pakistan qui envoyait ses militaires revêtir l'uniforme saoudien en échange d'une aide économique annuelle d'un milliard de dollars. Comme le rapporte Dilip Hiro, après la prise en otage de la mosquée de la Mecque par des fondamentalistes opposés à la famille royale, cette dernière décida de systématiser cette pratique et de recruter « trois brigades pakistanaises afin de constituer une garde royale spéciale ¹³⁰ ». Cette fourniture de troupes mercenaires à travers la toute-puissante *Fauji Foundation* (fédération d'anciens combattants animée par des haut-gradés de l'armée pakistanaise), et les sociétés qui en émanent comme *Overseas Employment Services* (créée en 1987) et *Fauji Security Services* (créée en 1993), a permis à l'État pakistanais de tisser une toile géostratégique couvrant l'ensemble des armées des pétromonarchies de la péninsule arabique. De la même façon, au début de la décennie 1980, le corps des officiers du sultanat d'Oman était, pour moitié, constitué de citoyens britanniques et trois bataillons d'infanterie sur les cinq que comptait son armée étaient composés de soldats pakistanais¹³¹. La sociologie des forces est la même au Qatar dont l'armée est commandée par des officiers britanniques et pakistanais sous contrat, et au Bahreïn.

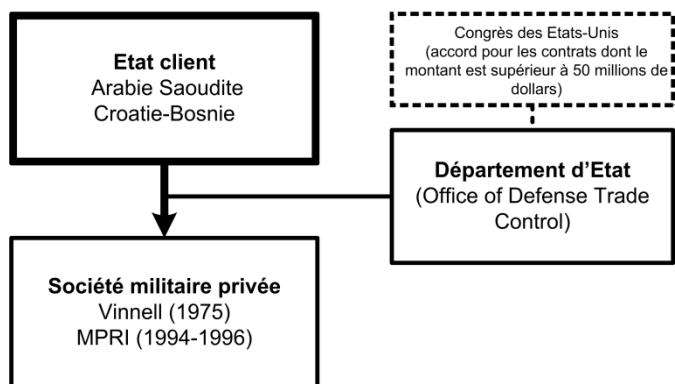
C'est d'ailleurs la SMP américaine *Vinnell* qui sera ainsi embauchée, sous la supervision étroite du département d'État, pour

¹³⁰ HIRO, Dilip, *Inside the Middle East*, London: Routledge, 1982, p.88.

¹³¹ *Ibid.*, p.348.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

former la fameuse Garde royale pakistano-saoudienne. Environ 75 000 militaires passeront ainsi entre les mains du contingent de 1000 instructeurs de *Vinnell* à partir de 1975. Une façon de consolider le partenariat énergétique et de sécurité avec l'État saoudien sur le long terme tout en permettant une économie financière d'envergure (les 819 millions de dollars du contrat étant financés par l'Arabie Saoudite).



3) Contrat de formation entre une force de maintien de la paix et une société militaire privée supervisé et financé par l'État d'origine de la firme

Un troisième cas se présente quand une firme de conseil militaire est dépêchée pour fournir une assistance à un État étranger dans le cadre d'une mission onusienne et que son contrat est financé par son État d'origine.

C'est actuellement le cas de l'américaine Bancroft à laquelle le département d'État sous-traite la formation des troupes de l'AMISOM en Somalie pour le compte de l'ONU et de l'UA. Les instructeurs sud-africains, français et scandinaves de Bancroft, pour lesquels il s'agit de transformer

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

une « armée de bush en une force de combat en zone urbaine¹³² », ne participent pas directement aux combats dans Mogadiscio contre la guérilla Shehab, mais ils accompagnent, conseillent et planifient les mouvements tactiques des troupes d'origine ougandaise et burundaise de maintien de la paix sur la zone de bataille, voire sur la ligne de front même, et à ce titre modèlent la bataille et ont une influence directe sur son sort. L'Ouganda et le Burundi paient ainsi des millions de dollars - le montant du contrat de Bancroft a atteint les 7 millions en 2010¹³³ - pour entraîner leurs forces à des missions de contre-insurrection sous la bannière de l'UA et jouir des faveurs matérielles de l'aide militaire américaine. Au moins 45 millions de dollars d'armement ont été dépensés pour équiper les troupes africaines. Une partie des livraisons aurait transitée par l'Ouganda et les Émirats Arabes Unis et été acheminée par une autre SMP, *Saracen* (nom d'une ex-filiale d'*Executive Outcomes*), par ailleurs en charge de la formation d'une force antipiraterie autochtone de 1 000 hommes au Puntland (la *Marine Puntland Police Force*¹³⁴). Bancroft gère également un hôtel aux allures spartiates non loin de l'aéroport de Mogadiscio par où transitent travailleurs humanitaires, diplomates, journalistes et parfois des entrepreneurs, à l'image du Centre des affaires de Bagdad monté par l'ambassadeur Boris Boillon. Bancroft apporte un complément opérationnel, dans la stratégie indirecte déployée par le DoS, au travail

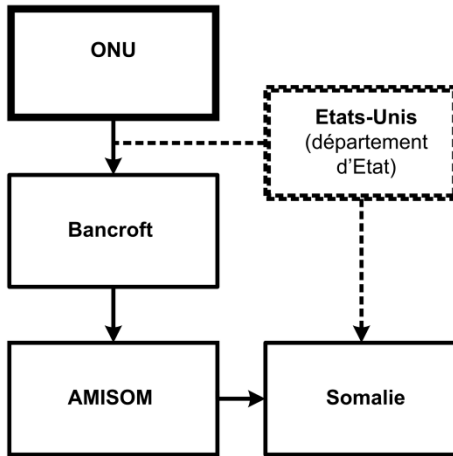
¹³² Un instructeur de Bancroft cité dans: GENTLEMAN, Jeffrey, MAZZETTI, Mark & SCHMITT, Eric, "US Relies on Contractors in Somalia", *New York Times*, 10 août 2011. Notre traduction.

¹³³ L'argent déboursé par l'Ouganda et le Burundi leur est ensuite remboursé en partie par le département d'État.

¹³⁴ Le contrat a été monté par le cabinet d'affaires *Steptoe & Johnson* et son financement est assuré par les Émirats Arabes Unis. Il semble que la firme *Sterling Corporate* ait pris le relais de *Saracen* (simple transfert de personnel, commun sur le marché de la guerre), mise en difficulté par l'héritage d'*Executive Outcomes*. La formation est proche d'être close suite au meurtre d'un instructeur sud-africain par un des membres de la MPPF.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

effectué par la CIA pour construire une base sur l'aéroport et former le service de renseignement du gouvernement de transition somalien.



■ CHAPITRE 6 : CAS D'ÉTUDES : MPRI, DYNCORP, PAE, VINNELL, ERINYS

Nous allons maintenant examiner plusieurs cas d'études qui nous permettent de couvrir à la fois la variété des effets recherchés dans les programmes de formation (fondation *ex nihilo* d'une force, amélioration d'une armée existante ou création d'une unité spécialisée), des principaux champs d'action géopolitiques dans lesquels se sont inscrites les opérations extérieures occidentales (Balkans, Afrique, Moyen-Orient) et des différentes configurations étatiques auxquelles répondent ces programmes (État en construction, État failli, État conquis) : qu'il s'agisse d'améliorer et de transformer une armée existante comme dans le cas du programme d'assistance militaire piloté par MPRI pour le compte des armées croate et bosniaque ; de fonder *ex nihilo* la force militaire d'un État failli comme dans le cas du Libéria, mission confiée à *Dyncorp* et PAE ; de refonder les forces de sécurité d'un pays conquis, comme dans celui de l'Irak et de l'Afghanistan ; ou encore d'examiner la mise sur pied d'une unité spécialisée, à l'exemple de l'*Oil Protection Force* en Irak dont la formation fut assurée par la firme *Erinys*. Nous serons ainsi en mesure de cerner l'ensemble des champs de compétence dans lesquels les SMP opèrent, de dresser un bilan des programmes de formation assurés par le secteur privé et de tirer du retour d'expérience américain en la matière un certain nombre de leçons d'ordre stratégique.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

1. MPRI et la parapolitique des États-Unis dans les Balkans : la « transformation » des armées croate et bosniaque (1994-2002)

« Le recours aux militaires privés permet à un [État] de poursuivre ses objectifs géopolitiques sans déployer sa propre armée, ce qui peut être particulièrement utile dans des cas où [des services] sont fournis à des régimes dont le passif dans le domaine des droits de l'homme est épouvantable. On appelle cela de la politique étrangère par procuration.¹³⁵ »

Ken Silverstein

En mars 1994, Gokjo Susak, ministre de la défense croate, sur demande du président indépendantiste Franjo Tudjman, adresse une lettre à John Deutch, secrétaire d'État à la défense de Clinton, demandant d'une part l'intégration de la Croatie en tant qu'État observateur dans le « Partenariat pour la Paix » de l'Otan¹³⁶, et sollicitant d'autre part une assistance militaire pour faire de l'armée croate une force « alignée sur le modèle américain¹³⁷ ». Peu après réception de la missive, un accord de

¹³⁵ SILVERSTEIN, Ken, “Privatizing War: How Affairs of State are Farmed Out to Corporations beyond Public Control”, *The Nation*, 28 juillet 1997. Notre traduction.

¹³⁶ Le Partenariat pour la Paix (PPP) vient alors tout juste d'être promulgué. Il visait à faire entrer sous le parapluie sécuritaire étasunien les anciens satellites de l'Union Soviétique ayant tourné casaque vers l'Occident. La Croatie obtiendra cette adhésion en 2000.

¹³⁷ CILLERS, Jakkie et DOUGLAS, Ian, “Peace, Profit or Plunder? The Privatisation of Security in War-torn African Societies”, *Institute for Security Studies*, 1999, p.114.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

coopération est entériné au sein même de l’ambassade de Croatie à Washington entre la firme MPRI et les officiels croates. Six mois après la signature de cet accord, *Military Professional Resources Incorporated* (MPRI), société paraétatique qui dispose d’un réservoir de 7000 anciens soldats et officiers, du général au chef de peloton, est dépêchée par le département d’État auprès du ministère de la défense croate alors que la guerre bat son plein en Yougoslavie. Deux contrats sont signés entre Carl Vuono, ancien chef d’état-major de l’*US Army*, p-d.g. historique de MPRI, et le ministre Susak : le premier est piloté par le major général (ER) John Sewall et a pour objectif de restructurer le ministère de la défense croate à fin de le doter de « *capacités stratégiques de long terme* », en somme de refondre l’architecture, l’organisation, le système de planification opérationnelle et la comptabilité de la défense croate ; le second contrat porte sur un « programme d’assistance à la transition démocratique » – *Democratic Transition Assistance Program* (DTAP) – censé réorganiser les forces croates et former les officiers aux bonnes pratiques militaires étatsuniennes et au respect des droits de l’homme. Voilà pour la version officielle. En vérité l’origine de l’accord américano-croate reste énigmatique. Certaines sources, comme Yves Goulet dans *Jane’s*, suggèrent « *que l’assistance de Washington à la Croatie sous couverture de MPRI était la condition pour que la Croatie accepte la création d’une fédération Croato-musulmane, la construction d’une base de la CIA sur l’île de Krk hébergeant des drones-espions de type Predator, et le soutien à une série de largages aériens de provisions pour les Musulmans bosniaques*¹³⁸ ». L’idée était, dans l’esprit des Américains, de s’attacher les forces croates en leur fournissant matériel et instruction, et de les conduire à s’allier avec les Bosniaques pour briser les velléités d’hégémonie de la Serbie. C’est notamment cette politique qui conduira à la fusion progressive de l’Armée de la République de Bosnie-Herzégovine (ARBiH) et des forces du Conseil

¹³⁸ GOULET, Yves, “MPRI: Washington’s Freelance Advisors”, *Jane’s Intelligence Review*, juillet 1998.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

de défense croate (HVO). L'objectif coadjacent était également, de façon cruciale, de contrecarrer l'influence exercée par l'Iran sur les élites bosniaque et croate en proposant une contre-offre d'assistance militaire.

L'emploi de MPRI, faux-nez de leur politique étrangère¹³⁹, permet alors aux États-Unis d'asseoir leur emprise dans les Balkans en contournant deux obstacles majeurs : d'une part l'embargo sur la livraison d'armement ou d'un appui technique aux factions de l'ex-Yougoslavie décrété par l'ONU en septembre 1990 ; d'autre part le *Forces Cap* imposé par le Congrès, c'est-à-dire le nombre limite de troupes que le gouvernement pouvait déployer. À l'époque, le Congrès¹⁴⁰ avait décidé de plafonner les effectifs à un seuil maximal de 15 % du volume total des forces de l'Otan.¹⁴¹ En Bosnie, l'injection progressive de 20 000 *contractors* a par exemple permis de renforcer et de soulager le contingent régulier autorisé de 20 000 soldats et à l'exécutif américain de contourner les règles imposées par le pouvoir législatif.

¹³⁹ C'est notamment MPRI qui, dès la chute de l'Union Soviétique, a piloté, pour le compte du département d'État, une opération humanitaire chez les anciens satellites de l'URSS, livrant nourriture et médicaments pour plus d'un milliard de dollars. Voir: C. Ortiz, *Private Armed Forces and Global Security*, NY: Praeger, 2010, p. 87.

¹⁴⁰ Aux États-Unis, l'entrée en guerre dépend d'une dialectique, d'une médiation « entre l'exécutif (le Président, commandant en chef, maître de la décision opérationnelle) et le législatif (le Congrès, son « pouvoir de la bourse », maître du budget, de la logistique et de l'entrée en guerre. » (A. Joxe, *Dictionnaire de Stratégie*, 2006, article « Révolution dans les affaires militaires »). Le DoDest alors pleinement soumis à la doctrine Powell qui conditionne l'engagement en guerre à la défense d'intérêts vitaux – intérêts qui apparaissent peu évidents en Yougoslavie aux yeux des parlementaires américains.

¹⁴¹ GAO, "Military Operations: Contractors Provide Vital Services to Deployed Forces but Are Not Adequately Addressed in DoD Plans", *GAO Report: GAO-03-695*, juin 2003.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Le rôle joué par MPRI dans la planification des opérations Flash et Storm en 1995

Le DTAP débute en 1995 au sein de la « Petar Zrinski », l'école des officiers croates basée à Zagreb, sous la férule de quinze employés de MPRI. Les officiers croates suivent une formation de quatorze semaines, huit heures par jour, cinq jours par semaine. Plus de onze cours différents en tout, parmi lesquels : entraînement physique, formation au commandement, formation des formateurs, topographie, logistique, droit des conflits armés, histoire militaire et aide aux premiers secours. Les manuels distribués par MPRI étaient certes traduits en croate mais identiques aux manuels militaires de West Point. L'école Petar Zrinski voit ses premiers officiers qualifiés par MPRI en avril 1995. Le mois suivant, la Croatie lance l'opération *Flash*, qui vise à acculer les forces serbes qui occupent l'ouest de la Slavonie. *Flash* a en réalité préparé le terrain à une contre-offensive plus ambitieuse baptisée *Storm* ayant pour but de reprendre les positions contrôlées par les milices serbes depuis 1991 dans la région de la Krajina. Lancée en août 1995, l'opération *Storm* accomplit son objectif en un temps record : au matin du 4 août l'armée croate jette 150 000 hommes à l'assaut d'une ligne de front de 630 km. Le but est de briser les lignes serbes et de prendre la ville de Knin, bastion de la République serbe autoproclamée de Krajina (RSK). Le lendemain l'ensemble des positions des forces de la RSK sont balayées et l'opération prend fin le 8 août. En moins de quatre jours, les Croates ont réussi à reconquérir la quasi-totalité de leur territoire et à occuper 20 % de la Bosnie. La fulgurance de l'attaque croate nourrit la suspicion : comment une armée alors sous-équipée et sclérosée par une stratégie monolithique héritée de l'ère soviétique, jusqu'alors incapable de faire face à l'ennemi, a-t-elle pu changer la donne en aussi peu de temps ? Comment ne pas y voir la main de MPRI ? La firme est suspectée d'avoir non seulement instruit les militaires croates, mais aussi et surtout d'avoir fourni un soutien matériel et une aide à la planification, voire à la coordination des

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

manœuvres. Un officier commente alors : « *Aucun pays ne peut passer d'une armée de milice populaire à une armée professionnelle sans une aide quelconque. Les Croates ont accompli un travail remarquable dans la coordination des blindés, de l'artillerie et de l'infanterie. Ça n'est pas quelque chose que vous apprenez en vous formant aux valeurs démocratiques.*¹⁴² » Des officiers français et anglais accusent ouvertement MPRI d'avoir monté l'ordre de bataille et organisé l'invasion¹⁴³. Une hypothèse corroborée par le fait qu'un sommet secret a été organisé quelques semaines avant le déclenchement de *Storm*, sur l'île de Brioni, entre le général Carl Vuono – chef d'état-major de l'Army à l'époque de la guerre du Golfe, qui occupe alors la direction de MPRI – et le général Varimar Cerenko, instigateur et architecte de l'opération. Une rencontre suivie d'une dizaine d'autres entre *contractors* de MPRI et membres de l'état-major croate au cours des cinq jours ayant précédé l'offensive.

Le succès est total mais la retenue et le respect des principes démocratiques qu'étaient censés inculquer les instructeurs de MPRI aux soldats croates n'ont pas été suivis d'effet : plusieurs villages serbes de la Krajina sont pillés et incendiés. L'opération se conclut par le massacre de centaines de civils et par l'exode de 170 000 Serbes¹⁴⁴. « *La plus large épuration ethnique, écrit Charles Krauthammer dans Time Magazine, de toutes les guerres des Balkans. [...] La Krajina est le Kosovo réalisé en grand. Et pourtant, au même moment, les États-Unis n'ont ni arrêté ni*

¹⁴² CHARLES, Roger cité par SILVERSTEIN, Ken, "Mercenary Inc.", *Washington Business Forward*, 26 avril 2001.

¹⁴³ "Private US Companies Train Armies Around the World", *US News and World Report*, 8 février 1997.

¹⁴⁴ SILVERSTEIN, Ken, "Privatizing War: How affairs of state are outsourced to corporations beyond public control", *The Nation*, 23 juillet 1997.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

seulement protesté contre l'action croate. L'administration Clinton l'a tacitement encouragée.¹⁴⁵ »

Difficile de s'accorder sur le poids exact exercé par MPRI sur l'opération et son issue. Le DTAP comptait officiellement un général et quatorze officiers et sous-officiers. Ceux-ci sont très certainement intervenus de manière cruciale dans la planification de *Storm*, mais ils étaient trop peu nombreux pour avoir décidé à eux seuls du sort de la bataille et expliquer l'efficacité subite des troupes croates. D'où l'hypothèse de M.J. Gaul¹⁴⁶ et de Ken Silverstein¹⁴⁷ selon laquelle MPRI aurait sciemment violé l'embargo onusien et joué un rôle d'intermédiaire dans des livraisons d'armes à la Croatie¹⁴⁸ : Zagreb se serait procuré ses stocks auprès d'un des marchands d'armes favoris de la CIA, Ernst Werner Glatt, un allemand installé en Virginie, auquel la DIA avaient sous-traité l'armement des guérillas Contras au Nicaragua. Or MPRI comptait à l'époque dans son conseil d'administration le général Harry Soyster, ancien directeur de la *Defense Intelligence Agency* de 1988 à 1991, qui connaissait forcément Glatt. Les activités opaques de la société américaine auprès des Croates et des Bosniaques mécontentent les Casques bleus déployés sur place. Un commandant français s'agace ouvertement de la situation : « *S'ils ne sont pas impliqués dans un plan militaire, alors que font-ils ici ?*

¹⁴⁵ KRAUTHAMMER, Charles, "The Clinton Doctrine", *Time Magazine*, 5 avril 1999.

¹⁴⁶ GAUL, M. J., "Regulating the New Privateer: Private Military Service Contracting and the Modern Marque and Reprisal Clause", *Loyola of Los Angeles Law Review*, juin 1998.

¹⁴⁷ SILVERSTEIN, Ken, "Privatizing War: [...]", *op. cit.*

¹⁴⁸ Rappelons que la France a aussi fourni de l'armement aux forces croates en 1991 via les réseaux de Jacques Monsieur et la société Matimco, spécialisée dans la violation des embargos, avec le concours des services français.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

*Sommes-nous supposés croire que Sewall et ses hommes sont des touristes ? »*¹⁴⁹

MPRI et la transformation de l'armée bosniaque (1996-2002)

Étranglés, les Serbes acceptent le cessez-le-feu proposé par l'Otan et signent les accords de Dayton en novembre 1995. Le président bosniaque, Alija Izetbegovic, impressionné par la transformation des forces croates, pose une condition à sa signature de l'accord de paix : que les Américains offrent à la Bosnie un programme d'entraînement et d'équipement similaire. Les États-Unis poursuivent alors trois objectifs dans la région balkanique : neutraliser l'influence de l'Iran, dominante, à l'époque, auprès du politique et du militaire bosniaques ; trouver un moyen de contourner les accords de Dayton-Paris (dont ils ont pourtant été les maîtres d'œuvre) et les contraintes liées à leur engagement au sein de l'IFOR qui leur impose une posture d'apparente neutralité dans le conflit ; enfin, dissuader suffisamment la Serbie pour l'empêcher d'entreprendre une nouvelle guerre après le retrait des Américains de la région.

Le *Train-and-Equip* (T&E) américain s'articule en deux volets : un volet officiel, le *Military Transition Program* (MTP), destiné à équiper les forces bosniaco-croates avec du matériel américain et un volet officieux, confié à MPRI, à qui revient la mission de refonder et de former le commandement de la nouvelle armée bosniaque.

Les propos du secrétaire d'État de l'époque, Warren Christopher, lors d'une audition devant le Congrès, ne laissent aucun doute quant à

¹⁴⁹ Cité dans SILVERSTEIN Ken, "Privatizing War: [...]", *op. cit.* Sewall est le Major General qui pilotait le programme D'TAP.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

l'intérêt stratégique que les États-Unis portent alors à la Bosnie-Herzégovine : « *La Bosnie est à cheval sur une ligne de fracture dans une région sensible d'Europe. Au Sud, vous avez le Kosovo, l'Albanie, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, les points critiques les plus probables d'une guerre de plus grande ampleur, ainsi que la Grèce et la Turquie, deux alliés de l'Otan. Au Nord et à l'Est se situent la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie, des démocraties fragiles profondément menacées par la perspective de conflits ethniques dans les Balkans. Au Nord vous avez également la région de Slavonie, qui pourrait aussi être à l'origine d'une guerre régionale si les accords de Dayton ne remplissent pas leurs objectifs.*¹⁵⁰ » Mais la cible principale des États-Unis est moins la Serbie que l'Iran, dont les tentatives de créer une brèche en Bosnie pour asseoir son influence dans le Caucase suscitent l'inquiétude des Américains. L'Iran a en effet apporté un soutien militaire indirect à la Bosnie dans sa guerre contre les Serbes : à l'issue de Dayton, il reste encore dans le pays au moins 200 agents du régime iranien, dont l'influence est prépondérante au sein des services de renseignement de Sarajevo et dans les rangs de l'armée bosniaque¹⁵¹.

Le financement complexe du contrat bosniaque, géré par le *Defense Trade Fund*, organe dépendant du département du Trésor, montre que la politique américaine d'assistance de la Bosnie a été soutenue par une partie importante des pays musulmans du Golfe et d'Asie : les États-Unis versent 103 millions de dollars, tandis que le paiement restant,

¹⁵⁰ CHRISTOPHER, Warren, testimony, Committee on Armed Services, *Situation in Bosnia: Hearings Before the Committee on Armed Services*, US Senate, Washington, DC:US Government Printing Office, p.345-347.

¹⁵¹ L'Iran a notamment fourni à partir de 1992, sous couvert de transports humanitaires de la Croix-Rouge, plusieurs milliers de fusils *H&K G-3* à la Bosnie. Voir : câble de l'ambassade américaine à Zagreb au département d'Etat en date du 5 septembre 1992. Disponible en ligne : <http://intelfiles.egoplex.com/1992-09-05-iranian-arms.pdf> (date de consultation)

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

environ 140 millions, est réglé par des donations en provenance de l'Arabie Saoudite, du Koweït, de la Malaisie, de Brunei, des Émirats Arabes Unis et de l'Égypte (en partie des fonds venus des Frères Musulmans), ces deux derniers pays fournissant chars et pièces d'artillerie au régime islamique naissant en Bosnie-Herzégovine. Cent millions sont consacrés à l'achat d'armement et 40 millions reviennent à MPRI. Les deux livraisons initiales du MSP portent sur un lot de 1 000 fusils mitrailleurs *M16A1*, de 200 mitrailleuses légères *M60*, et un stock de 850 000 munitions. L'armée de la Fédération recevra également des États-Unis 45 chars d'assaut *M60A3*, 80 véhicules de transport de troupes *M113A2*, tandis que les Émirats Arabes Unis livrent 52 chars *AMX-30* et 25 véhicules de transport d'infanterie *AMX-10P*. Les États-Unis feront également don à la Bosnie de 15 hélicoptères *UH-1H*, de 116 obusiers *M114A2* de 155mm, de 36 canons légers *L-118* de 105mm et de 27 obusiers *M2A1*, pour compléter les capacités d'artillerie de l'armée bosniaque. Un matériel vieilli si l'on considère les standards Otan de 1996 mais techniquement supérieur aux autres armées de la région. Le char *Patton M60A3*, prédecesseur du *M1-Abrams*, était daté par rapport aux engins lourds des principales puissances occidentales mais il bénéficiait d'un système de vision nocturne absent des tanks serbes.

Les États-Unis ont ouvertement conditionné leur aide à l'État naissant de Bosnie à l'exclusion de l'Iran du jeu balkanique. Avant la signature du contrat entre MPRI et le gouvernement bosniaque, l'ambassadeur américain en Bosnie-Herzégovine, John Menzies, sur commande de Warren Christopher, informe le président Zubak et le vice-président Ganic que le contrat ne pourra être finalisé que si « *le gouvernement de Bosnie fait la preuve de sa détermination à se plier aux exigences des États-Unis et de [l'accord de] Dayton sur [le retrait] des forces étrangères et [sur la cessation] des relations de renseignement avec*

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

l'Iran.¹⁵² » Le 26 juin 1996, Zubak certifie en retour avoir mis un terme à « *la coopération entre les services de renseignement bosniaque et iranien en matière de formation, d'enquêtes et autres activités connexes*¹⁵³ ». De la même manière, les États-Unis bloquèrent les livraisons de tanks prévus par le MSP pendant près d'un mois au large des côtes de Split jusqu'à ce que le ministre de la Défense d'alors, Hasan Cengic, considéré comme pro-iranien, soit démis de ses fonctions. Trois mois après la signature du contrat, les conseillers de MPRI se trouvaient embarqués dans la quasi totalité des unités de l'Armée de la République de Bosnie-Herzégovine (AFBiH)¹⁵⁴.

Bien que le volet MSP et le volet MPRI soient officiellement découplés, il n'en demeure pas moins que les conseillers de la SMP américaine ont joué un rôle dans le premier. Quand, en juillet 1996, le gouvernement américain reçoit la liste du matériel que les Émirats Arabes Unis envisagent de livrer à la Bosnie, le département d'État mandate MPRI pour « s'assurer que l'équipement offert [était] conforme à la structure envisagée pour la future force de la Fédération et qu'il [pourrait] être pris en charge logistiquement¹⁵⁵ ». En octobre 1996, trois officiers supérieurs

¹⁵² Câble confidentiel (déclassifié) du secrétaire d'État à l'ambassade américaine de Sarajevo en date du 21 mai 1996. Voir : <http://intelfiles.egoplex.com/1996-05-21-perle-mpri.pdf> (date de consultation)

¹⁵³ Presidential Determination No. 96-34, "Bosnian Compliance on Withdrawal of Foreign Forces and Terminating Intelligence Cooperation with Iran", 26 juin 1996. Voir : <http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/FR-1996-07-11/pdf/96-17728.pdf> (date de consultation)

¹⁵⁴ L'armée bosniaco-croate de la Fédération de Bosnie-Herzégovine (ARBiH) sera fondue en 2005, avec l'Armée de la République serbe de Bosnie, dans les Forces armées de Bosnie-Herzégovine (OSBiH).

¹⁵⁵ Câble confidentiel (déclassifié) du secrétaire d'État à l'ambassade américaine à Abu Dabi en date du 30 juillet 1996. Cité dans : Marcus Mohlin, *The Strategic Use of Military Contractors: American Commercial Military Service Providers in Bosnia and Liberia: 1995-2009*, National Defence University, Department of Strategic

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

bosniaques, épaulés par deux conseillers de MPRI, font la visite des hangars de l'*US Army* à Germesheim et à Kaiserslauten pour inspecter les quelque 450 véhicules militaires qui y sont stockés. Charge aux employés de MPRI de conseiller les Bosniaques pour savoir si l'AFBiH devrait faire l'acquisition de tout ou partie seulement du matériel. Un fait anecdotique qui démontre d'une part que MPRI était bien le prolongement direct du DoS, et que les États-Unis, en dépit de leurs tentatives pour internationaliser le plus largement possible les contributions du MSP¹⁵⁶, contrôlaient intégralement le programme d'assistance.

MPRI n'a pas été choisie par hasard. Fondée en 1987, elle est la structure de reconversion privilégiée des généraux du Pentagone. La firme a été sélectionnée par l'*Acquisition Support Institute*, un groupe indépendant d'experts nommé par le DoS et dirigé par l'ancien secrétaire à la défense, Richard Perle, pour établir une série de recommandations sur la politique de coopération militaire entre les États-Unis et le gouvernement bosniaque. En concurrence avec *Dyncorp* et *Vinnell*, MPRI a rapidement obtenu les faveurs de l'ASI comme le justifie, lapidairement, un câble confidentiel du département d'État : « *Cette recommandation est fondée sur l'évaluation de la valeur globale de la proposition de MPRI qui prend en compte la qualité du commandement, les concepts de formation, et l'efficacité de l'approche de plusieurs missions soulignées par les requêtes*

and Defence Studies, series 1: Strategic Research n°30, 2012, p. 141. Notre traduction.

¹⁵⁶ Au final, seules l'Allemagne, la Turquie, le Pakistan et les EAU participeront effectivement au MSP. Fin août 1996, un premier groupe de 35 officiers de l'ARBiH partira en Turquie suivre un entraînement spécial, secondé par un contingent de 300 soldats bosniaques et bosnio-croates qui seront initiés aux techniques d'artillerie et de cavalerie. Un certain nombre d'éléments de l'armée de la Fédération se verront également dispenser un entraînement aux Émirats Arabes Unis. Quant à l'Allemagne, la *Bundeswehr* formera les pilotes d'hélicoptères bosniaques, et les personnels de maintenance en charge de l'ALAT et de l'entretien des *M113*.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

de la Fédération en matière de propositions, de prix et d'autres éléments contractuels. L'ASI demande instamment que le programme d'entraînement soit mis en œuvre le plus promptement possible.¹⁵⁷ » En sus du contrat de formation du corps des officiers et des sous-officiers de l'AFBiH, MPRI se verra également sous-traiter la mission d'observation des frontières en Serbie et au Monténégro, entérinée par la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie¹⁵⁸.

Une équipe de reconnaissance de MPRI arrive le 2 juin 1996 en Bosnie. MPRI a la charge de réorganiser une armée populaire constituée d'officiers et de soldats expérimentés et déterminés, rompus aux tactiques défensives et à la guerre partisane, mais qui souffrait d'une architecture des forces largement anarchique, et d'une chaîne de commandement sans véritable colonne vertébrale (il n'existe alors pas de corps des sous-officiers). L'Armée de la Fédération de Bosnie-Herzégovine (AFBiH)¹⁵⁹, est alors encore très marquée par l'organisation en régions militaires et par la doctrine de défense totale de la JNA et la culture milicienne des forces de défense territoriale (TO)¹⁶⁰, ce qui explique le primat accordé à la

¹⁵⁷ Câble confidentiel (déclassifié) du secrétaire d'État à l'ambassade américaine à Sarajevo en date du 21 mai 1996. Notre traduction. Voir : <http://intelfiles.egoplex.com/1996-05-21-perle-mpri.pdf>. (date de consultation)

¹⁵⁸ De la même manière, l'administration Clinton sous-traitera à *Dyncorp* l'effectif américain de la mission de police et d'observation internationale de l'ONU, le *Kosovo Monitoring Group*, en 1998.

¹⁵⁹ L'AFBiH, dont la création a été décidée par les accords de Dayton, résulte de la fusion des forces bosniaques de l'ARBiH et des forces croates du HVO.

¹⁶⁰ Formées en 1969, les forces de défense territoriale constituaient une réserve autonome indépendante de la JNA, l'armée régulière de la République fédérale socialiste de Yougoslavie. Chacun des six États (Bosnie-Herzégovine, Serbie, Croatie, Macédoine, Slovaquie, Monténégro) de la Fédération comptait ses propres TO. La TO faisait partie intégrante de la doctrine de « défense nationale totale » héritée de l'épopée des partisans titistes pendant l'occupation allemande. Ces forces étaient constituées d'unités d'infanterie légère, de la taille

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

décentralisation du commandement, aux formations d'infanterie légère et aux tactiques des partisans favorisant une grande mobilité tactique. L'armée bosniaque est alors organisée en six corps d'armée (qui figurent en réalité des divisions territoriales) : le 1^{er} Corps (basé à Sarajevo), 2^e Corps (Tuzla), 3^e Corps (Zenica), 4^e Corps (Mostar), 5^e Corps (Biha), et le 7^e Corps (Jajce et Travnik) ; le 6^e corps ayant été dissout en 1994. La plupart des unités avaient fini par se rebaptiser « brigades de montagne » à partir de 1993 tant l'absence de matériel lourd rendait artificielles les appellations de « brigades blindées » et « motorisées »¹⁶¹. Une organisation à la fois trop lourde et trop décentralisée que MPRI va totalement transformer.

Le travail de MPRI consiste premièrement à entraîner les sous-officiers et les officiers d'infanterie de l'AFBiH sur l'ensemble de la chaîne de commandement tactique (section, peloton, compagnie, bataillon, brigade¹⁶²) ; deuxièmement à former des unités constituées aptes à combattre ; troisièmement à refondre l'architecture du ministère et des structures de forces afin de les adapter aux canons d'une armée moderne. La mission de formation de la SMP couvre « *à la fois les niveaux stratégique et tactique, incluant l'entraînement individuel (pour les sous-officiers subalternes et supérieurs, les chefs de section, les commandants de compagnie, le personnel de niveau bataillon et brigade), l'entraînement*

moyenne d'une compagnie, organisées par communes et usines. La décentralisation et l'indépendance des TO favorisèrent d'ailleurs grandement l'éclatement de la JNA et la constitution de forces séparatistes.

¹⁶¹ La force blindée de l'ARBiH réunissait une centaine de *T-35* et de *T-55*, et huit *M47 Patton*, tous vieux d'un demi-siècle, à l'exception de trois tanks *MT-84* de deuxième génération, adaptation yougoslave du *T-72* russe, pris aux JNA.

¹⁶² Nous conservons ici la terminologie des unités anglo-saxonnes où la *section* figure un groupe de huit hommes divisés en deux groupes de combat commandés par un caporal et un caporal-chef. Trois sections forment un peloton (*platoon*) qui équivaut à la section française (de 20 à 40 hommes). Un *battalion* correspond à un régiment français.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

*des unités et des exercices tactiques (en partant du niveau peloton et compagnie à l'intérieur de chaque brigade), l'organisation d'une structure globale de commandement, de contrôle et de logistique, et la création d'un ministère de la défense et d'un commandement interarmes.*¹⁶³ » Il est également convenu de la construction d'un centre « *sur le modèle du centre d'entraînement de l'infanterie de l'US Army [de Fort Irwin]*¹⁶⁴ » sur le site de Glamoc, à 120 km de Sarajevo. MPRI va également édifier en complément une école militaire (d'abord placée à Kupres, non loin de Glamoc, mais qui sera finalement déportée à Pazaric) ainsi qu'un centre de simulation avancée à Hadzici, situé entre Sarajevo et Pazaric.

L'objectif des Américains est clair : il ne s'agit pas de faire de l'AFBiH une armée otanienne d'envergure, mais dans un compromis subtil avec les demandes des Bosniaques, de la moderniser suffisamment pour la transformer en une armée de taille réduite (9 000 à 10 000 hommes d'active) mais apte à contenir une nouvelle offensive de la Serbie. Le programme d'entraînement de MPRI est structuré en conséquence dans l'optique de la constitution d'une force essentiellement défensive.

Dès la fin août 1996, MPRI conduit un séminaire stratégique de trois jours réservé aux officiers supérieurs de l'armée de la Fédération, destiné à informer le futur commandement du contenu de l'entraînement, à valider la doctrine et à nouer des liens professionnels et personnels entre officiers du Conseil de défense bosniaco-croate (HVO) et de l'AFBiH musulmane. Le travail des instructeurs privés a d'abord consisté à passer en revue chaque unité de l'AFBiH. La première année est centrée sur la formation des états-majors de brigade dans le cadre d'un cycle de formation d'une durée de quatorze semaines, sans doute très similaire au

¹⁶³ Câble confidentiel (déclassifié) du secrétaire d'État à l'ambassade américaine d'Abu Dabi en date du 1er juin 1996. Cité dans : Marcus Mohlin, *op. cit.*, p. 144.

¹⁶⁴ Ibid.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

DTAP dispensé à l'armée croate un an plus tôt : méthodes d'entraînement, apprentissage de la doctrine et rodage tactique sont au menu.

Le programme de formation s'étage en quatre paliers : la première phase se concentre sur l'emploi et la coordination de petites unités tactiques (groupes de combat, section, compagnie) aux niveaux bataillon et brigade. L'objectif est de familiariser les officiers et les sous-officiers avec le matériel et les tactiques américaines jusqu'à ce qu'ils soient aptes à passer par le Centre de développement professionnel (*Centre for Professional Development*) de Pazaric pour suivre un entraînement formel qui constitue la seconde phase. Dans un troisième temps, officiers et sous-officiers sont envoyés au centre de simulation au commandement (*Leader and Staff Simulation Center*) de Hadzici pour participer à une série d'exercices tactiques. Enfin, la dernière phase consiste à tester les unités en conditions réelles dans le cadre d'un exercice final de commandement au sein du centre de Glamoc.

L'instruction de la 517^e Motorizovana Brigada

L'entraînement de la 517^e brigade motorisée du V^e Corps d'armée de l'AFBiH fournit un bon étalon de la prestation et de la culture de formations dispensées par MPRI. La plupart des instructeurs sont retraités de l'*US Army*, mais certains viennent des forces spéciales. Le contingent d'instructeurs de MPRI s'organise en *Brigade Training Teams* (BTT), une appellation qui reflète l'effet final recherché du programme qui consiste à constituer trois brigades d'infanterie. La structure de ces BTT est un quasi-décalque des *Military Transition Teams* (MTT)¹⁶⁵ de l'armée régulière américaine. À une exception près : ces BTT sont dirigées par des colonels,

¹⁶⁵ Équivalent du détachement d'instruction opérationnelle (DIO) français qui compte en moyenne 10 à 15 instructeurs.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

là où une MTT ou une *A-Team*¹⁶⁶ est rarement commandée par un officier d'un grade supérieur à celui de capitaine. Bien que de taille et de composition variables une BTT type compte en moyenne 15 à 17 instructeurs placés sous le commandement d'un ex-colonel assisté de trois ou quatre ex-lieutenant-colonels ou majors de l'*US Army*, eux-mêmes aidés d'une dizaine d'anciens sous-officiers très qualifiés et expérimentés de grade sergent-major ou sergent-major de commandement (*Command Sergeant-Major*¹⁶⁷). Les employés de MPRI portent un treillis sans mention de grade et sans écusson de l'*US Army* afin de marquer la séparation sémiotique entre les membres des forces armées présents en Bosnie et les employés de la SMP.

En juin 1997, la 3^e *Brigade Training Team*, dirigée par Joseph Napier, ancien lieutenant-colonel de l'*US Army*, s'installe dans les baraquements de la 517^e brigade motorisée¹⁶⁸. L'unité, alors commandée par le *Pukovnik* (colonel) Sakib Foric, se compose de trois bataillons motorisés, d'un bataillon d'artillerie et d'un bataillon antichar. En tout 1 200 soldats professionnels et 1 000 réservistes susceptibles d'être mobilisés en cas de crise majeure. L'état-major de la brigade est basé à Sanica, avec le bataillon d'artillerie, le bataillon antichar, et un des bataillons motorisés, tandis que la base de soutien logistique de la 517^e Brigade est située à Kljuc ; les deux bataillons restant étant réparti dans les

¹⁶⁶ *Alpha-Team* (DIO des forces spéciales). Une *A-Team*, à l'image des MTT, se compose d'une douzaine d'instructeurs des forces spéciales, la plupart du temps des sergents-chefs ou des sergents-majors commandés par un capitaine, assisté d'un lieutenant.

¹⁶⁷ Plus haut grade du corps des sous-officiers dans le monde anglo-saxon. Équivalent du « major » français.

¹⁶⁸ Les éléments de la 517^e brigade motorisée ont d'abord combattu au sein de la 17^e brigade de montagne du VII^e Corps de l'armée bosniaque avant d'être reversés dans le V^e Corps après la guerre contre les Serbes. La 17^e brigade de montagne a pris une part active dans les dernières phases de la guerre et s'est illustrée dans la prise de Bosanska Krupa.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

villes de Tomi et de Jasenica. La structure géographique de la brigade est ainsi éclatée sur une aire de 750 km².

La volonté d'« américaniser » l'unité ne fait aucun doute comme en témoigne le nouvel équipement de la 517^e : des armes légères comme le *M16* et le *M60* en passant par le matériel radio (talkie-walkie *Hughes/Manavox AN/PRC-126*, postes de radio *NAPCO AN/PRC-77* et téléphones tactiques) jusqu'aux treillis (le *battle dress uniform* réglementaire, renommé pour les besoins « uniforme *Alpha* » par les Bosniaques).

MPRI introduit de nouveaux standards d'entraînement physique, importés de l'*Army Training Circular 3-22.20*. L'objectif de la première phase est d'inculquer aux Bosniaques les bases du drill occidental et de créer de toute pièce un corps de sous-officiers alors inexistant au sein de l'AFBiH à travers un entraînement physique intense et des mises en situation de stress afin de forger la cohésion des troupes. Une fois cette phase d'apprentissage basique bouclée, les équipes d'instructeurs basculent sur la formation au commandement tactique des futurs chefs à tous les niveaux de la brigade (section, peloton, compagnie, bataillon) et dans tous les champs de compétence de l'officier et du sous-officier afin que ceux-ci soient à terme en mesure de former de façon autonome leurs subordonnés. Cette session, fondée sur le concept de « formation des formateurs » (*Training the Trainers*) développé par MPRI, reflète la mission générale de la SMP qui était de se concentrer sur la formation des commandants et à aucun moment sur celle de la troupe. Les instructeurs de MPRI ne verront jamais défiler de soldats du rang pendant leurs six années d'activité pleine en Bosnie¹⁶⁹. La formation est ordonnée par les canons de la doctrine américaine : pendant trois mois, les sous-officiers

¹⁶⁹ Le T&E prendra officiellement fin en 2002 mais MPRI continuera sa mission de consultance auprès du ministère jusqu'en 2009.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

travaillent aux plus bas échelons tactiques et se familiarisent avec les méthodes de raisonnement et de planification de l'*US Army*. Les sous-officiers bosniaques se voient ainsi enseigner la manière d'organiser et d'entraîner leurs sections en deux équipes de quatre hommes sur le modèle des *fireteams* de l'*US Army Field Manual 3-21.8* et de l'armée britannique. Les commandants de peloton (*platoon*) sont instruits sur la manière de déployer et de coordonner leur peloton (constitué de deux à quatre *sections*) au sein de la compagnie et d'organiser des positions défensives, tandis que l'état-major de la brigade se rôde aux compétences requises en matière de gestion de ressources humaines, de logistique et de planification opérationnelle. Les exercices sur carte (MAPEX) en salles de classe ont été privilégiés pour former les officiers et les sous-officiers au processus de prise de décision, renforcer la cohésion organique entre les différents échelons tactiques, permettre aux futurs commandants de dimensionner les structures de force qu'ils seront amenés à mettre sur pied. De tels exercices supposent de pouvoir s'appuyer sur une matrice des capacités opérationnelles des forces ennemies afin d'appréhender leur comportement tactique et de connaître leur doctrine. De façon intéressante, la matrice proposée par MPRI n'était pas copiée directement, comme on aurait pu s'y attendre, sur la doctrine des forces serbes mais sur celle, générale, de l'armée soviétique. Pour pallier l'absence de militaires du rang et les contraintes matérielles et juridiques liées à des exercices d'envergure en terrain libre, MPRI a également mobilisé un autre outil bien connu dans l'*US Army* : le *Tactical Exercise Without Troops* (TEWT). Les chefs, déployés en terrain ouvert, doivent ainsi solutionner les problèmes tactiques posés par les instructeurs en positionnant virtuellement leurs troupes sur le terrain. Le bilan de l'opération est alors dressé et évalué entre instructeurs et élèves-officiers. Ce type d'approche s'est révélé extrêmement utile dans la mesure où les règles d'engagement de l'IFOR de l'époque subordonnaient les exercices en terrain ouvert et le déploiement

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

de troupes à la délivrance d'une autorisation spécifique et prohibaient les mouvements de forces blindées.

On perçoit à quel point le programme mis en œuvre par MPRI a constamment répondu à un impératif de diffusion des normes militaires américaines. L'horizon final était de rendre l'AFBiH, sinon immédiatement interopérable, tout du moins compatible et perméable aux standards de l'Otan. Le 19 septembre 1997, la 517^e Brigade se voyait délivrer un certificat d'aptitude par MPRI et était prête à recevoir une formation spécifique au sein du Centre de développement professionnel (CPD) de Pazaric. L'idée du CPD était de pouvoir former le commandement des futures brigades de l'AFBiH de façon simultanée en conduisant plusieurs classes de façon parallèle. Le colonel Foric, commandant de la 517^e brigade motorisée, y est envoyé avec ses officiers supérieurs (commandants de compagnie et personnel d'état-major), en même temps que leurs homologues de la 2^e brigade blindée, les deux premières unités à être passées par le centre. L'enseignement est axé sur les fonctions de commandement, la gestion des ressources humaines, l'organisation de la logistique et la planification/coordination des opérations : le colonel Foric suit ainsi une session de formation « commandement et état-major » (*Command and Staff*) d'un mois (qui sera rallongé à six par la suite), tandis que ses officiers et sous-officiers suivent parallèlement des cours basiques et avancés. Sur la période 1996-2002, le CPD aura vu passer 6630 officiers et sous-officiers bosniaques et croates sur une force d'active totale de 11 000 hommes.

Après le passage au sein du CPD, les commandants sont envoyés sur le site de Hadcizi où a été installé le centre de simulation avancée, outil indispensable pour parfaire la formation des états-majors des 517^e et 2^e brigades. La formation intéresse également les officiers et les sous-officiers de la base de soutien logistique de Kljuc. Le centre de simulation est là encore une copie du *Brigade and Battalion Simulation System* (BBS) de l'US

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Army, qui permet aux commandants et à leur personnel de s'entraîner dans des conditions proches du réel. Le but est de reproduire, à travers un *wargame* complexe, un environnement dynamique afin d'aiguiser l'intuition et les réflexes tactiques. Les militaires bosniaques doivent mettre en place leurs propres centres d'opérations tactiques tandis que les instructeurs de MPRI jouent le rôle de l'ennemi. De tels exercices de simulation ont à la fois l'avantage d'accroître l'expérience pratique des commandants en matière de planification et de conduite opérationnelles, tout en permettant aux colonels de pouvoir évaluer le degré d'efficacité de leurs unités. Le contenu des simulations de MPRI était néanmoins limité par les consignes du département d'État, qui, toujours dans l'optique de cantonner l'AFBiH à une posture défensive, interdisait aux élèves-officiers « *d'employer de l'artillerie ou d'envoyer des troupes au-delà de la frontière [bosniaque]* ¹⁷⁰ ».

L'effet recherché était d'entraîner suffisamment le personnel d'état-major de la brigade de façon à ce qu'il puisse basculer vers la phase finale du cycle de formation et être envoyé au sein du Centre d'entraînement au combat (*Combat Training Centre*) de Glamoc. Le CTC avait été conçu pour pouvoir accueillir et tester des brigades entières en conditions réelles afin de valider le cycle de formation. Divisé en deux champs de manœuvre baptisés BARBARA et PELIKAN de 60 km de long sur 20 km de large chacun, le CTC offrait un espace suffisant pour autoriser des exercices MILES¹⁷¹ mobilisant l'ensemble de l'équipement des brigades et l'emploi de munitions à blanc ou réelles. La construction d'un tel centre était d'ailleurs spécifiée dans le contrat de MPRI. Calqué sur la structure du

¹⁷⁰ CAMPBELL, Clark (coordinateur du programme de MPRI avec l'ex-général SEWALL, John), cité dans : MOHLIN, Marcus, *op. cit.*, p. 152.

¹⁷¹ MILES: *Multiple Integrated Laser Engagement System*. Le système MILES utilise des récepteurs/émetteurs lasers et des munitions à blanc pour simuler des conditions de combat réalistes. Il équivaut au système de tir de combat arbitré par laser (STCAL) utilisé dans l'armée française.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

National Training Center de l'US Army basé à Fort Irwin, le CTC offrait la possibilité aux militaires bosniaques et croates de s'aguerrir à l'ensemble des fondamentaux (*Mission Essential Task List* ou METL) nécessaires à la conduite d'une opération défensive, à savoir essentiellement, selon le cahier des charges de MPRI : défense improvisée (*hasty defense*), défense préparée (*deliberate defense*) et contre-attaque (*counterattack*). Pour tester l'AFBiH, MPRI mit sur pied un bataillon mécanisé doté de chars T-55 et utilisant les tactiques de l'armée serbe.

Si un tel centre représentait une évolution majeure pour une armée qui n'avait jusqu'alors jamais disposé de telles infrastructures, la portée opérationnelle des exercices menés au sein du CTC était là encore limitée par les règles de Dayton et de l'IFOR. Les forces de l'AFBiH ne purent par exemple tester leurs formations blindées hors des champs de manœuvre de Glamoc, certes suffisamment larges pour mettre à l'épreuve un bataillon d'infanterie mais trop exigus pour permettre des manœuvres blindées réalistes au niveau de l'ensemble des brigades. L'initiation aux tactiques de cavalerie dut donc se faire à l'étranger, essentiellement en Turquie. Mais là encore, les Bosniaques n'eurent jamais l'occasion véritable de s'entraîner à des manœuvres blindées, comme en témoigne le colonel (ER) Mike Snell, un des premiers instructeurs de MPRI à avoir pénétré en Bosnie et qui a coordonné trois BTT d'août 1996 à 1998 : « *Quand les Bosniaques sont partis en Turquie, les exercices de tir réel faisaient partie de l'entraînement qu'ils étaient censés recevoir là-bas. [Cependant] ils durent se contenter d'observer les Turcs [mais] ils ne firent jamais feu eux-mêmes.*¹⁷² »

De surcroît, la mission de MPRI s'étant focalisée sur la formation de l'infanterie légère, les formations spécialisées comme celle de l'ALAT

¹⁷² SNELL, Mike cité dans : MOHLIN, Marcus, *op. cit.*, p. 157. Notre traduction.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

bosniaque ont été réduites à la portion congrue. Seul un peloton de 42 éléments a été initié par MPRI aux tactiques d'assaut et de mobilité aériennes et ce sur 8 des 15 *UH-1* que comptait la flotte bosniaque (très probablement pour des raisons liées à la disponibilité technique opérationnelle des hélicoptères). Trop peu pour constituer un instrument de supériorité tactique susceptible d'impacter le champ de bataille.

La « transformation » de l'AFBiH : bilan

Il est difficile de jauger l'efficacité du travail de MPRI dans la mesure où l'AFBiH n'a plus été confrontée à des opérations d'ampleur depuis 1995 ; la mise à l'épreuve des troupes au combat et à la bataille constituant le maître-étalon et le seul indicateur de performance véritablement objectif d'un programme de formation.

Au rang des éléments négatifs, on retiendra principalement la distension générée par la refonte brutale d'une armée populaire en une armée moderne axée sur les structures et les principes américains, que ce soit au niveau de la gestion logistique du matériel ou de l'adaptation de la doctrine.

La disparité des matériels livrés dans le cadre du MSP a en effet entraîné des problèmes majeurs sur les plans logistique et organisationnel. L'AFBiH a certes réceptionné un nombre - impressionnant pour une armée de cette taille - de 97 chars, mais 52 étaient des *AMX-30* hors d'âge donnés par les Émirats Arabes Unis, chars sur lesquels les forces bosniaques ne reçurent jamais de formation pour la simple et bonne raison que les instructeurs de MPRI ne connaissaient pas le matériel français. Même constat en ce qui concerne les 25 transporteurs de troupes *AMX-10P* et les 37 véhicules de série *OT-60* donnés par la Hongrie. Au final, sur les 223 *APC* livrés, les militaires bosniaques n'ont reçu une formation spécifique que

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

sur les 80 *M113* américains. De plus, aucun effort véritable de planification logistique en matière de pièces détachées et de maintenance n'a été mis en place, de telle sorte que les chars lourds, les véhicules d'infanterie légère et les hélicoptères n'ont pu être entretenus de manière correcte pour permettre une disponibilité technique opérationnelle minimale des matériels sur le moyen terme. Les lots de pièces détachées livrées par le MSP ont rapidement été épuisés, comme le relate Mike Snell : « *après la première année, il ne restait pas dix batteries de tanks dans le pays et [les Bosniaques] n'avaient pas les moyens de s'en acheter*¹⁷³ ». D'autre part, les Bosniaques se sont retrouvés avec une dizaine de systèmes d'artillerie différents sur les bras : les antiques batteries soviétiques de la Seconde Guerre mondiale côtoyant le matériel moderne livré par les Américains. Une disparité qui a eu pour conséquence de rendre impossible la mise sur pied d'une capacité d'artillerie homogène, les bases de soutien logistique de l'AFBiH étant incapable de livrer les munitions adaptées au matériel détenu par chaque unité : une confusion alimentée par la multitude des calibres variant du 105 mm au 152 mm, le chambrage des munitions de 105 mm d'origine américaine différant des munitions de 105 mm d'origine soviétique. Même constat en ce qui concerne les *APC (Armoured Personnel Carrier)* et les *IFV (Infantry Fighting Vehicle)*, certains étant à roues (comme le *BOV VP* yougoslave), d'autres à chenilles (comme le *M113* et l'*AMX-10P*), les différents lots de chenilles étant également disparates. Comme le relate *Jane's*, la « *plupart des chars lourds, de l'artillerie et des batteries antiaériennes*¹⁷⁴ » livrés dans le cadre du MSP ont été remisés par l'OSBiH en mars 2010.

D'autre part, la transposition des principes tactiques de l'*US Army* par MPRI a créé un décalage doctrinal au sein des pelotons et entre les

¹⁷³ *Ibid.*, p. 152. Notre traduction.

¹⁷⁴ KEYMER, Eleanor, SHARDLOW, K., et VON ROSENBAACH, A., "Neighbourly Intentions", *Jane's Defence Weekly*, 17 mars 2010, p.28-30.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

échelons brigade et corps d'armée de l'AFBiH. La professionnalisation des forces, la réorganisation en brigades¹⁷⁵, de même que l'importation des principes du *Field Manual 3-21.8* au sein de forces alors modelées par la doctrine de l'armée populaire yougoslave (JNA) et la culture milicienne des TO, a généré une schize doctrinale qui perdure encore aujourd'hui, à la marge, au sein de l'AFBiH. L'introduction du modèle des *fireteams* de deux groupes de combat de quatre hommes, base de l'infanterie moderne anglo-saxonne, en lieu et place de la formation en fer à cheval de huit hommes héritée de la tactique soviétique, en est le meilleur exemple. Or il était impossible, étant donné l'ancienneté de la doctrine soviétique, d'assurer une transition tactique homogène dans toutes les unités. Ainsi, bien que la doctrine de l'*US Army* ait commencé à être traduite et diffusée dès l'automne 1996, des pans entiers de l'AFBiH ont continué à ordonner leurs formations et leurs mouvements tactiques en fonction des critères russes jusqu'en 2007. Ce décalage doctrinal a été nourri par la focalisation de la formation sur les commandants, censés former par la suite de façon autonome leurs troupes. Or, le laps de quatorze semaines de la session de formation initiale était trop court pour s'avérer efficace et permettre aux officiers et sous-officiers d'intérioriser suffisamment la doctrine et les tactiques américaines, de purger un demi-siècle de doctrine de la JNA et de restituer efficacement cette instruction aux soldats du rang. Clark Campbell, qui dirigeait le *Train-and-Equip*, confesse qu'il était courant de voir une section combattre « en formation à fer à cheval » et l'autre « en

¹⁷⁵ Notons que l'organisation en brigades n'était pas une parfaite nouveauté dans l'ex-Yougoslavie. Une première mue des structures de force avait eu lieu en 1990 qui avait vu les 10 des 12 divisions d'infanterie de la JNA être converties en 29 brigades (brigades de char, brigades d'infanterie mécanisées et brigades de montagne intégrant des régiments d'artillerie, antichar et antiaériens) ; réorganisation évidemment avortée par le démembrement de la JNA en 1991.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

deux groupes de manœuvre comme on le fait aux États-Unis¹⁷⁶ » au sein d'un même peloton. De surcroît, MPRI ayant privilégié une approche du bas vers le haut (*bottom-up*), les corps d'armée ont été les derniers touchés par la formation : le personnel des divisions territoriales n'a commencé à recevoir un entraînement qu'à partir de la seconde année, creusant le décalage avec les états-majors de brigade qui avaient déjà suivi la formation. Cette approche *bottom-up* a eu pour conséquence, comme en témoigne le colonel Foric, que les « *corps d'armée n'ont pas compris ce que [faisaient les brigades] et les documents qu'elles leur envoyaient*¹⁷⁷ ». Ce décalage a creusé un fossé doctrinal entre les unités tactiques et les corps d'armées, à tel point que les officiers bosniaques ont dû maintenir le *statu quo*, jonglant régulièrement entre les manuels américains et ceux de la JNA, les seuls compris par les corps d'armée.

La culture de formation de MPRI a sans conteste engendré un certain nombre de frictions matérielles et doctrinales, mais doit-on en déduire pour autant qu'elle aurait affaibli et désorganisé l'AFBiH ? Ce serait sans doute aller un peu vite en besogne. On peut certes arguer que l'AFBiH était, avant le débarquement de MPRI, une force déjà aguerrie et apte au combat. Le V^e corps, auquel étaient rattachés les éléments de la 517^e brigade, avait tenu, avec des moyens rudimentaires, la poche de Bihac pendant deux ans et demi, et prit une part active dans l'opération *Storm*. C'est notamment cette unité qui fut à l'initiative en octobre 1995 d'une des dernières grandes contre-offensives de la guerre, l'opération *Sana*, qui permettra aux forces bosniaques d'évincer les VRS des villes de Sanski Most et de Ključ (l'opération sera stoppée au quatrième jour sous la pression des Américains, le jour même où les différents belligérants parvinrent à conclure un cessez-le-feu préparatoire aux accords de

¹⁷⁶ CAMPBELL, Clark cité dans : MOHLIN, Marcus, *op. cit.*, p. 159. Notre traduction.

¹⁷⁷ FORIC, Sakib cité dans : MOHLIN, Marcus, *ibid.* Notre traduction.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Dayton). Armée milicienne et populaire efficace, l'AFBiH, panachage de l'ex-ARBiH et des forces bosniaco-croates du HVO, n'en souffrait pas moins d'une structure opérationnelle bancale et dramatiquement anarchique, l'appellation fantaisiste des brigades le disputant à un matériel blindé et d'artillerie antédiluvien.

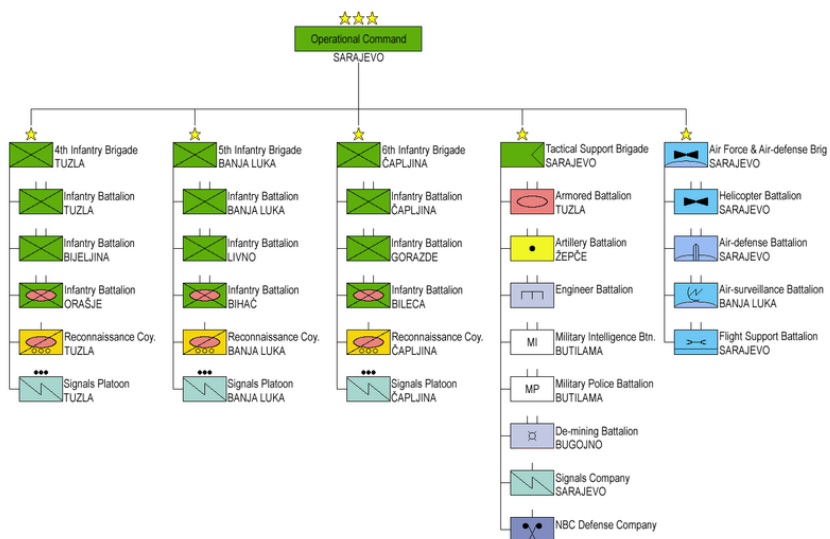
Tout projet de modernisation d'une telle ampleur est susceptible d'entraîner le décalage matériel et doctrinal qu'a expérimenté l'AFBiH sous la férule de MPRI. Si une telle réorganisation ne pouvait que déstabiliser les structures de force de l'AFBiH et amoindrir leur capacité à mener des opérations sur le court terme, elle a incontestablement consolidé leur assise et les aptitudes du commandement sur le moyen terme. Il faut mettre en perspective les plaintes émanant des corps d'armée avec l'EFR de MPRI qui était de faire des trois brigades ainsi formées la base du système tactique de l'AFBiH, les états-majors des corps étant voués à disparaître. L'ordre de bataille des Forces armées de Bosnie et d'Herzégovine (OSBiH) consécutif à la refonte de 2005 et à l'intégration des reliquats de l'Armée de la République serbe de Bosnie au sein de l'AFBiH reflète parfaitement la vision américaine exprimée dès 1995 et le plan de travail de la SMP. Les corps d'armée qui existaient encore en 1996 ont disparu, et le commandement opérationnel articule désormais trois brigades d'infanterie (chacune constituée de trois bataillons, d'une compagnie de reconnaissance et d'un peloton de transmissions), une brigade d'appui tactique (s'appuyant principalement sur un bataillon blindé, un bataillon d'artillerie et un bataillon de génie) et une brigade aérienne concentrée à Sarajevo, projection exacte du projet qui a sous-tendu la refonte de l'AFBiH et de la vision américaine d'une armée multiethnique¹⁷⁸. Une telle organisation en brigade en lieu et place des

¹⁷⁸ La structure ethnique des neuf bataillons, divisée de manière arithmétique entre chaque minorité (trois bosniaques, trois croates, trois serbes), est la traduction exacte de la vision de l'armée « multiculturelle » exprimée par les

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

« régions militaires » a incontestablement joué dans le sens d'une flexibilité opérationnelle, d'une liberté de mouvement et d'une capacité d'initiative tactique accrues des troupes de l'AFBiH, surtout pour une force de taille réduite qui ne serait sans doute pas en mesure de résister à la destruction d'une grande unité.

4. Ordre de bataille des Forces Armées de Bosnie-Herzégovine après l'unification de 2005



Source : Ministère de la défense de Bosnie et d'Herzégovine (2005)¹⁷⁹

Américains. Le contre-point de l'ex-JNA où 90 % des postes de commandement étaient occupés par des Serbes.

¹⁷⁹ <http://www.mod.gov.ba/en/shema.asp?id=os>

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

MPRI n'a rompu que partiellement avec la culture de défense territoriale dominante et a conservé la primauté des fantassins sur les autres branches d'armes, la géographie du théâtre bosniaque, très montagneuse, ayant toujours favorisé les formations d'infanterie légère au détriment des unités blindées et mécanisées. La création *ex nihilo* d'un corps des sous-officiers a vertébré une chaîne de commandement qui manquait cruellement de cohérence et l'entraînement dispensé par MPRI a renforcé la cohésion entre échelons tactiques. De même, la dotation d'infrastructures de pointe comme le centre de simulation d'Hadzici ou le CTC de Glamoc a amélioré le système d'entraînement des forces et a représenté un investissement hors de portée des autres gouvernements de la région. L'AFBiH est aujourd'hui incontestablement mieux dotée, mieux organisée et plus compétente tactiquement qu'elle ne l'était en 1996. À moins d'attribuer l'issue subite des opérations *Flash* et *Storm*, là où les forces croates avaient piétiné pendant plusieurs années, à un sublime hasard de la bataille, il ne fait pas de doute que l'apport de MPRI a pesé dans le sens des succès obtenus contre les forces serbes. Les Bosniaques ayant reçu un entraînement très proche de celui suivi par les forces armées de la République de Croatie, on peut penser sans mal que le résultat a été similaire en termes d'efficacité.

Sur le plan de la qualité de l'enseignement tactique, l'entraînement dispensé par MPRI ne diffère en rien de celui dispensé par l'*US Army* ou par le *Marine Corps*. Les *Brigade Training Teams* de MPRI et les *Military/Mobile Transition Teams* de l'armée régulière jouissent d'une compétence égale. La différence supposée en termes d'expertise, de doctrine, de culture tactique, de compétences techniques entre ces sociétés militaires privées de premier plan et les armées d'État est inexistante. Et pour cause : les anciens militaires constituent 99 % des effectifs d'instructeurs privés et héritent de la culture d'armes qui est celle de leur armée d'origine. On pourrait même avancer, à l'instar de Markus Mohlin, que l'entraînement dispensé par MPRI « *équivalait voire surpassait*

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

ce qu'aurait été en mesure d'accomplir l'US Army¹⁸⁰ ». MPRI figure en effet à elle seule une brigade d'entraînement permanente. Par conséquent, les équipes d'instructeurs de MPRI, étant donné leur degré de spécialisation, jouissent d'une gamme de compétences plus étendue et d'une structure bien plus stable que celle de leurs homologues de l'armée régulière ; une spécialisation et une stabilité qui ont permis aux mêmes instructeurs d'accompagner la réorganisation des troupes et de développer une relation de confiance avec les militaires bosniaques pendant six années pleines, sans être soumis aux effets de vide et de cassure inhérents aux rotations de leurs homologues d'État. L'instructeur d'une SMP peut ainsi rester près de dix ans en continu dans le même pays, là où les membres d'une *A-Team* ou d'une MTT tournent tous les six mois. Soulignons également que MPRI a été contrainte de modifier les entraînements et de mettre en place un système de classes parallèles suite aux plaintes d'officiers supérieurs qui n'acceptaient pas d'être entraînés directement avec leurs officiers subalternes ou aux côtés des sous-officiers. Dans la gestion des egos et de la symbolique des grades, l'avantage va aux BTT de MPRI par rapport aux *A-Teams* ou MTT de l'armée régulière, en général commandées par un capitaine et un lieutenant. La présence d'anciens colonels et lieutenant-colonels dans les BTT a permis de créer des cours spécifiques pour les officiers supérieurs de l'AFBiH. Il n'est pas sûr que ces mêmes officiers supérieurs eussent aussi bien accueilli le fait d'être entraînés par des officiers américains de grades inférieurs aux leurs. De même les MTT accomplissent un travail destiné essentiellement à la formation des échelons tactiques (section, peloton, compagnie), tandis que la présence d'officiers supérieurs comme Campbell ou Snell à la tête des BTT a autorisé un entraînement et une coordination homogène sur toute la chaîne de commandement des brigades jusqu'au niveau stratégique du ministère.

¹⁸⁰ Markus Mohlin, *op. cit.*, p.218.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

N'oublions pas que le résultat recherché par les États-Unis était de produire une force de taille réduite et limitée à des fonctions défensives. L'impact du programme mis en place par MPRI est moins tactique et opérationnel que stratégique. Plus que la mise à niveau et l'adaptation aux standards otaniens de l'AFBiH, c'est bien l'inféodation du politico-militaire bosniaque et croate qui était visée. Le but premier était de forcer la pénétration des structures politiques et militaires bosniaque et croate en se servant des promesses de don d'armement et du contrat de formation comme des leviers stratégiques. Selon les mots mêmes de Sewall, architecte du programme, il s'agissait ouvertement de « faire basculer [la Bosnie et la Croatie] vers l'Ouest ». L'injection rapide des instructeurs de la SMP dans les structures de commandement a permis de court-circuiter l'influence iranienne puis de l'exclure définitivement. En se plaçant au cœur de l'appareil militaire bosniaque, MPRI a aussi permis à l'État américain d'étendre ses capacités de renseignement. Dans un câble adressé au secrétaire d'État, l'ambassadeur à Sarajevo, James Pardew détaille la stratégie de pénétration liée au contrat :

« Il y aura du personnel américain dans toutes les unités des forces armées de la Fédération. Il y aura bientôt une présence américaine croissante dans la logistique, les transmissions et les systèmes d'entraînement des militaires bosniaques. Pour conclure, les États-Unis mobilisent des ressources importantes pour surveiller les activités domestiques et internationales de ceux qui voudraient introduire des forces étrangères, ou qui chercheraient à perturber la construction d'une société démocratique et multiculturelle en Bosnie. ¹⁸¹ »

MPRI jouissait ainsi d'une familiarité et d'une connaissance de l'AFBiH bien plus forte que celle des forces onusiennes, ce que corrobore le colonel (ER)

¹⁸¹ Câble confidentiel (déclassifié) de l'ambassade américaine à Sarajevo au secrétaire d'État secrétaire d'Etat en date du 31 août 1996. Cité dans : MOHLIN, Markus, *op. cit.* p.255. Notre traduction.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Mike Snell : « *Nous passions plus de temps avec leurs unités que [l'IFOR/SFOR]. Nous connaissions leurs personnalités [et] si vous vouliez savoir ce qui se passait à l'intérieur de l'armée de la Fédération, nous étions en mesure de vous le dire. Plus que la SFOR à mon sens.*¹⁸² »

Une politique qui a payé puisqu'elle a fini par rendre l'AFBiH dépendante des normes matérielles et doctrinales américaines. La donation de 1000 AR-15 en 1999 à l'armée de la Fédération entraînera par exemple en retour une commande de 22 000 fusils similaires entre 2000 et 2004, validant cette stratégie normative¹⁸³. De la même façon, la construction du *training simulation center* à Hadcizi, aiguïsera, par un effet de mimétisme, l'intérêt du ministère de la défense croate qui obtiendra en 1999, financée sur ses fonds propres, la construction d'un centre similaire doté des derniers logiciels JANUS (dédié aux opérations conventionnelles) et SPECTRUM (capable de simuler une vaste gamme d'opérations autres que la guerre).

¹⁸² SNELL, Mike cité dans : MOHLIN, Markus, *op. cit.*, p.237. Notre traduction.

¹⁸³ Si les T&E bosniaque et croate ont incontestablement représenté un succès, on ne peut passer sous silence les effets néfastes de cette politique d'ingérence dans une région minée par les séparatismes ethniques : en « armant » les belligérants croate et bosniaque, les États-Unis ont précipité la crise du Kosovo. Beaucoup d'Albanais, formés par MPRI au sein des rangs croate et bosniaque, sont partis rejoindre l'armée indépendantiste albanaise, au premier rang desquels le général Agim Ceku, le commandant en chef de l'Armée de libération du Kosovo, l'UCK, une organisation pourtant classée comme « terroriste » par les Américains eux-mêmes. De surcroît, la politique d'influence tout azimut des États-Unis dans les Balkans a fini par créer des interférences. En 1999-2000, des équipes de MPRI ont ainsi été détachées à la fois auprès de l'UCK et des forces macédoniennes. Une coopération avec les Macédoniens qui a dégradé les relations avec les Kosovars, à tel point qu'en juin 2001, les forces spéciales américaines ont dû intervenir pour exfiltrer les 17 instructeurs de MPRI dépêchés auprès de la 113^e brigade de l'UCK.

2. *Dyncorp*, PAE et la construction des forces armées du Libéria (2004-2009)

En août 2003, après une guerre civile qui a culminé à la fin des années 1990, fait plus de 250 000 morts et entraîné l'exode de 1,3 million d'habitants, un accord de paix global pour le Libéria est trouvé par l'ONU et signé à Accra. La résolution 1 509 adoptée par le Conseil de sécurité institue la mission UNMIL : 15 000 Casques bleus mandatés pour assurer la stabilisation du pays et la mise en oeuvre d'un programme de démobilisation et de désarmement (DDR) d'une centaine de milliers de combattants. L'accord de paix entérine également la mise sur pied d'un programme SSR destiné à créer de toute pièce une armée nationale. Les articles VII et VIII de l'accord stipulent que « *les forces armées du Libéria [et les forces de police¹⁸⁴] devront être restructurées et dotées d'une nouvelle structure de commandement¹⁸⁵* ». À cette fin la CEDEAO, l'UA, l'ONU, et le Groupe de contact international sur le Libéria¹⁸⁶ fourniront « *des conseillers, de l'équipement, un soutien logistique et des instructeurs expérimentés¹⁸⁷* ». L'accord précise surtout que les parties prenantes

¹⁸⁴ La mission de formation de la police libérienne du SSR reviendra aux forces de l'UNMIL assistée par un détachement de policiers de l'ONU.

¹⁸⁵ "Comprehensive Peace Agreement Between the Government of Liberia and the Liberians United for Reconciliation and Democracy (LURD) and the Movement for Democracy in Liberia (MODEL) and Political Parties", *Accra*, 18 août 2003. Notre traduction. Disponible en ligne : http://www.usip.org/files/file/resources/collections/peace_agreements/liberia_08182003.pdf (date de consultation)

¹⁸⁶ Le Groupe de contact réunit alors des représentants des Nations-Unies, de la CEDEAO, de l'Union africaine, de la Banque mondiale, des États-Unis, du Ghana, du Nigeria, du Royaume-Uni, d'Allemagne, d'Espagne et de Suède.

¹⁸⁷ "Comprehensive Peace Agreement Between", article VII, § 1, alinéa (b), p.40. Notre traduction.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

demandent à ce que « *les États-Unis joue un rôle pilote dans l'organisation de ce programme de réforme.*¹⁸⁸ »

Une demande qui s'explique par la relation historique entre les États-Unis et le Libéria. Relation aussi particulière qu'ambiguë. Ancien et seul protectorat américain en Afrique, le Libéria est devenu dans les années 1950, à la faveur de la doctrine d'endiguement pensée par Kennan et appliquée par Truman, une des principales plateformes du contre-espionnage américain dans sa lutte contre l'expansionnisme communiste en Afrique. Le Libéria a bénéficié d'une assistance militaire directe des États-Unis à travers un premier accord de défense dès 1959. Un certain nombre de MTT débarquèrent dans le pays pour former les troupes libériennes. Un programme d'échange et d'entraînement fut également mis en place à Fort Bragg et à Fort Benning pour les cadres de l'armée. Une importante station de la CIA fut édifée dans les faubourgs de Monrovia. Les États-Unis reconstruisirent le port de Monrovia (qu'ils avaient construit pendant la Seconde Guerre mondiale) et investirent dans la construction de l'aéroport Roberts, pensé comme une plateforme d'accueil possible pour une future *Rapid Deployment Force* (RDF qui ne verra le jour que sous Carter).

Les relations entre les deux pays se raidirent sensiblement quand William Tolbert prit la présidence du Libéria en 1971 et rompit avec la politique pro-américaine de son prédécesseur William Tubman. Tolbert s'opposa ouvertement à la construction des infrastructures de la RDF sur le site de l'aéroport Roberts. Un durcissement qui durera neuf ans, jusqu'à l'assassinat de Tolbert lors du coup d'État mené par le sergent Samuel Doe qui permettra à l'influence américaine de recouvrer sa pleine plénitude. Doe relance le partenariat militaire avec les Américains, ce qui fera bénéficier le Libéria d'une aide financière supérieure à celle de tous les

¹⁸⁸ *Ibid.* Notre traduction.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

autres pays de la région¹⁸⁹. Reagan décidera néanmoins de prendre ses distances avec le fantasme sergent Doe et son régime de terreur avant que la chute de l'Union soviétique ne vienne dégrader l'intérêt stratégique de l'investissement libérien et précipiter ce qui fut un des piliers du système de renseignement américain en Afrique dans les limbes de la Fin de l'histoire. Doe sera exécuté en septembre 1990 par les troupes rebelles de Prince Johnson, coup de départ d'une guerre civile de quatorze ans.

Lorsque l'accord de paix est entériné en août 2003, les États-Unis se trouvent alors engagés depuis deux ans en Afghanistan et depuis six mois en Irak, où la naissance d'une situation contre-insurrectionnelle critique mobilise tous les efforts de l'armée américaine et les effectifs d'instructeurs. C'est peu de dire que le département d'État accueille froidement l'idée de prendre en charge directement le programme SSR. Non pas que les États-Unis aient dédaigné la fenêtre d'opportunité que constitue la proposition du sommet d'Accra - la *Global War* et l'intérêt porté aux groupes djihadistes opérant en Afrique de l'Ouest et surtout la présence de gisements pétroliers importants dans le Golfe de Guinée ont suscité un vrai regain d'intérêt de la diplomatie américaine pour le Libéria - , mais le flux tendu des forces, tout comme la nécessité de contourner les accusations portées contre l'ACRI et une supposée « militarisation » du continent, problématisaient considérablement la mise en place d'une présence officielle. Des contraintes qui ne pouvaient qu'inciter les responsables américains à choisir une stratégie indirecte : là encore la sous-traitance permit aux États-Unis d'adopter une position de retrait et de saisir dans le même temps l'occasion de développer un accès privilégié aux ressources du golfe de Guinée, à l'heure où les Américains cherchaient à se déprendre de leur dépendance à l'égard de l'Arabie Saoudite.

¹⁸⁹ ELLIS, Stephen, *The Mask of Anarchy*, London: Hurs t and Company, 1999, p.52.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Une première visite est organisée en janvier 2004 par le département d'État, suivie cinq mois plus tard d'une mission d'évaluation composée d'officiers du département de la Défense (DoD). La délégation du DoD conclut que le programme SSR ne pourra être conduit sans peser sur les capacités mobilisées prioritairement en Irak et en Afghanistan. Le DoS décida en conséquence de sous-traiter intégralement le programme. Avant que l'évaluation des besoins capacitaires ait lieu, le DoD avait déjà commandé une étude de coût à MPRI sur la viabilité financière d'un tel projet. Avantagées par la place centrale qu'elles occupent dans le contrat AFRICAP dont elles sont les deux détentrices, *Dyncorp* et PAE remportent l'appel d'offre. La proposition de MPRI, favorite du gouvernement de transition libérien, aurait été jugée trop chère par le département d'État¹⁹⁰. Le critère financier a incontestablement joué dans le sens de *Dyncorp* dans la mesure où les États-Unis jugeaient sans doute inutile de délivrer une formation de pointe à une force armée qu'il s'agissait de créer à partir de rien. Quant à PAE, qui avait gagné les faveurs du Pentagone dès l'époque des guerres de Corée et du Vietnam, celle-ci fournissait déjà un soutien logistique aux forces de l'ECOMOG déployée dans le pays lors de la dernière phase de la guerre civile.

Le DoS fait le choix de couper le contrat en deux : le recrutement et l'entraînement de base des soldats libériens revient à *Dyncorp* tandis que PAE est chargée de la mise en place d'un programme de spécialisation tactique à destination des officiers et des sous-officiers ainsi que de la refonte de l'architecture du ministère de la défense.

L'EFR est de constituer une brigade de 2 000 hommes - articulée en deux bataillons - « modelée par la doctrine de l'*US Army* » capable de

¹⁹⁰ L'offre, dans sa fourchette haute, portait sur 119 millions de dollars d'investissement pour créer les forces armées et de police, et un coût annuel d'entretien des unités de 22,5 millions.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

répondre aux « objectifs nationaux du gouvernement du Libéria¹⁹¹ ». Ce format de 2 000 hommes, qui a été acté par le Bureau des affaires africaines du DoS en concertation avec l'équipe de Dyncorp, correspond à la fourchette basse d'une étude de la RAND dirigée par David Gompert en 2007 qui recommandait une simplification et une rationalisation des structures de force libériennes, auparavant caractérisées par les doublonnements et les chevauchements de fonction entre les quinze agences de sécurité du pays¹⁹². Les trois scénarios capacitaires exposés par la RAND étaient similaires à ceux déjà avancés par MPRI qui projetait également la création d'une garde-côte et d'une *Quick Reaction Police* (la QRPV, une unité de police d'élite qui pourrait répondre aux troubles intérieurs et appuyer les AFL en cas de menaces majeures)¹⁹³.

L'option n°1, la moins onéreuse, a été choisie parce qu'un format supérieur - véritablement nécessaire, nous le verrons, à l'autonomie réelle de l'outil militaire libérien -, aurait signifié, pour être viable, un engagement budgétaire accru, ce à quoi le Bureau des affaires africaines était plus que réticent.

Quatre séquences vont rythmer les cinq années du contrat SSR : d'abord une série de consultations politiques destinées à impliquer le

¹⁹¹ MALAN, Mark, "Security Sector Reform in Liberia: Mixed Results from Humble Beginnings", *US Army War College*, mars 2008, p.36.

¹⁹² GOMPERT, David et ALI, "Making Liberia Safe: Transformation of the National Security Sector", Report for the Office of the US Secretary of Defense", 2007. Disponible en ligne :

http://www.rand.org/pubs/monographs/2007/RAND_MG529.pdf

¹⁹³ Coût estimé de la formation des AFL selon l'étude de MPRI (en millions de dollars).

| Option | Potential Components of a Transformed Liberian National Security Sector | Costs (millions of U.S. dollars) |
|--------|---|----------------------------------|
|--------|---|----------------------------------|

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

politique libérien dans le projet, puis la participation de *Dyncorp*, aux côtés de l'ONU, à la mission de démobilisation des miliciens et des rebelles, enfin le recrutement et la formation militaire à proprement dit des AFL.

Alors que la mission de *Dyncorp* est essentiellement d'ordre technique, la SMP va rapidement devenir une actrice du processus politique du SSR et se substituer au DoS. Comme le raconte McFate, alors que les diplomates américains étaient censés assurer l'interface entre le gouvernement de transition et le gouvernement libérien élu en 2005, les restrictions de personnel et le manque d'expertise militaire de l'ambassade vont le propulser dans un rôle de médiation directe avec les Libériens, d'où l'interface de l'État américain est quasi absente¹⁹⁴. *Dyncorp* va ainsi jouer un rôle crucial dans les consultations politiques entre les donateurs internationaux, les représentants de l'ONU notamment, et le gouvernement du Libéria. Une asymétrie informationnelle entre le principal et son agent qui va être creusée par l'absence d'expérience de l'*Office Defense Chief* (ODC)¹⁹⁵ alors en place à Monrovia, un officier de la *Navy* n'ayant aucune connaissance concrète de l'entraînement des forces terrestres.

| | Liberian National Police | Armed Forces of Liberia | Quick-Response Police Unit | Coast Guard | Annual Operating Cost | Capital Cost |
|---|---------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------|------------------------------|---------------------|
| 1 | Small | Small | No | No | \$17.8 | \$94.9 |
| 2 | Large | Large | No | Yes | \$35.4 | \$162.1 |

¹⁹⁴ McFATE, Sean, "I Built an African Army", in *Foreign Policy*, janvier 2010.

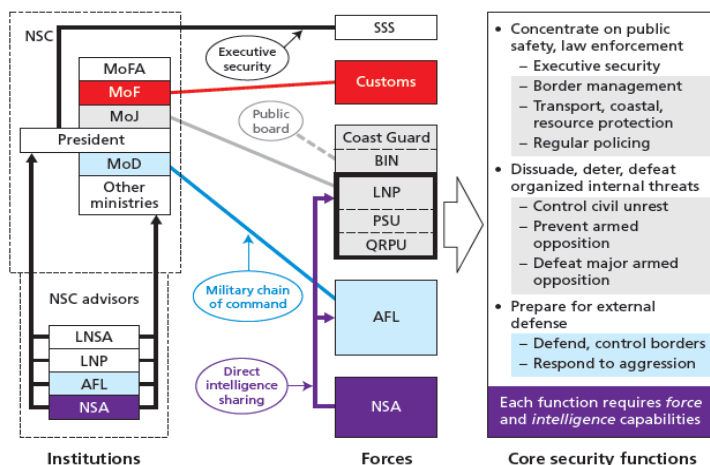
¹⁹⁵ L'ODC est l'officier du DoS qui supervise le contrat de sous-traitance sur le terrain et fait le lien avec le *Contracting Officer* qui contrôle le contrat au sein du Pentagone.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

| | | | | | | |
|---|--------|-------|-----|-----|--------|---------|
| 3 | Medium | Small | Yes | Yes | \$22.5 | \$118.9 |
|---|--------|-------|-----|-----|--------|---------|

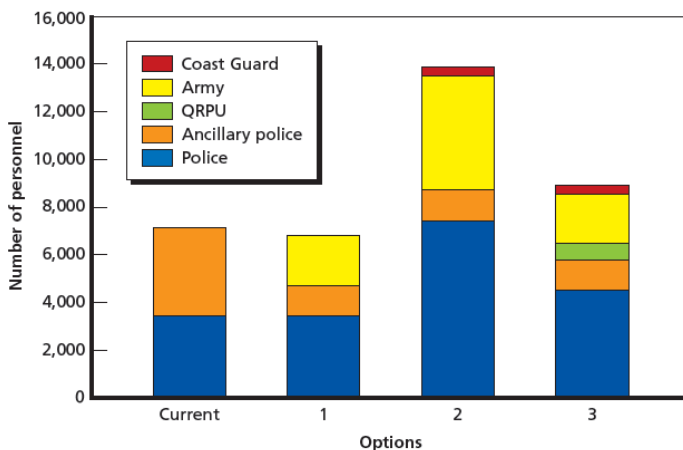
Source: *Sustainment Budget: New Armed Forces of Liberia* (©MPRI 2004)

5. Plan de la nouvelle architecture de sécurité du Libéria défini par la RAND



LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

6. Scénarios capacitaires des forces de sécurité libériennes exposés par la RAND



Source : RAND (2007)

Dyncorp dut également créer des équipes spéciales pour épauler l'ONU et participer au processus de démobilisation et de désarmement (DDR) qui rencontrait des difficultés majeures parmi les anciens membres des AFL et du ministère de la défense. Pour les convaincre, une des solutions mises en place par *Dyncorp*, en accord avec le DoS fut de verser une prime de démobilisation à 13 770 militaires et aux 400 employés du ministre. Au total, le DDR mènera au désarmement de 103 000 personnels armés, trois fois le nombre initialement projeté par l'accord d'Accra.

Un travail chronophage qui explique que le recrutement et l'entraînement effectifs des AFL n'aient pas commencé avant la mi-2006. En effet, alors que les équipes de *Dyncorp* - 82 employés américains secondés par 239 Libériens - ont pris pied au Libéria dès août 2005, le programme mettra plus de deux ans à entrer en fonction, à la fois en

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

raison de la mission DDR et pour des questions de budget non pourvu qui ont haché le travail de *Dyncorp*.

Le recrutement des Forces armées du Libéria

Une fois la séquence DDR achevée, *Dyncorp* va lancer un programme d'enrôlement particulièrement ambitieux. Dès l'ouverture du recrutement, une pléthore de 14 000 candidats se presse aux portes du *Barclay Training Center* à Monrovia. Le processus de sélection est orienté par des critères stricts : les candidats doivent avoir la majorité (18 ans), réussir un test d'aptitude visant à valider leur maîtrise de la lecture et de l'écrit, passer un test d'aptitude physique (une course à pied suivie d'une série de pompes et d'abdominaux) et présenter des certificats prouvant qu'ils sont séronégatifs, vaccinés contre la tuberculose et qu'ils ne consomment pas de drogues.

Dyncorp ne s'est pas contenté de recruter directement dans la capitale, mais dans un souci de diversifier la composition « ethnique et géographique¹⁹⁶ » de la future force et de la rendre la plus représentative de la population et consensuelle possible, la SMP a aussi envoyé des équipes de recrutement mobile dans les provinces du Libéria. Bruce Wright, le directeur du recrutement, organisera ainsi en mai 2008 un tour spécial d'une semaine pour aller chercher les futurs membres des AFL dans les provinces et les villes reculées du pays. Si les résultats de ce recrutement itinérant sont limités (196 libériens se porteront candidats et seuls 35 réussiront les tests initiaux), l'initiative témoigne de l'ambition de

¹⁹⁶ "Liberia: Uneven Progress in Security Sector Reform", *International Crisis Group*, 13 janvier 2009. Disponible en ligne : <http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/west-africa/liberia/148-liberia-uneven-progress-in-security-sector-reform.aspx> (date de consultation)

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

la société militaire privée. *Dyncorp* qui a dès le départ cherché à nouer des liens de confiance avec les ONG locales afin de consolider au maximum leurs enquêtes de sécurité et de vérifier le profil des candidats, notamment les fraudes à l'identité. L'objectif de l'équipe de *Dyncorp* en charge des enquêtes administratives était d'établir un lien direct avec la population. Seront ainsi placardées à Monrovia et dans les différentes localités les photos des candidats et un numéro vert autorisant des dénonciations anonymes¹⁹⁷.

Le taux de rejet des postulants prouve la rigueur du processus de sélection mis en place par *Dyncorp* : 82 % des 14 000 candidats qui se sont pressés aux portes du *Barclay Training Centre* de Monrovia ont été refusés, la moitié pour illetrisme. Après sélection et enquête administrative, la décision ultime d'enrôlement est prise au cas par cas par un comité collégial réunissant le chef du bureau de coopération de défense (*Office of Defense Cooperation Chief*), la direction du ministère de la défense libérien et le doyen de la faculté de droit de Monrovia. Très peu de candidatures furent finalement rejetées, preuve de la qualité du processus de sélection mis sur pied en amont. Une des rares frictions émana de la Commission Vérité et réconciliation, à laquelle *Dyncorp* refusa de transmettre les résultats de ses enquêtes. Une décision justifiée par le DoS et l'ONU qui craignaient que des fuites ne débouchent sur des représailles intercommunautaires. De surcroît, une telle communication des dossiers aurait attribué à *Dyncorp* un rôle de police hors du champ de son contrat. Une sélection drastique possible pour une armée d'un format de 2 000 hommes dans un cadre de paix relative mais évidemment impossible à mener en Irak et en Afghanistan en pleine guerre et pour la formation d'armées de plusieurs centaines de milliers d'hommes.

¹⁹⁷ CUSAMANO, Eugenio, "Outsourcing Military Training: The Role of Security Networks in Foreign Military Assistance", *European University Institute, Department of Political and Social Sciences*, mai 2011, p.35.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

L'entraînement des AFL

Après avoir obtenu la levée de l'embargo onusien sur les armes en août 2006 afin de pouvoir équiper les AFL, *Dyncorp* peut alors entamer le coeur de sa mission : l'entraînement.

Sean McFate, le directeur de l'entraînement de *Dyncorp*, a conçu un cycle de formation de 22 semaines séquencé en trois phases : un entraînement basique (*Initial Entry Training* ou IET) de deux mois, suivi d'un entraînement avancé aux tactiques d'infanterie (*Advanced Infantry Training* ou AIT) d'un mois, après lequel les sous-officiers et officiers sélectionnés au terme du processus initial, recevront une instruction spécifique d'un mois et demi. Au terme de l'entraînement, les unités passent dans les mains des instructeurs de PAE pour suivre des cours de spécialisation.

Dans leur proposition de départ faite au DoS, McFate et son équipe avaient choisi de mettre en place, plutôt que de plaquer mécaniquement sur les AFL les méthodes et la doctrine américaines, des sessions adaptées aux forces locales. L'ampleur de la mission de refondation des AFL imposait dans l'esprit de McFate de revoir les objectifs traditionnels des T&E à la baisse : « *les instructeurs américains tendent à répliquer leur modèle militaire lorsqu'ils aident à l'entraînement des forces à l'étranger [...] nous savions que la mission serait moins "d'entraîner et d'équiper" que de tout réimaginer de fond en comble* ¹⁹⁸ ».

Une volonté d'adaptation culturelle louable, mais qui ne connaîtra en vérité aucune traduction concrète sur le terrain. Le visionnage des

¹⁹⁸ McFATE, Sean, *ibid.*, p. 64. Voir également du même auteur : "Lessons Learned from Liberia: Security Sector Reform in a Failed State", *RUSI Journal*, vol. 153, n°1, février 2008.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

documentaires vidéos réalisés par Dyncorp¹⁹⁹ montre que l'apprentissage du *drill* dispensé par les instructeurs privés - en majorité d'anciens des Forces spéciales -, est un décalque des méthodes des *Boot Camps* américains et ne diffère en rien de l'enseignement traditionnel appliqué par l'*US Army* et le Marine Corps.

La phase initiale (IET) se déroule au sein de Camp Ware - un site qui abritait, dans les années fastes du partenariat américano-libérien les antennes de *Voice America* - à Careysburg, à 30 km de Monrovia. Chaque classe (il y en aura cinq en tout) est composée d'environ 500 soldats, et est entraînée pendant huit semaines aux bases du *drill* et du tir. Les soldats reçoivent aussi des cours de droit des conflits armés afin de leur inoculer un sens minimal des droits de l'homme. Au terme de l'IET (auxquels 10 % en moyenne échoueront), les classes basculent vers l'AIT. *Dyncorp*, à l'image de MPRI en Bosnie, applique le modèle des *fireteams* aux aspirants. Ces derniers sont néanmoins dotés et formés sur du matériel russe, celui avec lequel ils sont les plus familiers. Outre l'emploi de l'*AK-47*, les Libériens apprennent aussi à se servir d'armes d'appui comme le lance-grenade modulable de 40 mm *GP-25* ou la mitrailleuse légère *RPK* de calibre 7,62. L'objectif de l'AIT est de les rôder aux formations aux plus bas échelons tactiques. Les soldats sont initiés aux élémentaires à travers des exercices de tir à blanc qui occupent une place importante dans le *curriculum* : ils apprennent à faire mouvement, à se poster, à évoluer en groupes de combat à l'intérieur d'un peloton. Instruction complétée par des exercices de cartographie, d'organisation de patrouilles et un entraînement au combat au corps-à-corps.

¹⁹⁹ *Armed Forces of Liberia IET CLASS 08-04*, produced by SSR Public Affairs Office, 2008; *AFL IET Class 08-01*, produced by SSR/Public Affaris, 2008; *AFL Video Documentary, Soldiers speaks about MOS*, produced by SSR/Public Affairs Office, 2008.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

La sélection des officiers et sous-officiers peut alors commencer. Les soldats identifiés comme des chefs potentiels sont amenés au Camp Schiefflin (renommé *Edward Beyan Kesselly Barracks*) où ils suivent une instruction complémentaire de quatre semaines. Dès lors, les premiers officiers formés - onze au départ - prennent en charge l'instruction des sous-officiers, etc. Le SSR comportait un volet de spécialisation tactique fondée sur le modèle des qualifications MOS (*Military Occupational Skills*) de l'*US Army* et mis en oeuvre par PAE. Ce système de qualification MOS permet de doter chacun des soldats de la section et du peloton et ceux engagés dans le soutien des forces d'une compétence spécifique (l'*US Army* en compte une trentaine) : fantassin de base (*US Army* MOS 11B), fantassin d'appui (formé à l'emploi d'armes lourdes comme le mortier, MOS 11C), ingénieur (MOS 21B), policier militaire (MOS 31B), logisticien (MOS 92A), etc. Une spécialisation cruciale pour rendre cohérente la chaîne de commandement et de soutien des AFL.

La 23^e Brigade sera ainsi constituée au bout de deux ans. Une première classe IET de 106 soldats est qualifiée en juillet 2006 ; la seconde (503 soldats) en septembre 2007 ; la troisième (485 soldats) en janvier 2008 ; la quatrième (510 soldats) en avril 2008 ; la cinquième et dernière classe le 29 août 2008, le jour même où le 1^{er} bataillon est activé. Le second le sera en novembre 2008²⁰⁰.

Problèmes structurels

Que retenir ? D'abord que le programme SSR conduit par *Dyncorp* peut être considéré comme une relative réussite étant donné l'ambition de départ qui était de créer une force armée *ex nihilo* ; point sur lesquels

²⁰⁰ "150 Potential Officers on BNCOC Course", *The AFL Guardian*, vol.1, n°7, novembre 2008, p.3.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

s'accordent la plupart des analystes ayant dressé un bilan du cycle de formation comme Malan²⁰¹ ou Cusamano²⁰². Les deux bataillons de la 23^e brigade ont fait l'objet d'une évaluation ARTEP (*Army Training and Evaluation Program*) concluante de la part de l'*US Army* et du *Marine Corps* fin 2009 qui les ont déclaré opérationnels en février 2010. Bien que le plus gros des équipes de *contractors* se soient retirées du Libéria début 2010 et aient passé le relais aux quelque soixante instructeurs officiels de l'AFRICOM, des équipes réduites sont restées dans le pays pour assurer la transition. *Dyncorp* est d'ailleurs toujours présente au Libéria, où elle s'occupe de la maintenance des bases et du matériel militaire.

Les AFL n'en restent pas moins frappées par un certain nombre de problèmes structurels susceptibles d'affecter gravement à terme leur viabilité opérationnelle :

1) D'abord la taille trop réduite de la brigade, décidée en fonction d'un arbitraire financier. La structure actuelle permet certes aux Libériens de remplir les critères *a minima* fixés par le département d'État mais le sous-dimensionnement et la sous-dotation des AFL les rendent incapable d'agir de manière autonome. En 2008, le colonel Craig Bailey du *Marine Corps*, mandaté par le ministère de la défense libérien pour rédiger la *National Military Strategy* (NMS), concluait que les effectifs des AFL devraient se situer aux alentours des 4900 hommes pour pouvoir répondre à leur spectre de missions, soit la fourchette haute des études exploratoires de MPRI et de la RAND²⁰³. Très loin du chiffre actuel de 2036

²⁰¹ MALAN, Mark, "Security Sector Reform in Liberia: Mixed Results from Humble Beginnings", *US Army War College*, mars 2008.

²⁰² CUSAMANO, Eugenio, "Outsourcing Military Training: The Role of Security Networks in Foreign Military Assistance", *European University Institute, Department of Political and Social Sciences*, mai 2011.

²⁰³ « National Military Strategy: AFL, Efficient, Affordable, Accountable », *Liberian Mod*, Monrovia, 2008.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

soldats et officiers (auxquels il faut rajouter les effectifs des 150 gardes-côtes). La NMS propose également l'acquisition de sept hélicoptères, de 102 Humvees, 13 véhicules blindés légers, six pièces d'artillerie et quatre tanks. Le travail effectué par Dyncorp correspond à un entraînement aux échelons tactiques élémentaires, mais ne peut en faire une force militaire réellement efficace et autonome. Il faudrait pour cela compléter la brigade avec un peloton de transmission, un peloton de guerre électronique, et une compagnie de forces spéciales. Autant de besoins exprimés par la NMS de 2008 et qui font aujourd'hui défaut aux AFL. Un manque de moyens qui reflète la volonté politique du DoS qui était d'entretenir la dépendance de l'armée libérienne à l'égard de l'expertise américaine.

2) La gestion financière plus que lache du contrat par l'État américain - qui aurait atteint les 240 millions de dollars pour l'année fiscale 2009²⁰⁴, six fois le prix du T&E bosniaque et un coût final situé au-delà de l'offre de MPRI, pourtant rejetée comme trop onéreuse par le DoS - a entraîné un étalement du SSR sur cinq ans. Une gestion chaotique qui s'explique par le déficit de coordination de l'ODC (qui changeait tous les deux ans) et le *Contracting Officer*, basé au Pentagone, en charge du contrôle des performances du contrat. Des délais qui ont entraîné le raccourcissement de la période de l'IET de 11 à 8 semaines. À la date d'août 2007, seuls 5 % des AFL avaient suivi l'entraînement élémentaire. De même, en juin 2008, deux mois avant la constitution du 1^{er} bataillon, seuls 33 sous-officiers avaient été qualifiés sur un total planifié de 227, affectant la mise en boucle du cycle d'entraînement et son appropriation par les AFL. Sur ce montant, une minuscule partie a été consacrée à l'entraînement (à peine 5 millions de dollars) et le reste à la reconstruction et à l'entretien des camps d'entraînement Barclay et Sandee Ware. Les AFL manquent néanmoins toujours d'infrastructures adaptées. Étant donnée la

²⁰⁴ Eugenio Cusamano, *ibid.*

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

concentration des troupes, les baraquements du camp Schiefflin où est basée la 23^e brigade sont surpeuplés, suscitant des frictions entre soldats.

Si la « réussite » attribuée à *Dyncorp*, qui a effectivement mené un travail remarquable, reste précaire, la sous-traitance du T&E des AFL n'en a pas moins permis aux États-Unis, dont les effectifs réguliers étaient alors aimantés par deux conflits prioritaires, de saisir l'opportunité géoéconomique de créer une plateforme d'accès aux ressources du golfe de Guinée en mettant en place un dispositif-tampon qui a duré jusqu'à ce que l'armée américaine soit en mesure de reprendre les rênes de la mission.

3. La guerre d'Irak : Vinnell, Dyncorp, Erinys

Vinnell et l'armée irakienne (2003-2004)

En juin 2003, le Pentagone annonce avoir signé un contrat avec la firme Vinnell pour la création et la mise sur pied des neuf premiers bataillons de l'armée irakienne. Avant d'être revendue à Northrop Grumman, la société fut longtemps contrôlée par le tandem Frank Carlucci-James Baker III, respectivement secrétaire à la Défense sous Reagan et secrétaire aux Affaires étrangères sous Bush père (Carlucci, figure tutélaire de la CIA, fut aussi le directeur du bien connu fonds d'investissement Carlyle). Vinnell arrive en Irak auréolé de son expérience en Arabie Saoudite où elle a formé la Garde nationale des Saoud dans les années 1970. Difficile cependant de juger l'efficacité du travail de la SMP, puisque la garde prétorienne de la monarchie saoudienne, en dépit de son équipement de pointe, n'a jamais été mise à l'épreuve dans un quelconque conflit. Pour certains officiers, le crédit de la firme est pur appareil. Surtout le recrutement des futurs instructeurs est disloqué entre une multitude de

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

sous-traitants : MPRI, SAIC, *Eagle Group*, *Omega Training* et *Worldwide Language Resources*. Cette décision s'avère « catastrophique » comme le souligne Michel Goya : « *Les contractants de Vinnell, en fait recrutés par des sous-traitants, sont presque toujours d'anciens militaires américains qui vivent à l'hôtel et non à proximité des recrues. Refusant souvent d'apprendre les noms compliqués des Irakiens, ils leur donnent des surnoms américains et imposent que les ordres soient donnés en anglais. Comme par ailleurs la solde proposée aux Irakiens est très faible (70 dollars par mois pour les soldats et 100 pour les candidats officiers, payés parfois avec des mois de retard), il n'est pas étonnant qu'en décembre 2003 la moitié du premier bataillon ait déserté. [...] Il n'est pas rare que, sur un contingent de mille recrues, il n'en reste que trois cent un an plus tard.*²⁰⁵ »

Un an après la signature des premiers contrats de formation, l'armée irakienne ne peut compter que sur 6700 hommes. Une bonne partie est quasi vierge de tout entraînement concret et incapable de communiquer par radio. Les craintes des officiers américains ne tardent pas à se confirmer. Quand le 1^{er} bataillon irakien formé par *Vinnell* est engagé en soutien des forces américaines en décembre 2003, la saignée est totale : 480 hommes sur 900 désertent le front. Une nouvelle répartition des tâches est adoptée : les officiers irakiens seront formés par des militaires jordaniens et *Vinnell* se contentera de récupérer l'entraînement des sous-officiers. La MNF mettra finalement un terme au contrat fin 2004 et les militaires réguliers reprendront totalement en charge la formation de leurs homologues irakiens.

Dyncorp et la police irakienne (2003-2008)

²⁰⁵ GOYA, Michel, *Les Armées du chaos*, Paris : Economica, 2008, p.163.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Incluse dans la planification immédiate des opérations post-invasion, *Dyncorp* récupère dès avril 2003 la formation des policiers irakiens. Après la bataille de Bagdad, le chantier de la police irakienne est un champ de ruines. L'armée américaine, en rupture d'effectifs, est submergée par l'ampleur de la tâche. À peine une douzaine d'instructeurs est disponible. La charge de travail prend des proportions ubuesques lorsqu'un officier américain se voit confier à lui seul l'entraînement de 4000 hommes. Avant le déclenchement de la guerre, l'administration Bush a sciemment écarté un plan du département de la justice qui avait pour but de mobiliser plusieurs milliers d'instructeurs. Le DoJ fait une seconde tentative une fois Saddam Hussein renversé : sa proposition initiale, qui portait sur un nombre de 6600 formateurs, est d'abord réduite à 1500, puis définitivement enterrée par le Dod. En réalité le Pentagone a abdiqué d'emblée au profit du privé. À ce moment *Dyncorp* a déjà mobilisé et prédéployé 1150 instructeurs en Jordanie. Lesquels sont aussitôt dépêchés auprès des instances judiciaires du nouvel Irak pour évaluer les besoins au niveau national, provincial et municipal.

En février 2004, *Computer Sciences Corp*, qui a racheté *Dyncorp* un an plus tôt, remporte le contrat quinquennal de formation des forces de sécurité civiles, le CIVPOL, pour un montant de 1,7 milliard de dollars²⁰⁶. Mais, plus le temps avance, plus la remise à niveau prend l'allure d'un travail de Sisyphe. Comme dans le cas de *Vinnell*, les carences de *Dyncorp* deviennent rapidement flagrantes. Au début de 2006, déclarée « année de la police », des officiers américains sont envoyés en renfort de la firme pour constituer un contingent hybride de 3000 instructeurs réguliers et privés. Un audit conduit en octobre conclut qu'il est impossible de vérifier les compétences opérationnelles des unités passées dans les mains de *Dyncorp* et de l'Army. La SMP met ses faibles performances sur le compte

²⁰⁶ Le programme CIVPOL réunit notamment MPRI, KBR, *Wackenbut* et *Aecom Government Services*.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

de la corruption des officiers irakiens placés sous ses ordres, dont le recrutement ne dépend effectivement pas de son ressort. À l'instar de l'armée irakienne, les problèmes de cohésion des forces de police sont critiques. L'équilibre multiculturel recherché au départ est loin d'être atteint : les troupes sont composées en majorité de Kurdes et de Chiites, alors que les Sunnites représentent à peine 10 % des effectifs. Dans les provinces sunnites, la police est perçue par la population comme une milice dominée par les intérêts chiites et la crise de confiance est totale. Les accusations de rapt, de viols et d'exécutions sommaires se multiplient. Un problème auquel Petraeus tentera de remédier, avec un certain succès, en créant les programmes « Fils de l'Irak » (*Sons of Iraq*) et « Citoyens locaux concernés » (*Concerned Local Citizens*), des comités populaires chargés de réintégrer la minorité religieuse dans le jeu politique irakien et de l'associer à l'effort de reconstruction nationale, qui s'est traduit concrètement par le réarmement des milices d'autodéfense sunnites.

Le constat d'échec - qui tient en grande partie à la politique de sous-effectifs maintenue pendant les premières années de la guerre par l'administration Bush - est le même en Afghanistan où au moins dix milliards de dollars ont été consacrés à la formation de l'*Afghan National Police* (ANP) depuis 2001. Malgré l'investissement considérable des Américains, un rapport du GAO de 2008 pointait l'état dramatique des 433 unités de police et soulignait qu'« aucune n'est capable d'apporter un soutien à la coalition²⁰⁷ ». Rançonnage des conducteurs et droits de passage sont la règle. L'année 2008 a signé un changement d'approche stratégique avec l'implémentation du programme pilote baptisé *Focused District Development* (FDD) initié par le Major General Bob Crane, et dont les instructeurs de Dyncorp sont les maîtres d'oeuvre. Le marché de la formation est loin d'être saturé : le volume des instructeurs de la police

²⁰⁷CHATTERJEE, Patha, "Policing Afghanistan: Obama's New Strategy", *Corpwatch.com*, 23 mars 2009.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

accusait en 2009-2010 un déficit de 67 % par rapport aux objectifs initiaux, 30 % dans le cas de l'*Afghan National Army* (ANA). L'effort a jusqu'à présent porté sur la dimension stratégique – la création *ex nihilo* de forces de sécurité – et opérative – l'instruction organisée au niveau des provinces. Il s'agit maintenant de fortifier le système au niveau tactique et subtactique en menant une politique de conquête et de formation quartier par quartier. Les formateurs de *Dyncorp* sont désormais directement dépêchés dans les commissariats de quartiers pour y évaluer les besoins au niveau de l'organisation, de l'infrastructure judiciaire, des locaux et de l'équipement. L'unité de police est alors déportée de son périmètre pour suivre un entraînement complet de huit semaines dans un camp. L'idée est de faire vivre côte à côte, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, instructeurs et futurs officiers afin d'opérer une acculturation totale aux méthodes occidentales. L'extension du FDD alimente les espoirs de la SMP de Virginie : 399 contrats d'instructeurs ont été souscrits en 2010, que le Pentagone souhaiterait compléter par une force additionnelle de 1 500 militaires.

L'amiral Fallon, dont la lucidité tranche avec l'optimisme de la nouvelle administration, déclarait en 2008 que l'armée et la police irakiennes, qui affichent aujourd'hui un nombre pléthorique de 800 000 hommes²⁰⁸, ne seront pas capables d'assumer la sécurité de leur pays « avant 2012 », et celles des frontières « avant 2018 »²⁰⁹. Des forces qui restent, malgré l'investissement considérable des Américains (plus de 50 milliards combinés pour l'Irak et l'Afghanistan), dramatiquement fragiles.

²⁰⁸ 560 000 policiers et 230 000 militaires.

²⁰⁹ Cité dans : CLAUDE, Patrice, « Cinq ans de guerre en Irak : l'impasse », *Le Monde*, 20 mars 2008.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Erinys et l'Oil Protection Force (2003-2004)

Pendant l'été 2003, *Erinys Iraq*, la filiale de la société sud-africaine *Erinys International*, décroche un des plus importants contrats de sécurité de tout l'Irak : la firme sud-africaine est chargée par l'USACE de mettre sur pied et d'entraîner pour 40 millions de dollars une force de 6 500 gardes privés - *l'Oil Protection Force* - pour assurer la protection des installations pétrolières dont la remise à niveau est assurée par KBR. *Erinys* succède dans cette tâche aux forces intérimaires de la *Patriotic Union of Kurdistan*, la milice *peshmerga* dirigée par Jalal Talabani qui deviendra président de l'Irak en avril 2005.

Le spectre du contrat est énorme : la centaine d'officiers d'*Erinys* prend en charge la sécurité de 140 champs de pétrole et d'un réseau de *pipelines* et de raffineries qui s'étend sur 7000 km, ainsi que la protection des employés de *Bechtel* et de KBR, tête de pont de l'opération *Restore Iraq Oil*, qui consistait, aussitôt le pays envahi, à préempter l'ensemble des ressources pétrolières de l'Irak.

Erinys réunit différents éléments de l'Afrique du Sud pré- et post-apartheid : des retraités du Kervœt, une unité de contre-insurrection utilisée par l'armée sud-africaine en Namibie dans les années 1980, et de la *Vlakpaas*, une unité de police secrète du régime d'apartheid. On y retrouve aussi des membres des forces d'élite de la police sud-africaine chargés de la protection rapprochée du président Thabo Mbeki ; cette force a connu en 2003 une véritable saignée puisque sur la centaine d'hommes qui la composaient, plus de la moitié ont pris une retraite anticipée pour partir en Irak. Certains cadres d'*Erinys* travaillaient auparavant pour des multinationales pétrolières et minières comme *Ashanti Gold* et *BP Amoco* en Angola et dans le delta du Niger et se sont taillés une réputation de briseurs de grèves au Ghana où ils ont été mis en cause par une ONG pour leurs méthodes musclées sur les sites d'exploitation aurifère d'*Ashanti*.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Les origines de la firme, baptisée ainsi en référence au mythe grec des *Erinys*, restent mystérieuses. La société a été créée un an avant la guerre et formée sur la base d'un montage financier complexe avec *Nour SA*, une société de sécurité privée créée par Huda Farouki et Faisal Daghistani, de vieux compagnons de route d'Ahmed Chalabi qui a piloté l'accord en sous-main²¹⁰.

Nour devient une société de droit américain en mai 2003. L'appel d'offres une fois remporté, le contrat est modifié en août 2003 pour y inclure *Nour* et officialiser la *joint venture* avec *Erinys*. Le montant du contrat grossit également de 100 millions pour étendre le dispositif et offrir à *Erinys* une capacité de renseignement aérien. La société *Airscan* sera ainsi embauchée comme principal sous-traitant pour offrir à l'OPF une surveillance aérienne.

²¹⁰ Chalabi est le descendant d'une des familles régnantes les plus riches de la monarchie irakienne. Architecte en chef de l'Iraqi National Congress (INC), force d'opposition au régime baasiste étroitement connectée aux services américains, l'homme fut très proche des têtes pensantes du clan néoconservateur, entre autres de Paul Wolfowitz, Richard Perle et Albert Wohlstetter. En 1992, Chalabi est mouillé dans la faillite de la banque jordanienne Petra à laquelle il aurait escroqué plus de 30 millions de dollars. Des millions qui vont lui servir à financer sa propre garde prétorienne, les *Free Iraqi Forces* (FIF), la branche armée de l'INC. Une armée privée qu'il tente de vendre à l'époque à Washington dans l'espoir de renverser Saddam Hussein, sans succès : le Pentagone doute de la fiabilité des hommes de Chalabi. À juste titre. Quand, en mars 1995, les forces indépendantistes kurdes attaquent le V^e Corps de Saddam Hussein au nord de Kirkouk, et met en déroute trois divisions, les hommes de Chalabi restent en retrait du combat. Fin 2002, alors que l'invasion est imminente, un plan de la CIA prévoyait d'envoyer 3 000 miliciens des FIF s'entraîner sur le camp de Taszar en Hongrie afin d'accompagner la percée des forces américaines en Irak. Le projet fait long feu pour des problèmes d'accréditation et les FIF ne servirent au final de simples interprètes dans la marche sur Bagdad.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

De 2003 à 2004, *Erinys* a formé et coordonné au sein de l'OPF 11 900 gardes statiques et 2100 patrouilles mobiles par mois avec un contingent variable de 30 à 100 instructeurs. À leur arrivée sur les sites, le travail des *security managers* d'*Erinys* consiste essentiellement à mettre en place un appareil de gestion administrative, à organiser le versement des salaires et à identifier les gardes en leur fournissant une carte d'identité pour trier et écarter les « fantômes » (à leur arrivée sur le site de la raffinerie K3 dans le secteur d'Anbar et de Bayji, les instructeurs d'*Erinys* découvrent par exemple que sur les 300 gardes officiellement enregistrés et rémunérés, seuls 150 travaillent effectivement sur le site²¹¹). Le recrutement est négocié directement avec les tribus locales. Vient ensuite la phase de formation, de pure forme puisque les gardes suivent deux demi-journées, au maximum, de formation au tir, à l'emploi et à la mise en sécurité des armes. Une formation de peau chagrin qui s'explique à la fois par la pénurie de balles destinées à l'entraînement (une centaine par garde) et par l'effet final recherché qui est de monter une simple garde statique et pas une force paramilitaire (voir en annexe n°5 la matrice opérationnelle de l'OPF). Cette formation initiale est étayée par un apprentissage basique des techniques de débarquement et de faire-mouvement (débarquer, se poster, attaquer, contre-attaquer et rembarquer). Élément important, les membres de l'OPF sont dotés d'un uniforme bleu spécifique qui permet aux tribus locales et aux forces américaines de les identifier. Chaque patrouille est organisée en pseudo-section de trente hommes divisée en trois groupes de dix hommes (qui se relaient toutes les huit heures). Chaque groupe dispose de deux 4x4 légers (non blindés), est équipé de radios Motorola GP 340 et GP 140, et armée avec des pistolets automatiques, des AK-47 et une mitrailleuse légère PKM coaxiale montée à l'arrière des *pick-up* où se place le *shooter*. Chaque patrouille est commandée par l'équivalent - si l'on peut dire - d'un officier et d'un sous-officier (trois officiers et trois sous-officiers pour une section

²¹¹ Témoignage anonyme d'un ancien *contractor* d'*Erinys*, décembre 2011.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

de patrouille de trente hommes), commandants désignés la plupart du temps sur proposition des chefs des tribus environnant les sites.

À la fin de la mission de la SMP, début 2005, date du transfert de la garde sous la responsabilité du ministère du pétrole irakien, 2000 membres de l'OPF ont été déployés au nord de Bagdad pour sécuriser les raffineries et le pipeline à destination de la Turquie. Le reste est aujourd'hui stationné dans le Sud, sur le terminal pétrolier de Bassora, par où transitent 80 % des exportations fossiles irakiennes. En Irak, *Erinys* est, avec *Aegis*, une des rares sociétés à avoir disposé de centres régionaux autonomes sur l'ensemble du territoire – principalement à Mossoul, Kirkouk, Bagdad et Bassora – et à pouvoir entretenir une infrastructure opérationnelle 24 heures sur 24. La garde était intégrée dans la *Task Force Shield*, un dispositif administratif supervisé par le génie et géré par la SMP sud-africaine pour le compte du ministère du pétrole.

Malgré quelques déboires, *Erinys* est une des rares SMP à avoir globalement échappé aux critiques de l'inspection générale et à avoir échappé au marasme de la sous-traitance du laboratoire irakien²¹². La réussite d'*Erinys* s'explique principalement par la souplesse de la stratégie de recrutement local qu'elle a mis en place et le spectre limité de sa mission. *Erinys*, à l'instar de la méthode employée par Saddam Hussein, a fait reposer l'organisation du système sur les chefs de clans, rémunérés directement par le gouvernement irakien, pour assurer la protection des *pipelines* dans les zones désertiques. Le but était de former une garde couvrant l'ensemble du territoire mais recrutant et opérant à un échelon régional ou local. À l'inverse de l'armée irakienne ou de la police afghane, dans lesquelles ils s'agissaient de fusionner plusieurs ethnies en une force

²¹² Le SIGIR a cependant trouvé des preuves selon lesquelles seuls 11 400 gardes sur les 14 000 que la firme était censée entraîner, ont reçu une véritable formation. L'audit montre également qu'un stock de 6000 AK-47, géré par la SMP, s'est évanoui dans la nature.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

unique, le travail d'*Erinys* a parfaitement appréhendé et respecté l'équilibre tribal et confessionnel des secteurs dont elle avait la charge et constitué des patrouilles ethniquement homogènes recrutées et agissant de façon localisée. En novembre 2004, la sécurité des champs pétroliers de la région de Kirkouk, à majorité kurde, fut ainsi transférée avec succès sous la responsabilité de la Garde nationale irakienne. Comme le rapporte lui-même un ancien *security manager* de l'OPF, l'objectif principal était d'« acheter et de maintenir la paix sociale²¹³ », quitte à fermer les yeux sur le siphonnage de certains *pipelines* par les tribus.

On notera que la culture d'armes d'origine des *contractors* influence également la politique de recrutement : les quatre *security managers* français embauchée par *Erinys* pour former au long de l'année 2004 les éléments locaux de l'*Oil Protection Force* en charge de la protection de la raffinerie K3 située dans le secteur d'Anbar et de Bayji choisissent d'aller à contre-courant de la politique de purge anti-Baas menée par les Américains en s'appuyant sur d'anciens militaires ou policiers de l'ancien régime connaissant parfaitement le découpage tribal du secteur.

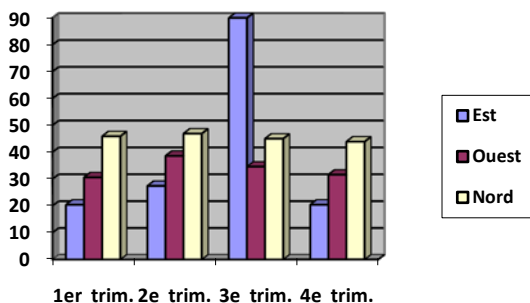
²¹³ Témoignage anonyme d'un ancien *contractor* d'*Erinys*, décembre 2011.

Enseignements

- Compléments tactiques des armées régulières, les sociétés de s Si les T&E croate, bosniaque et libérien tendent à accréditer l'idée que la sous-traitance de la formation d'unités de taille réduite ou spécialisées (à l'exemple de l'OPF) dans un contexte post-conflit peut s'avérer - à condition que l'Etat assure une supervision effective des contrats - une solution relativement efficace, le RETEX américain en Irak et en Afghanistan semble en revanche démontrer que confier la formation de grandes unités à des SMP en temps de guerre conduit à l'échec.
- ervices militaires occupent donc aussi et surtout une fonction stratégique qui permet à l'État américain de conduire une politique étrangère par procuration (*foreign policy by proxy*) et de faciliter la réalisation de compromis géopolitiques. Les T&E bosniaque et croate dirigés par MPRI ou le contrat Bancroft en Somalie en sont d'excellentes illustrations.
- L'emploi de ces sociétés permet de créer et de maintenir des plateformes opérationnelles et d'étendre l'influence géostratégique de l'État. Les SMP interviennent en effet de l'amont à l'aval des opérations extérieures : elles ne se contentent pas d'entraîner les troupes mais prennent également en charge la construction, la maintenance et le soutien des bases jusqu'à l'architecture des structures de contrôle politique (les ministères) des forces armées.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

- La diffusion des normes militaires américaines est assumée et conçue dans l'objectif de rendre l'État client dépendant de l'aide et de l'expertise américaines. L'objectif est certes de permettre aux troupes instruites de s'approprier les compétences minimales requises mais il n'est jamais question de rendre la force totalement autonome. Le but essentiel est moins conditionné par un objectif de performance tactique que par l'objectif politique de pérenniser le partenariat militaire en pénétrant et en remodelant les structures de décision politico-militaires de l'État assisté.
- Si les T&E croate, bosniaque et libérien tendent à accréditer l'idée que la sous-traitance de la formation d'unités de taille réduite ou spécialisées (à l'exemple de l'OPF) dans un contexte post-conflit peut s'avérer - à condition que l'Etat assure une supervision effective des contrats - une solution relativement efficace, le RETEX américain en Irak et en Afghanistan semble en revanche démontrer que confier la formation de grandes unités à des SMP en temps de guerre conduit à l'échec.



**LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION
DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010**

CONCLUSION

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Notre étude, étant donné l'ampleur de son spectre, n'aura permis que de restituer un panorama des politiques mises en oeuvre dans la formation et l'assistance militaires aux armées étrangères et de l'évolution des pratiques étatiques sur ces soixante dernières années dans ce domaine. Elle nous permet cependant d'extraire un certain nombre d'enjeux et de problématiques intéressant les armées et l'architecture de notre politique d'influence.

Synthèse des enseignements

Concernant la formation de grandes unités (Corée, Indochine, Vietnam) :

- La connaissance de la culture des personnels formés est indispensable à la réussite des missions de formation d'armées étrangères.
- L'unicité de commandement entre structure de formation et armée formée (en cas d'engagement en conflit) présente de grands avantages pour le travail des formateurs.
- Une formation dédiée des formateurs doit absolument être mise en place tant sur les aspects culturels que techniques.
- Le travail de formation doit être valorisé, dans l'esprit comme dans l'intéressement des hommes, et ne doit pas être considéré comme une tâche moins noble que les missions de combat, surtout concernant les affectations politico-militaires au niveau des provinces ou États.
- Il est également primordial d'utiliser des officiers disposant d'une bonne expérience pratique.
- L'adéquation des grades entre formateur et formé permet d'éviter les problèmes de susceptibilité des uns comme des autres.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

- Le but de la formation d'une force doit être en adéquation avec les moyens employés et celui-ci ne doit pas trop varier dans le temps au risque de perdre en capacité opérationnelle pour la force armée et en crédibilité pour les formateurs.

Concernant la formation d'unités contre-insurrectionnelles

- La création d'unités de contre-guérillas irrégulières permet de lutter à armes égales, dans les moyens si ce n'est dans le volume, avec les forces pratiquant les techniques de guérilla et contre lesquelles les forces conventionnelles sont impuissantes.
- Une telle initiative trouve un intérêt dans une problématique dépassant le simple champ militaire pour s'inscrire dans une politique de contre-ingérence. Toutefois, une telle force ne peut être employée comme une force conventionnelle.
- La connaissance des différentes ethnies et de leur historique permet d'utiliser au mieux les problématiques culturelles.
- L'unicité de commandement au sein de l'armée du formateur est absolument nécessaire pour que ce type d'unité puisse être employé au maximum de ses capacités.

Concernant la formation d'unités spécialisées (armée de l'air afghane)

- La formation d'une composante militaire aussi spécialisée que peut l'être une armée de l'air demande du temps, des moyens et des effectifs.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

- Équiper une force armée étrangère nécessite de disposer de contrats de nature bien particulière et assez souple pour mener à bien et rapidement une politique d'acquisitions.
- La langue est un aspect important de la formation d'une force armée étrangère par l'aspect normatif qu'elle induit.
- Le maintien de connaissances sur des équipements qui ne sont plus en dotation dans des forces armées plus développées technologiquement se révèle utile.
- Il est nécessaire de penser dès le début à un modèle de forces soutenable dans la durée, en particulier financièrement, par l'État-hôte.
- Dans la formation, le savoir faire est aussi important que le faire savoir, c'est à dire l'insertion des progrès de la force formée dans l'histoire déroulée par la communication stratégique sur les efforts de reconstruction.

Concernant les formations externalisées à des sociétés de services militaires spécialisées

- Compléments tactiques des armées régulières, les sociétés de services militaires occupent donc aussi et surtout une fonction stratégique qui permet à l'État américain de conduire une politique étrangère par procuration (*foreign policy by proxy*) et de faciliter la réalisation de compromis géopolitiques. Les T&E bosniaque et croate dirigés par MPRI ou le contrat Bancroft en Somalie en sont d'excellentes illustrations.
- L'emploi de ces sociétés permet de créer et de maintenir des plateformes opérationnelles et d'étendre l'influence géostratégique de l'État. Les SMP interviennent en effet de l'amont à l'aval des opérations extérieures : elles ne se contentent pas

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

d'entraîner les troupes mais prennent également en charge la construction, la maintenance et le soutien des bases jusqu'à l'architecture des structures de contrôle politique (les ministères) des forces armées.

- La diffusion des normes militaires américaines est assumée et conçue dans l'objectif de rendre l'État client dépendant de l'aide et de l'expertise américaines. L'objectif est certes de permettre aux troupes instruites de s'approprier les compétences minimales requises mais n'est jamais de rendre la force totalement autonome. Le but essentiel est moins conditionné par un objectif de performance tactique que par l'objectif politique de pérenniser le partenariat militaire en pénétrant et en remodelant les structures de décision politico-militaires de l'État assisté.
- Si les T&E croate, bosniaque et libérien tendent à accréditer l'idée que la sous-traitance de la formation d'unités de taille réduite ou spécialisées (à l'exemple de l'OPF) dans un contexte post-conflit peut s'avérer - à condition que l'État assure une supervision effective des contrats - une solution relativement efficace, le RETEX américain en Irak et en Afghanistan semble en revanche démontrer que confier la formation de grandes unités à des SMP en temps de guerre conduit à l'échec.
- Dans tous les cas de figure, la fonction « formation » doit faire l'objet d'une planification en amont de l'opération et être intégrée dans les plans de l'état-major. Le retard de huit mois accusé par les Américains en Irak entre l'invasion et le lancement de l'effort de formation n'a jamais pu être véritablement rattrapé.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

La politique de coopération militaire de la France : quel avenir ?

La France dispose aujourd'hui, avec la Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) dépendante du Quai d'Orsay et le programme de Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix (RECOMP), rattaché au bureau Afrique de l'État-major des armées (EMA), d'un dispositif de coopération militaire d'une grande efficacité par rapport à ses dimensions budgétaires et humaines. La DCSD a une fonction d'amont et gère la coopération structurelle sur le moyen et le long terme dans un but de prévention des crises tandis que l'état-major des armées pilote en aval la coopération opérationnelle dans une optique davantage immédiate de gestion des crises.

L'Afrique subsaharienne, terre d'élection historique de l'influence française, agrège aujourd'hui 70 % des formations et des missions gérées par la DCSD (300 par an au total pour un budget d'une centaine de millions d'euros), le reste se répartissant entre l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (15 %), l'Asie (7 %), l'Europe (5 %) et le continent américain (3 %). L'Afrique reste donc la principale plateforme d'accueil de la politique de coopération militaire et de sécurité de la France. Avec un contingent de 350 coopérants permanents (269 militaires, 50 gendarmes, 47 policiers, et 2 sapeurs pompiers), la DCSD a ainsi formé l'année dernière directement 2000 stagiaires en France et localement 2400 dans les Écoles nationales à vocation régionale (ENVR) qui représentent, à travers la diffusion de notre langue, un outil d'influence fondamental. En tout, plus de 10 000 stagiaires étrangers ont ainsi pu bénéficier d'un apprentissage de la langue française. 36 000 soldats et policiers étrangers ont été touchés au total par l'action de la DCSD. Grâce à ce dispositif de coopération, la France peut encore se flatter d'exercer une influence majeure en Afrique, l'histoire et la longue expérience de nos militaires sur le continent y étant pour beaucoup. Notre pays continue à jouir d'un léger temps d'avance sur les deux principales puissances que sont les États-Unis et la Chine, pour lesquels les ressources

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

fossiles et minières du continent africain constituent désormais une priorité stratégique.

Il conviendrait donc dans l'idéal, à défaut de pouvoir le faire monter en puissance, de sanctuariser l'actuel dispositif. Il n'en reste pas moins qu'un certain nombre d'inconnues vont peser à l'avenir et pèsent déjà sur la capacité de notre pays à maintenir cet effort et à en assurer la pérennité et l'intégrité sur le moyen et le long termes.

En conséquence, les auteurs de l'étude, au terme de leur analyse, se permettent de formuler trois propositions, l'une d'ordre structurel portant sur l'architecture interministérielle de notre politique de coopération militaire ; les deux autres intéressant la prospective de défense.

1) Les entretiens des auteurs avec le bureau Afrique de l'EMA la DCSD ont permis de dégager un problème structurel relatif au découplage des structures en charge de la coopération militaire entre le ministère de la défense et le Quai d'Orsay. Ce double rattachement correspond certes à la raison même de la politique de coopération militaire et de sécurité, naturellement arquée sur les deux piliers institutionnels que sont la défense et les affaires étrangères. Néanmoins, le découplage des volets structurel et opérationnel entre les deux ministères apparaît comme artificiel et relevant davantage de la défense d'intérêts bureaucratiques que d'une véritable nécessité qui se justifierait sur le plan stratégique. Il ne fait pas de doute que la fusion des deux volets (structurel et opérationnel) en une structure politico-militaire intégrée au sein du ministère de la défense représenterait un gage d'efficacité et de cohérence accrues de notre politique. Il ne s'agit aucunement d'évincer la composante « diplomatique », bien au contraire, mais de consolider et d'homogénéiser la chaîne de décision afin de rendre sa structure et son articulation plus cohérentes. Ce débat sur la naissance d'un dispositif intégré fusionnant la

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

DCSD et RECAMP, voire le volet MININT, a déjà été porté à plusieurs reprises et la décision politique a pour l'heure tranché en faveur du paradigme bureaucratique au détriment du bon sens organisationnel (la DCSD est une direction puissante et il apparaît normal que les ministres des affaires étrangères perçoivent le désaïssement d'un tel outil d'influence comme négatif). Les auteurs n'ont pas la prétention d'arbitrer un tel débat mais la question mériterait certainement d'être inscrite au tableau des réflexions générales du Livre blanc sur la redéfinition de notre stratégie globale de sécurité et d'influence.

2) À l'aune de l'expérience américaine, le passage d'une politique d'assistance militaire fondée sur un modèle exclusivement stato-centré à un modèle mixte de distribution public-privé des missions apparaît comme la mutation stratégique majeure de ces cinquantes dernières années. Si la France peut aujourd'hui s'appuyer sur un dispositif de coopération militaire d'une grande efficacité par rapport à ses ressources budgétaires et humaines, il ne fait néanmoins pas de doute - considérant le contexte économique et l'hypothèse probable d'un affaissement du budget de la défense consécutif aux élections présidentielles -, que si un nouveau choc budgétaire s'imposait à nos armées, celui-ci aurait nécessairement un impact sur notre capacité à sanctuariser le dispositif actuel. Rappelons que sur les 105 millions d'euros du budget de la DCSD, 60 % sont consacrés à la masse salariale. Une armée de terre réduite à 90 000 hommes n'aura plus les moyens de remplir les missions périphériques qui sont actuellement les siennes et n'aura d'autre choix que d'opérer un repli capacitaire et budgétaire sur son cœur de métier. Si une collision d'une ampleur comparable, voire de moitié inférieure, à celle de la RGPP de 2008, se répétait, la politique de coopération et d'assistance militaires de la France pourrait donc connaître un décrochage brutal par rapport aux puissances comme la Chine et les États-Unis qui déploient une stratégie globale d'influence en Afrique, et perdre ainsi l'avantage comparatif qui est actuellement encore le sien. En conséquence, les auteurs recommandent

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

que la problématique de l'externalisation des fonctions « formation » et « équipement » fasse l'objet d'études exploratoires. Là encore, il ne s'agit aucunement de suggérer ou de justifier la « privatisation » de la défense mais d'étudier des solutions palliatives à la pression budgétaire qui s'exerce sur nos structures de forces ; solutions qui ne se substituent pas à l'action des armées mais qui soient en mesure de la compléter et de la conforter. Le recours, sous des conditions qui restent à établir, à des entités privées pourrait par ailleurs permettre de développer de nouveaux partenariats et de créer de nouvelles plateformes d'entrée dans des pays ou des zones où l'influence de l'État fait aujourd'hui défaut comme le Nigéria, l'Angola, ou la corne de l'Afrique. Il ne s'agit évidemment pas ici pour les auteurs de suggérer un quelconque alignement sur le modèle américain dont l'expérience en Irak et en Afghanistan s'impose comme un contre-modèle, mais, à l'heure où la Commission de défense de l'Assemblée nationale et le SGDSN mènent une réflexion sur le sujet, de considérer le recours aux Entreprises de services de sécurité et de défense (ESSD) comme une option additionnelle qui pourrait s'avérer viable si l'État est en mesure de bâtir une relation de confiance avec le secteur privé et d'appuyer commercialement les démarches de certains acteurs auprès des États demandeurs de l'expertise militaire et policière française. En bâtissant un tel dispositif qui prolongerait notre politique officielle, l'État trouverait à la fois une économie politique (en n'engageant pas officiellement ses forces, volonté qui est à la racine de la doctrine RECOMP) et une économie financière (l'État assisté contractant directement avec une entité privée). Nous n'avons évidemment fait dans notre étude qu'effleurer ce champ de recherche. La conduite d'un véritable retour d'expérience de la politique d'externalisation instruite dans ce domaine par les pays anglo-saxons est une étape préalable pour cerner les problèmes structurels liés à la supervision et à la régulation de ces acteurs privés conçus comme une extension informelle du régalien.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

3) Enfin sur le plan organisationnel et doctrinal de nos structures de force, l'analyse montre qu'une réflexion active sur la transition d'un modèle d'unités de formation *ad hoc* vers un modèle d'unités permanentes est engagée. Le débat actuellement en cours aux États-Unis, suscité par les déboires expérimentés dans la formation des armées afghane et irakienne, sur la constitution d'une brigade spécialisée et dédiée spécifiquement aux missions de formation et d'assistance est là pour le démontrer. Une telle problématique est fertile et notre réflexion doctrinale gagnerait certainement à l'investir. Le Centre de doctrine et d'emploi des forces (CDEF) semblerait tout indiqué pour conduire un tel travail exploratoire, sachant que ni la portée interarmées ni la portée interministérielle ne devront être négligées dans de telles études.

ANNEXES DOCUMENTAIRES

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Annexe n°1 : Les 10 commandements du formateur du K MAG

En tant que conseiller militaire de l'armée sud-coréenne, je dois :

1. Prendre l'initiative de faire des commentaires ou des remarques sans attendre qu'on me le demande. Je donnerai ces conseils pour mener à bien les choses comme si j'étais moi-même le commandant d'unité.
2. Conseiller fermement sans toutefois commander son unité.
3. M'assurer que le conseil a bien été pris en compte. Si ce n'est pas le cas, rendre compte à l'échelon supérieur K MAG-Armée sud-coréenne pour décision et action.
4. Par conseil avisé et suivi :
 - a) Développer pleinement les capacités de combat des unités sous le commandement conseillé
 - b) Coordonner et contrôler les différents éléments commandés pour gagner en efficacité dans le but de détruire l'ennemi.
 - c) Restaurer rapidement tout élément du commandement conseillé qui aurait été perdu ou détruit
 - d) Reconnaître les conditions du champ de bataille qui pourraient mettre en danger le potentiel du commandement conseillé
 - e) S'assurer de la bonne utilisation des matériels et approvisionnements fournis au commandement conseillé.
5. Rester conscient de la situation tactique par contact personnel fréquent avec tous les échelons du commandement conseillé en utilisant ma présence et celle du conseillé pour motiver les troupes et leur donner confiance. Un minimum de mon temps

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

- sera passé dans le poste de commandement de l'unité (cette remarque s'applique particulièrement aux conseillers seniors, G2 et G3).
6. Porter une attention particulière à l'entraînement des forces de réserve avec un focus particulier sur le réalisme des situations que j'ai observées au combat.
 7. Rendre compte de toute situation tactique à l'échelon supérieur du KMAG sans prendre en compte ce qui a été fait vis-à-vis de la hiérarchie de l'armée sud-coréenne.
 8. Rendre compte rapidement de toute déficience à l'échelon supérieur du KMAG et suivre les modifications nécessaires (les conseillers seniors au niveau du corps d'armée tiendront le chef du KMAG personnellement au courant des défaillances et des corrections apportées).
 9. Porter une attention particulière au bien être des individus et à l'entretien d'un moral et d'un niveau de professionnalisme élevés au sein de mon détachement de conseil KMAG
 10. Etre responsable du bon ordre, de la discipline, de la tenue et de l'efficacité, non seulement de mon détachement, mais de tous les détachements KMAG des éléments de l'armée sud-coréenne que je conseille.

Je réalise que je réussis ou j'échoue avec mon conseillé. Je partage le crédit de ses succès et le blâme de ses échecs.

Source : Robert Ramsey (2006)

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Annexe n°2 : Plan d'acquisitions de l'AAF

| | Type | En service au 30/09/11 | Prévus en 2016 | Mission (s) | Commentaire |
|---------------------|------------------|------------------------------|----------------------|------------------------|--|
| Voilures tournantes | Mi-17V-5 | 33 | 56 | Transport / Attaque | 3 appareils déjà livrés sont en configuration transport de VIP. À partir de 2014, une version armée sera mise en service pour remplacer les <i>Mi-35</i> . |
| | Mi-35 | 9 | 0 | Attaque | Appareils progressivement retirés du service. |
| | MD-530F | 0 | 6 (54 ?) | Entraînement | Les premiers appareils seront livrés fin 2011. Jusqu'à 54 appareils sont prévus en options, dont des configurations d'appui-feu au sol. |
| Voilures fixes | C-27A Spartan | 9 | 20 | Transport | Ces appareils d'occasion construits entre 1977 et 1885 sont rénovés par <i>Alenia</i> . 3 appareils déjà |

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

| | | | | | |
|--|----------------|---------|----------|--------------------------|--|
| | | | | | livrés sont en version transport de VIP. |
| | An-32 | 1 (0 ?) | 0 | Transport | Appareils progressivement retirés du service. |
| | An-26 | 1 (0 ?) | 0 | Transport | Appareils progressivement retirés du service. |
| | L-39C | 3 | 13 (?) | Attaque | Ces appareils sont actuellement tous cloués au sol par manque de pièces. Un contrat ancien pour en acquérir 10 de plus est toujours en cours de discussions. |
| | Cessna CT-182T | 6 | 6 | Entraînement | Les appareils ont tous été livrés à la fin 2011. |
| | Cessna C-208B | 0 | 26 | Entraînement / transport | Les 6 premières livraisons sont prévues fin 2011. 20 appareils supplémentaires sont prévus en options. |

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

| | | | | | |
|-------|-------------------------|----|-----|---------------------|---|
| | A-29 Super Tucano | 0 | 20 | Appui au sol/ISR | Remporté fin 2011 par Embraer, le contrat pour le programme <i>Light Air Support</i> est actuellement dénoncé par Hawker Beechcraft. Une décision est attendue en mars 2012. |
| Total | | 59 | 146 | | |

Source : Données issues du rapport semestriel d'octobre 2011 du SIGAR (Special Inspector General for Afghan Reconstruction). Le SIGAR est un organisme d'audit créé par le Congrès américain visant à assurer un suivi des fonds dépensés dans l'aide humanitaire et la reconstruction de l'Afghanistan.

Annexe n°3 : Contrat de *Reflex Responses* avec le gouvernement des EAU portant sur la fourniture d'un bataillon de 800 hommes - 13 juillet 2010 (p.19-21)

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Article (21) Addresses

All correspondence related to this Contract must be addressed as follows:

1. First Party:

GHQ Armed Forces, P.O. Box ---
Abu Dhabi, United Arab Emirates,
Telephone no. 009712 [REDACTED], Fax no.
009712 [REDACTED].

2. Second Party:

Reflex Responses Management
Consultancy L.L.C., P.O. Box 132606,
Abu Dhabi, United Arab Emirates.

The parties must notify each other by registered letter of any change in their respective address or upon the change of their respective representative.

المادة (21) العناوين

يجب إرسال كافة المراسلات المتعلقة بهذا العقد على النحو التالي:

1. الطرف الأول:

القوات المسلحة القيادة العامة ، ص.ب. --- أبو ظبي --- ، الإمارات العربية المتحدة ، رقم الهاتف: [REDACTED] 009712 فاكس: [REDACTED] 009712 .

2. الطرف الثاني:

Reflex Response للاستشارات الإدارية ذ م م ، ص.ب 132606 ، أبو ظبي، الإمارات العربية المتحدة.

و يجب على الطرفين إخطار بعضهما البعض من خلال رسائل مسجلة عن أي تغيير في عنوان كل منهما أو عن تغيير ممثل كل منهما.

Article (22) Contract Counterparts

This Contract has been drafted in four original counterparts in Arabic and English, and in witness whereof, the two parties have set their hands hereunto on the date first written above and the **Second Party** has received copy hereof to act accordingly herewith.

Article (23) The Language

This Contract is drafted in Arabic and English language in case of any dispute in relation to the interpretation of the contract the Arabic text shall be the reference.

المادة (22) نسخ العقد

تمت صياغة هذا العقد من أربعة نسخ باللغتين العربية والإنجليزية، وإثباتاً لذلك، وقع الطرفين عليه هذا في التاريخ المذكور أعلاه ، و قد تلقى الطرف الثاني نسخة منه للتصرف بموجبها.

المادة (23) اللغة

تم تحرير هذا العقد باللغتين العربية والإنجليزية، وفي حالة نشوب أي نزاع حول تفسير العقد فيكون النص العربي هو المرجع

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Signed by:

First Party

GHQ Armed Forces
Of the United Arab Emirates

Second Party

Reflex Responses
Management
Consultancy L.L.C.

وقعت من قبل:

الطرف الأول:

القوات المسلحة - الإدارة العامة
الإمارات العربية المتحدة

الطرف الثاني:

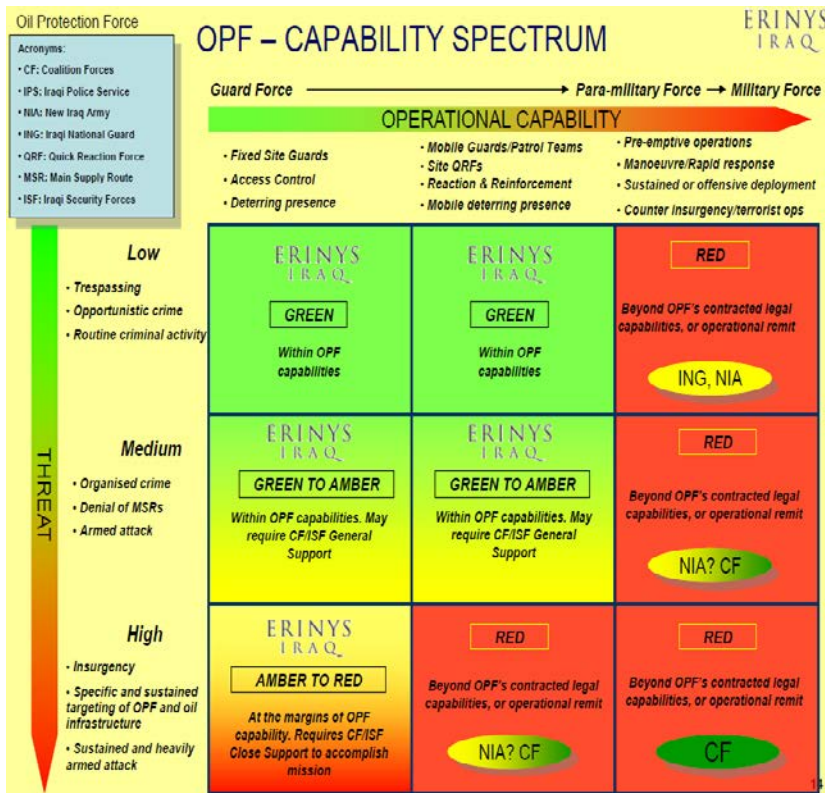
إيفلجيسون ريفلجيسونز للإستشارات الإدارية
ش.م.م.



The image shows four official seals and signatures. The top-left seal is for the United Arab Emirates Armed Forces (GHQ). The top-right seal is for the United Arab Emirates Armed Forces (الإمارات العربية المتحدة). The bottom-left seal is for Reflex Responses Management Consultancy L.L.C. (R-2, ABU DHABI, P.O. BOX 132506). The bottom-right seal is for Iffajisson Riflajissonz for Administrative Consultancy (R-2, ABU DHABI, P.O. BOX 132506). Each seal is accompanied by a handwritten signature in blue ink.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Annexe n°4 : Matrice opérationnelle de l'Oil Protection Force d'Erinys en 2004



Source : Erinys Iraq (2004)

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

- Major BENDER, John, *Advising Korea and Vietnam*, School of Advanced Military Studies, United States Army Command and General Staff College, Fort Leavenworth, Kansas, 2009.
- Lt.-Col. PIERCE, David, *Training and Advising Foreign Militaries: We've Done This Before*, School of Advanced Military Studies, United States Army Command and General Staff College, Fort Leavenworth, Kansas, 2010.
- RAMSEY, Robert, *Advising Indigenous Forces: American Advisors in Korea, Vietnam and El Salvador*, Global war on Terrorism Occasional Paper 18, Fort Leavenworth, Kansas, 2006.
- ZAJEC, Olivier, « Le rôle de la composante aérienne dans la doctrine américaine du FID – Les enjeux de l'assistance militaire à des armées étrangères pour les États-Unis », *Études Prospectives et Stratégiques (EPS), Compagnie Européenne d'Intelligence Stratégique (CEIS) / Centre d'Études Stratégiques Aérospatiales (CESA)*, mai 2010.

Doctrine États-Unis

- US Military Advisory Group to the Republic of Korea, *Advisor's Handbook*, 1951, March 1st.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

- US Army Field Manual 31-73, *Advisor Handbook for Stability Operations*, October 1967.
- USMC, USMC Publication Information 3-33.01, *Small Leader's Guide to Counterinsurgency*, 2007.
- US Army, *Field Manual 3-071 Security Force Assistance*, Training and Doctrine Command (TRADOC), mai 2009
- US Army, *Army Capstone Concept 2016-208*, Training and Doctrine Command (TRADOC), 2009
- Joint Publication, JP 3-22 *Foreign Internal Defense*, juillet 2010.

Doctrine France

- CDEF, *Assistance militaire à un pays tiers : contribution de l'armée de Terre*, Centre de doctrine et d'emploi des forces, Doctrine tactique n°23, décembre 2011.
- CICDE, *Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix (RECOMP)*, Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations N°179/DEF/CICDE/NP du 22 septembre 2011.
- CICDE, *L'assistance militaire opérationnelle à une force armée étrangère*, Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations, N° 009/DEF/CICDE/DR du 4 janvier 2011.
- CICDE, *Concept d'emploi des forces*, Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations, N° 004/DEF/CICDE/NP du 11 janvier 2010.
- CICDE, *Doctrine d'emploi des forces*, Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations, N°127/DEF/CICDE/NP du 12 juillet 2001.
- CICDE, *Contre-insurrection*, Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations, N°253/DEF/CICDE/NP du 23 novembre 2010.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

- CICDE, *Contribution des forces armées à la stabilisation (STAB)*, Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations N° 022/DEF/CICDE/NP du 02 février 2010.

Afghanistan

- Department of Defense, « *Report on Progress Toward Security and Stability in Afghanistan* », janvier 2009, juin 2009, octobre 2009, novembre 2010, avril 2011, octobre 2011.
- Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction, *Quarterly Report for Congress*, octobre 2008, avril 2009, janvier 2010, octobre 2010, janvier 2011, octobre 2011.
- CAPTF History Office, “Building Air Power for Afghanistan - A short history of the Combined Air Power Transition Force and the 438th Air Expeditionary Wing”, avril 2010.
- BOREA, M. R. (*Brigadier General*), « Building Air Power for Afghanistan – A team effort », *The Canadian Air Force Journal*, volume 3, n°1, hiver 2010.
- BROOKS, M., “Assessment and measures of effectiveness in stability ops”, *CALL Handbook* n°10-41, Fort Leavenworth, Kansas, mai 2010.
- CORDESMAN, Anthony H., “Transition in the Afghanistan-Pakistan War: How Does This War End?”, *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, janvier 2012.
- GRADY, B., SOLLINGER, J. M., THRUENSEN, P. D., VACCARO, J., YOUNOSSI, O., “The Long March: Building an Afghan National Army”, *Rand Corporation*, 28 mai 2009.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

- KILCULLEN, D., « Measuring Progress in Afghanistan », *Counterinsurgency*, Oxford University Press, 2010, pp. 51-77.
- NUSBAUMER, S., « The New Afghanistan Air Force », *Air & Space*, janvier 2011.
- PAWLOWSKI, D., « Afghanistan – Pakistan : bientôt la guerre ! », *Le Monde*, 14 février 2012.
- RAFFRAY, M., « Les soviétiques en Afghanistan 1979-1989 - L'Armée rouge bouleversée », *Cahier de la recherche doctrinale*, CDEF, 2009.
- De SAINT VICTOR, Florent, « Guerre des chiffres et chiffres de guerre », *Défense et sécurité internationale* (DSI), n°62, septembre 2010.
- De SAINT VICTOR, Florent, « L'épopée guerrière des non-combattants - Les OMLT françaises en Afghanistan (2006 - 2010) », *Faut-il brûler la contre-insurrection?*, Choiseul éditions, Paris, octobre 2010.

Corée

- Major TABB, John, *The Korean Military Advisory Group (KMAG): a model for success ?*, School of Advanced Military Studies, United States Army Command and General Staff College, Fort Leavenworth, Kansas, 2009.
- SAWYER, R. K., *Military advisors in Korea: KMAG in peace and war*, US Gov printing office, 1962.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Croatie-Bosnie

- MOHLIN, Marcus, *The Strategic Use of Military Contractors: American Commercial Military Service Providers in Bosnia and Liberia: 1995–2009*, National Defence University, Department of Strategic and Defence Studies, series 1: Strategic Research n°30, 2012.
- ELLIS, Stephen, *The Mask of Anarchy*, London: Hurst and Company, 1999.
- E. Keymer, K. Shardlow & A. von Rosenbach, “Neighbourly Intentions”, *Jane’s Defence Weekly*, 17 mars 2010.
- GOULET, Y., « MPRI: Washington’s Freelance Advisors », *Jane’s Intelligence Review*, juillet 1998.
- SILVERSTEIN, Ken, “Privatizing War: How Affairs of State are Farmed Out to Corporations beyond Public Control”, *The Nation*, 1997.
- SILVERSTEIN, Ken, “Privatizing War: How affairs of state are outsourced to corporations beyond public control”, *The Nation*, 23 juillet 1997
- CHRISTOPHER, Warren testimony, Committee on Armed Services, *Situation in Bosnia: Hearings Before the Committee on Armed Services*, US Senate, Washington, DC:US Government Printing Office.

États-Unis

- DALE, J. (colonel) et ZAPPA, Daniel (major), “Afghan Advise and Assist Group”, *Small Wars Journal*, 1er juin 2011.
- HARTAMYER, M. S., “SFA in Africa : the case for regionally aligned BCTs”, *Army*, novembre 2011.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

- KELLY, T. K., BENSACHEL, Nora et OLIKER, Olga, "Security Force Assistance in Afghanistan – Identifying Lessons for Future Efforts", *Rand Corporation*, 2011.

Indochine

- ABRAMOVICI, P., « Considérations sur l'origine des forces spéciales » in *Actes du colloque Forces Spéciales concept et histoire des 11 et 12 juin 2001*, Paris, Cahiers du CEHD n°32, 2007.
- Lt-Col. FRANC, C., *L'Armée Nationale Vietnamiennne et les recours aux formations supplétives*, Paris, Cahier de la Recherche Doctrinale, CDEF, 2009.
- DAVID, M., « Les maquis autochtones dans l'histoire de Diên Biên Phủ », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2003/3 n°211, pp. 93-105.
- MUELLE, R., *Commandos et maquis Service-action en Indochine*, Paris, Presses de la Cité, 1993.
- RAGGI, P., « Les services spéciaux français en Indochine », *Revue Historique des Armées* n°194, mars 1994, pp. 44-53.
- RAPIN, A. J., *Guérillas secrètes et « covert ops » au Laos*, Les cahiers du CERIA n°10, Lausanne, 1998.
- SASSI, J., *L'âme d'un guerrier, cahiers du colonel Jean Sassi*, Paris, Nimrod, 2011.
- TRINQUIER, R., *Les maquis d'Indochine 1952-1954*, Paris, Éditions Albatros, 1976.

Libéria

- International Crisis Group, *Liberia: Uneven Progress in Security Sector Reform*, 13 janvier 2009.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

- MPRI, *Sustainment Budget: New Armed Forces of Liberia*, Military Professional Resources Inc., Liberia, 2004.
- CUSAMANO, Eugenio, "Outsourcing Military Training: The Role of Security Networks in Foreign Military Assistance", *European University Institute, Department of Political and Social Sciences*, mai 2011.
- GOMPERT, David (dir.), *Making Liberia Safe Transformation of the National Security Sector*, RAND Report, 2007.
- MALAN, Mark, *Security Sector Reform in Liberia: Mixed Results from Humble Beginnings*, US Army War College, mars 2008.
- McFLATE, Sean, "I Built an African Army", *Foreign Policy*, janvier 2010.
- McFLATE, Sean, "Lessons Learned from Liberia: Security Sector Reform in a Failed State", *RUSI Journal*, vol. 153, n°1, février 2008.
- PHILLIPS, Michael, "An Army unsullied by past", *Wall Street Journal*, 14 août 2007.

Vietnam

- FRAME, Arthur T., "Military Advisory and Assistance Group", *Encyclopedia of the Vietnam War vol. 1*, pp. 744-745.
- HICKEY, G., *The American military advisor and his foreign counterpart: the case of Vietnam*, Rand Corporation study, 1965.
- CAO KY, Nguyen, *How we lost the Vietnam War*, New York, Cooper Square Publishers, 2002.
- WELLER, J., "RVNAF Training", *US Military Review*, October 1972, Fort Leavenworth, pp. 35-50.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Entretiens

- Entretien avec le général Bruno Clément-Bollée, directeur de la Coopération de sécurité et de défense (DCSD), Quai d'Orsay, janvier 2012.
- Entretien avec le colonel Pascal Facon, chef du bureau Afrique du ministère de la défense, janvier 2012.
- Entretien avec Peer de Jong, *Global Strike Services*, février 2012.
- Entretien avec S.D., *contractor* anonyme ayant servi en Irak, décembre 2011.

AUTEURS DE L'ETUDE

Georges-Henri Bricet des Vallons est docteur en science politique, diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris. Spécialiste des questions de défense, ses travaux de recherche portent sur les thématiques liées aux complexes militaro-industriels et à la privatisation de la guerre. Il est l'auteur d'*Irak, terre mercenaire* (Favre, janvier 2010) et a dirigé l'ouvrage collectif *Faut-il brûler la contre-insurrection ?* (Choiseul, octobre 2010). Il publiera prochainement une *Histoire des sociétés militaires privées. L'entreprise de guerre au XXI^e siècle* (Ellipses, septembre 2012). Il intervient régulièrement dans la presse et dans les revues spécialisées.

LA FORMATION DES ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉVOLUTION DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010

Nicolas Mazzucchi est géoéconomiste. Fondateur de Polemos Consulting, il enseigne la géoéconomie à l'École de guerre économique, Reims Management School et Sciences-Po Lille. Ses travaux portent principalement sur la puissance des États dans le domaine de l'énergie et les problématiques de guerre informationnelle.

Florent de Saint Victor est expert indépendant en questions de défense. Ancien chargé d'études pendant deux années au Centre de doctrine et d'emploi des forces (CDEF), il est diplômé de l'École de guerre économique, contributeur régulier pour différentes revues spécialisées et rédacteur du blog d'analyse *Mars Attaque*.

Laboratoire de l'IRSEM n°9 – 2012

La formation d'armées étrangères.

Etude comparative des politiques et des pratiques des années 1950 à 2010

Phase indispensable de la stabilisation des conflits et de la reconstruction des structures étatiques dans des pays soumis à la guerre, la formation des armées par d'autres armées étrangères a pris au cours de la seconde moitié du XX^e siècle une ampleur inédite. A partir de l'étude des cas français, anglais et américains sur l'ensemble de la planète, de l'Afrique à l'Asie en passant par l'Irak et l'Afghanistan depuis 1950, cette étude analyse les différentes pratiques mises en œuvre au cours d'un demi-siècle de formation d'armées étrangères. La question de l'externalisation de cette dernière, menée par les pays anglo-saxons depuis les années 60, complète l'analyse des buts, moyens et effets des formations mises en œuvre par les armées nationales française et américaine. Si l'adéquation des savoir-faire transmis et de la mission envisagée pour la future force armée formée est essentielle, l'adaptation culturelle de la formation, dans les méthodes comme dans le comportement des formateurs se révèle indispensable pour une mission cruciale bien que souvent mal considérée au sein des armées occidentales.



IRSEM
1 place Joffre – case 46
75700 Paris SP 07
<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

ISSN : 2116-3138
ISBN : 978-2-11-129688-6